



Assemblée générale

Distr. générale
30 avril 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Points 137 et 138 de la liste préliminaire**

Projet de budget-programme pour 2020

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2020

Titre premier

Politique, direction et coordination d'ensemble

Chapitre 2

Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences

Programme 1

Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences

Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos	3
Orientations générales.	5
A. Projet de plan-programme pour 2020 et exécution du programme en 2018***.	10
B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2020****.	57
Annexes	
I. Organigramme et répartition des postes pour 2020	104
II. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents.	108

* Nouveau tirage pour raisons techniques (3 juin 2019).

** [A/74/50](#)

*** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution des programmes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.

**** Comme demandé au paragraphe 11 de la résolution [72/266 A](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.





Avant-propos

Face à des enjeux aujourd'hui mondiaux, la coopération multilatérale est plus nécessaire que jamais et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences s'emploie à faire de l'ONU le lieu de cette coopération, en fournissant aux nations du monde l'appui fonctionnel et technique, les services multilingues et les outils dont elles ont besoin pour examiner ensemble les questions d'intérêt commun.

La gamme de ces outils s'élargit chaque année à mesure que, pour satisfaire les demandes de services de plus en plus variées qui lui sont adressées, le Département saisit les possibilités de transformation offertes par la quatrième révolution industrielle. Ces outils sont bien souvent le fruit d'une approche multidisciplinaire et de partenariats créatifs, avec toujours l'innovation pour maître mot.

En 2018, le Département a reçu le Prix du Secrétaire général pour l'innovation. Il voit ainsi récompensé le travail accompli, en partenariat avec d'autres entités du Secrétariat, pour mettre au point une plateforme d'examen en ligne destinée au recrutement du personnel linguistique, qui permet désormais aux candidats de participer aux concours sans avoir à se rendre dans des centres d'examen. Ce dispositif a non seulement élargi le vivier de candidates et de candidats, mais aussi ouvert le concours aux personnes handicapées et à celles issues de régions sous-représentées. Les candidatures d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique, par exemple, ont grimpé en flèche et ont plus que doublé pour certains examens.

Les technologies avancées sont aussi au cœur d'une simplification des processus métier dans le Département. Grâce à notre outil de traduction assistée par ordinateur, eLUNa, traduction et révision ont largement fait place à l'autorévision, et les deux étapes ont ainsi fusionné en une seule. La mise en place d'un guichet unique a simplifié la procédure de demande de services de conférence et amélioré la prévisibilité et la transparence du système de réservation. Ces deux outils sont l'œuvre du Département.

Le monde évolue à une vitesse sans précédent, et nous souhaitons saisir ce qu'il nous apporte de meilleur pour le mettre au service de la gestion des conférences. De plus en plus, les utilisateurs souhaitent pouvoir consulter les contenus sur leurs appareils portables, ce qui nous a conduits à créer une version numérique du *Journal des Nations Unies* qui facilite le travail aussi bien des représentantes et des représentants des États Membres que du personnel. Dès la première année, on a comptabilisé 183 000 utilisateurs numériques et plus de 2 millions de pages vues. Cette transformation numérique nous a permis d'améliorer encore la convivialité du *Journal*, dont davantage de sections sont désormais disponibles dans les six langues officielles de l'ONU, et ce non plus seulement, comme ce fut longtemps le cas, pour la partie principale des sessions de l'Assemblée générale, mais tout au long de l'année.

Ces quelques exemples illustrent la faculté d'innovation et de coopération que notre personnel a su mettre au service de solutions créatives. Les résultats obtenus en 2018 et escomptés pour 2020, dont il est ici rendu compte, témoignent de notre souci du client.

La Secrétaire générale adjointe
chargée du Département de l'Assemblée générale
et de la gestion des conférences
(*Signé*) Catherine **Pollard**

Orientations générales

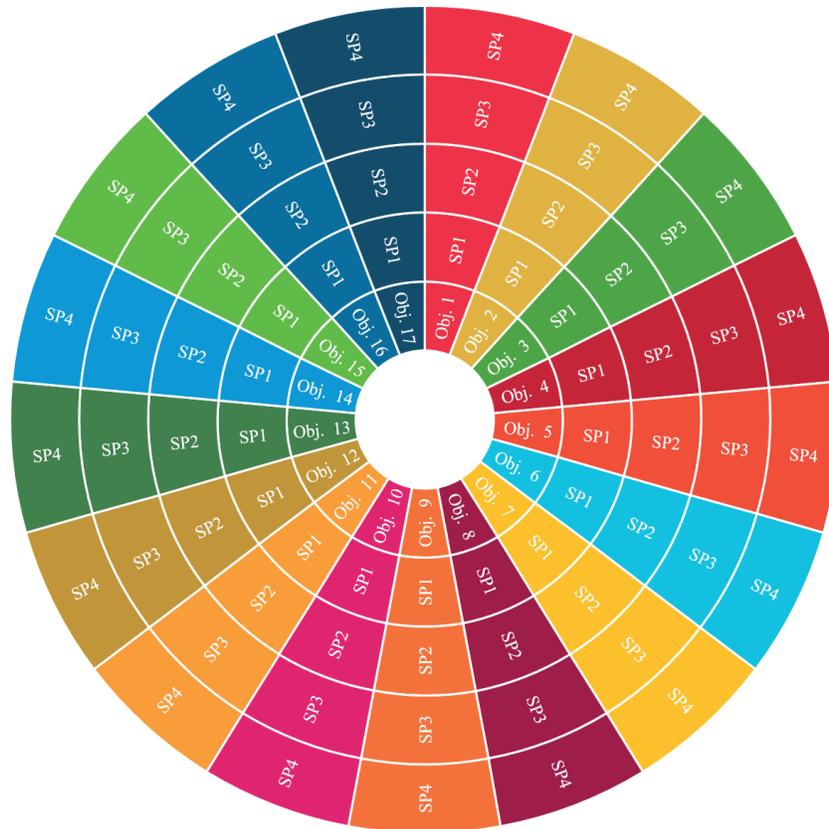
Mandat et considérations générales

- 2.1 Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences est chargé de fournir des services de conférence de première qualité à tous les organes intergouvernementaux et organes d'experts se réunissant au Siège à New York et aux Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi, et pour les conférences et réunions tenues sous les auspices de l'Organisation. Il planifie et organise ainsi des réunions et conférences dans le monde entier, en assure l'interprétation simultanée et élabore et distribue la documentation destinée aux organes délibérants et les compte rendus officiels de séance dans les délais impartis et dans les six langues officielles de l'Organisation en même temps. Le Département est également chargé d'enrichir, d'entretenir et d'analyser la mémoire institutionnelle de l'Organisation dans le cadre des services techniques de secrétariat et de l'appui procédural qu'il fournit aux délibérations de l'Assemblée générale et de quatre de ses grandes commissions, de divers organes subsidiaires et du Conseil économique et social.
- 2.2 Le mandat du Département découle des règlements et résolutions régissant les organes principaux de l'Organisation, notamment les résolutions 43/222 A-E, 50/11, 71/328, 72/313 et 73/270 de l'Assemblée générale. Conformément à la résolution 57/283 B de l'Assemblée, la Secrétaire générale adjointe chargée du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences est habilitée à mettre en œuvre des politiques, à élaborer des normes et des directives, à gérer les ressources inscrites au chapitre 2 du budget-programme et à superviser les opérations au Siège, tandis que les Directeurs généraux des offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi sont chargés de veiller à la mise en œuvre de ces politiques, normes et directives et de gérer les activités courantes dans leur centre de conférence.

Lien avec la Charte des Nations Unies et les objectifs de développement durable

- 2.3 Le Département se réfère à son mandat pour définir les produits devant lui permettre d'atteindre l'objectif de chaque sous-programme. Ces objectifs vont dans le sens du but poursuivi par l'Organisation, à savoir, comme il est dit à l'Article 1 de la Charte des Nations Unies, être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers les fins communes définies dans ledit Article. Les buts fixés à l'Article 1 se retrouvent dans les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. La figure 2.I illustre la façon dont les objectifs des sous-programmes et, partant, les produits prévus s'articulent avec les objectifs de développement durable.

Figure 2.I
Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences : lien des sous-programmes avec les objectifs du développement durable



Contexte actuel

- 2.4 Les services demandés au Département sont de plus en plus nombreux et variés. Les attentes concernant les aménagements raisonnables à prévoir pour les personnes handicapées vont croissantes, de même que la demande de vidéoconférences et d'interprétation simultanée dans d'autres langues que les six langues officielles, ce qui crée de nouveaux défis d'organisation pour les services de conférence dans les lieux d'affectation concernés et modifie la façon dont le Département planifie et organise les réunions et conférences. En outre, les États Membres souhaitent de plus en plus pouvoir consulter les informations en format numérique sur smartphone et sur tablette, ce qui pousse le Département à élargir sa gamme de produits. Dans le même temps, celui-ci a assuré le service de 28 428 manifestations non inscrites au calendrier des conférences en 2018, soit 40 % de plus qu'en 2013, y compris des réunions et conférences organisées à brève échéance dans le cadre de processus de médiation et de paix.
- 2.5 Parallèlement, les progrès technologiques et l'amélioration sans précédent de l'accès au savoir et à l'information offrent la possibilité d'accélérer et de simplifier certaines procédures, d'améliorer et de diversifier les services et d'explorer de nouvelles méthodes de travail grâce auxquelles faire face à la charge de travail accrue et à la complexité croissante des services de conférence de l'ONU. L'utilisation de logiciels de traduction assistée par ordinateur et de traduction automatique est devenue la norme dans les organisations intergouvernementales. Conformément au mandat d'harmonisation énoncé dans la résolution 72/19 de l'Assemblée générale, les bases de données terminologiques locales de tous les lieux d'affectation, y compris les commissions régionales, ont commencé en 2018 et achèveront en 2019 d'être rassemblées dans une unique base de référence au

niveau mondial, UNTERM, et les doublons ont été supprimés des différents jeux de données en 2019, l'objectif étant de veiller à la cohérence de la terminologie dans tout le système et de faciliter la répartition du travail, en mettant fin à la compartimentation des données.

- 2.6 Une autre tendance consiste à rassembler divers types de services fonctionnels et techniques de secrétariat dans des plateformes intégrées à guichet unique. Un nouveau logiciel de gestion de la participation aux réunions, conçu pour mieux répondre aux attentes des représentants, est progressivement mis en service dans le cadre d'Umoja-Extension 2.

Stratégie pour 2020 et facteurs externes

- 2.7 En 2020, le Département continuera de privilégier la préprogrammation et d'optimiser l'organisation des services de conférence ; poursuivant sans relâche ses efforts d'innovation, il entend mettre la technologie et le potentiel de l'automatisation au service d'une rationalisation des méthodes de travail et de l'utilisation des capacités et d'une meilleure satisfaction des participants aux réunions qu'il organise. Il compte par exemple améliorer son système de gestion des réunions et son système d'affectation des interprètes et perfectionner la version numérique du *Journal des Nations Unies* dans les six langues, nouveautés qui prendront place parmi les autres outils visant à améliorer l'expérience des utilisateurs, tels que le système d'abonnement électronique aux documents de l'ONU, qui permet de recevoir ces documents sur des appareils mobiles, et le portail e-deleGATE, une plateforme à guichet unique sur laquelle les représentants peuvent s'inscrire sur la liste des orateurs, inviter les États Membres à se porter coauteurs d'une résolution, se porter eux-mêmes coauteurs et faire enregistrer où qu'ils se trouvent et à n'importe quelle heure les listes des délégations.
- 2.8 L'analyse proactive des besoins des clients et de leurs avis continuera d'orienter les activités du Département à l'appui des organes intergouvernementaux dont il assure le service. Il entend s'inspirer des modalités d'organisation à distance, appliquées avec succès aux concours de 2016 et 2018, pour étendre ses activités de collaboration, améliorer la formation et rendre le recrutement accessible à tous les candidats compétents. Il compte également harmoniser les flux de travail grâce à la mise en service de gDoc 2.0, nouvelle version d'un outil conçu en interne qui intègre l'ensemble des logiciels de traitement des documents, depuis leur soumission jusqu'à leur publication numérique dans le système de diffusion électronique des documents (ODS).
- 2.9 Le Département accordera une attention particulière à la formation du personnel linguistique, étant donné que les nouveaux sujets à l'ordre du jour international, pour lesquels de nouveaux termes doivent être consignés dans toutes les langues officielles, demandent en outre l'acquisition constante de connaissances spécialisées. Le Département poursuivra son programme de collaboration avec les universités et avec d'autres entités et continuera de mettre en œuvre des stratégies de communication afin de disposer d'un vivier suffisant de linguistes de talent possédant les compétences aujourd'hui nécessaires au personnel des services linguistiques de l'Organisation. Il étudiera les possibilités qu'offrent les outils d'apprentissage en ligne, qui pourraient permettre d'organiser des formations à la demande au moment opportun et donner aux fonctionnaires la possibilité de transmettre leurs connaissances de fond à leurs collègues, aux personnes récemment recrutées et à celles susceptibles de l'être.
- 2.10 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2020 :
- a) Les réunions et les sessions ont lieu comme prévu et les informations sur les changements apportés au calendrier des réunions sont communiquées en temps opportun et conformément aux règles de procédure applicables ;
 - b) Le nombre de réunions non inscrites au calendrier ne dépasse pas celui de 2018 ;
 - c) Les sessions extraordinaires, y compris les sessions extraordinaires d'urgence, sont fixées suffisamment à l'avance ;

- d) La prestation de services aux réunions des groupes régionaux et autres grands groupes d'États Membres continue d'être assurée « en fonction des disponibilités » ;
 - e) La soumission de documents imprévus revêtant un rang de priorité élevé, qui perturbe le traitement de la documentation tel qu'il a été planifié, est réduite au minimum ;
 - f) Les parties concernées respectent les engagements et les obligations découlant des règles établies en matière de présentation des documents et de demandes de réunion ;
 - g) Les progrès et innovations techniques facilitent la tâche des services chargés des réunions et de la documentation ;
 - h) On dispose d'un nombre suffisant de linguistes qualifiés que l'on peut engager à titre temporaire pour travailler dans les locaux des centres de conférence ou ailleurs ou qui sont prêts à faire des travaux de sous-traitance.
- 2.11 Le Département prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. La Secrétaire générale adjointe est membre du réseau des Champions internationaux de l'égalité des sexes et s'est personnellement engagée à atteindre les objectifs de l'Organisation en la matière. Le Département contribuera également aux résultats généraux du Secrétariat en matière de parité des sexes en faisant en sorte que ses effectifs atteignent ou conservent cette parité. Dans le cadre d'un projet interinstitutions visant à promouvoir l'égalité des sexes dans des contextes multilingues, le Département a élaboré, en collaboration avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, le Département de la communication globale et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, des orientations et des supports de formation sur le langage inclusif à l'intention du personnel de l'ONU disponibles en ligne dans les six langues officielles. Le projet contribue à la mise en œuvre de la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies et s'inscrit dans le droit fil de la déclaration du Secrétaire général selon laquelle cette parité vise à créer un climat de travail qui offre à tous des chances égales, dont les préjugés sont éliminés et dans lequel tous les membres du personnel ont une place.
- 2.12 En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités, le Département continuera, dans le cadre de la Réunion annuelle internationale concernant les services linguistiques, la documentation et les publications, dont il assure la présidence, de collaborer et de partager des informations avec d'autres organismes internationaux qui offrent des services de conférence, et se donnera ainsi la possibilité de comparer ses indicateurs de résultats et ses méthodes de travail avec les bonnes pratiques institutionnelles. Il pourra ainsi, conformément aux dispositions des résolutions de l'Assemblée générale mentionnées plus haut, continuer à améliorer la qualité, la productivité, le respect des délais et le coût-efficacité des services.

Activités d'évaluation

- 2.13 Les évaluations et auto-évaluations qui ont été menées à bien en 2018 et dont la liste est donnée ci-après ont orienté l'établissement du plan-programme pour 2020 :
- a) Auto-évaluation concernant le service des réunions au Siège non inscrites au calendrier. L'auto-évaluation a permis au Département d'évaluer l'impact de l'augmentation rapide des réunions non prévues au calendrier sur son programme de travail, ses ressources et son aptitude à assurer les réunions prioritaires prévues au calendrier. Il a été tenu compte des conclusions de l'auto-évaluation au moment de l'établissement du plan-programme pour 2020 du sous-programme 2, [Planification et coordination des services de conférence (New York)], l'objectif étant d'optimiser la programmation des services, l'utilisation des installations de réunion et le développement des outils technologiques, de manière à mieux faire face à l'augmentation des réunions non inscrites au calendrier en 2020.
 - b) Auto-évaluation sur la qualité des prévisions concernant la charge de travail pour les documents du Siège relevant ou non du système de créneau. Les conclusions de l'auto-évaluation, qui

comprennent des suggestions précises sur la mise au point de l'outil de gestion du flux de la documentation du Département, gDoc.2.0, ont été prises en compte dans le plan-programme pour 2020 du sous-programme 2 [Planification et coordination des services de conférence, New York], l'objectif étant que ce programme facilite l'établissement de prévisions régulières et exactes sur la documentation. Ces conclusions permettront au Département d'améliorer la planification et de réserver les capacités de traitement des documents voulues, de rationaliser l'utilisation des ressources et de garantir la distribution en temps voulu des documents à l'intention des États Membres, en améliorant l'exactitude des prévisions ;

- c) Auto-évaluation des services d'édition et de distribution de documents de la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève. Les conclusions sur la manière de moderniser les méthodes de distribution par un recours accru à la technologie comprennent des recommandations visant à développer les moyens de distribution numériques, à mettre à jour l'application de diffusion de la documentation, à simplifier la procédure permettant aux destinataires des documents d'en recevoir uniquement la copie numérique et à faciliter l'impression en libre service des documents sur demande des participants aux conférences. Il a été tenu compte de ces conclusions au moment de l'établissement du plan-programme pour 2020 du sous-programme 4 [Services d'appui aux réunions et de publication (Genève)], qui prévoit une distribution plus efficace et une rationalisation en amont du processus de publication au sein de la Section de la conception et de la production, un approfondissement des compétences en matière de conception et la fourniture d'un appui pour un plus grand nombre de moyens de communication ;
 - d) Auto-évaluation et adoption d'une méthode de gestion du risque institutionnel pour faire face aux menaces qui pèsent à la fois sur la réalisation des buts et objectifs stratégiques et sur les possibilités d'amélioration des services offerts par la Division des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Nairobi. Les conclusions de l'auto-évaluation, qui ont été prises en compte dans le plan-programme pour 2020, ont abouti à l'établissement du premier inventaire des risques aux fins de la gestion du risque institutionnel dans la Division. Des mesures seront prises en 2019 concernant le traitement des risques et les plans d'intervention recommandés et leur mise en œuvre fera l'objet d'une nouvelle évaluation en 2020.
- 2.14 Les questions devant faire l'objet des évaluations et auto-évaluations pour 2020 sont encore à l'étude.

A. Projet de plan-programme pour 2020 et exécution du programme en 2018

Programme de travail



Sous-programme 1 Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

1. Objectif

- 2.15 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts, ainsi qu'aux conférences des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.16 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Renforcer le multilatéralisme : accès numérique aux services de secrétariat, en tout lieu et à toute heure, depuis le portail e-deleGATE

Depuis des années, les délégations regrettaient de devoir longuement patienter dans les salles de conférence pour se porter coauteurs d'une résolution. Les représentants étaient contraints de se rendre au bâtiment du Secrétariat avant 6 heures pour inscrire leurs chefs d'État à la liste des orateurs du débat général. Il leur fallait des échanges constants avec le Secrétariat pour obtenir la dernière version d'un projet de résolution qu'ils souhaitaient parrainer. Les États Membres ont souvent fait observer que ces services pourraient être mieux gérés. Grâce au portail e-deleGATE, une plateforme à point d'entrée unique qui, depuis 2018, permet d'accéder aux services électroniques proposés par le Secrétariat, tout représentant autorisé peut à tout moment et où qu'il se trouve demander une inscription à la liste des orateurs, se porter coauteur d'un projet de résolution ou inviter d'autres États Membres à le faire ou faire enregistrer la liste des membres d'une délégation. Chaque année, quelque 300 résolutions sont parrainées grâce à ce système et les listes d'orateurs pour des centaines de réunions sont préparées au moyen du module eSpeakers.



L'Assemblée générale en séance. Source : Organisation des Nations Unies

En 2018, étant donné la satisfaction constatée, le Département a étendu la plateforme e-deleGATE, d'abord disponible uniquement pour les séances plénières et pour deux grandes commissions de l'Assemblée générale, à

toutes les grandes commissions et à d'autres organes intergouvernementaux, notamment le Conseil économique et social et ses commissions techniques, ainsi qu'à la troisième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner le progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis d'améliorer les échanges d'informations sécurisés entre les représentants et les organes intergouvernementaux supplémentaires susvisés et leurs secrétariats, de simplifier et d'accélérer l'accès aux services de secrétariat par les délégations et de faciliter le traitement des opérations et ainsi de contribuer à l'efficacité des processus de délibération et de décision. Les délégations auprès des organes concernés ont pu se porter coauteurs de centaines de projets de résolution et des milliers de personnes ont pu solliciter une inscription sur les listes d'orateurs pour diverses réunions sans avoir à se rendre personnellement au Secrétariat, ce qui a probablement eu un impact positif sur l'environnement.

Dans la pratique, les États Membres ont bien accueilli le nouveau système, notamment dans la résolution 72/313 de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a invité les États Membres à utiliser au maximum les services électroniques proposés par le Secrétariat pour faire des économies, réduire l'impact sur l'environnement et améliorer la diffusion des documents.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.17 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir l'appui rapide et efficace à l'exécution des mandats relevant de la présidence de l'Assemblée générale, de la présidence du Conseil économique et social et de la présidence des autres organes auxquels le Département fournit des services, ainsi que des délégations et des organismes des Nations Unies en général, objectif qui figure dans le projet de budget-programme pour l'exercice 2018-2019, a été atteint, ainsi que l'attestent les avis exprimés par les fonctionnaires des différents bureaux.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Renforcer le multilatéralisme : des bases solides pour les nouveaux membres des bureaux

En 2018, un certain nombre de personnes récemment élues à la présidence d'organes intergouvernementaux ont déploré de devoir présider les réunions sans avoir eu suffisamment de temps pour se préparer convenablement à l'issue de leur élection. Elles n'étaient pas certaines de savoir ce qui était attendu d'elles, d'être suffisamment formées ou d'avoir compris les règlements intérieurs.

Les secrétariats ont tenu compte de ces préoccupations lorsqu'ils ont fourni des conseils et un appui sur les questions de procédure à plus de 100 présidents et présidentes, dont la plupart changent d'affectation tous les ans.

Une réponse adaptée à la situation

Au moment de fournir des informations aux nouveaux bureaux, il a fallu que le Secrétariat veille à ce que toutes les personnes nouvellement élues à la présidence d'un organe reçoivent des informations détaillées similaires dans un délai très court, en tenant compte des caractéristiques propres à chaque organe intergouvernemental. Les équipes chargées de l'exécution du sous-programme fournissent des services à plus de 35 organes intergouvernementaux ayant une composition, des pratiques, un domaine d'activité, un règlement intérieur et des durées de sessions différents.

En réponse, en 2020, des supports d'initiation contenant principalement des conseils standard sur les questions de procédure, des informations générales et des références facilement accessibles seront mis à disposition et des réunions d'information à l'intention des personnes nouvellement élues seront organisées en tenant compte de la singularité de chaque organe intergouvernemental. Des programmes de formation et d'initiation seront également mis en place et porteront tout particulièrement sur l'organisation de réunions ordinaires conformément aux règles

applicables du règlement intérieur, ainsi que sur la gestion des impondérables survenant lors de réunions plus complexes, qui entraînent parfois des motions d'ordre, des droits de réponse et d'autres motions de procédure.

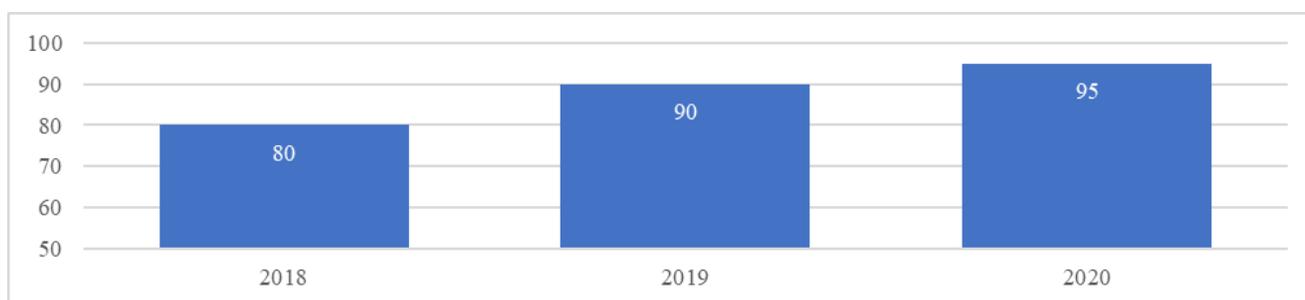
Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir assurer le bon déroulement des réunions dès le début du mandat des personnes élues.

Concrètement, si le résultat est atteint, 95 % des retours issus de l'enquête qui sera menée auprès des personnes assurant la présidence et des membres de bureaux à la fin de chaque session d'un organe donné seront positifs, comme indiqué dans la figure.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé

Mesure des résultats : pourcentage de retours positifs, tel que mesuré dans l'enquête menée auprès des personnes assurant la présidence et des membres de bureaux



- 2.18 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les responsables de l'exécution de celui-ci dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.19 On trouvera dans le tableau 2.1 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.1

Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	21	170	21	166
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	1 236	886	1 235	926

	<i>2018 Produits prévus</i>	<i>2018 Produits livrés</i>	<i>2019 Produits prévus</i>	<i>2020 Produits prévus</i>
B. Création et transfert de connaissances				
Publications (nombre de publications)	1	1	1	1
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	–	–	–	8
Produits non quantifiés				
C. Activités de fond				
Bases de données et supports numériques				

6. Principaux écarts et variations concernant les produits

Écarts observés en 2018 entre prévisions et réalisations

- 2.20 S'agissant de la documentation destinée aux organes délibérants, l'écart s'explique principalement par le volume plus élevé de documents de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de leurs organes subsidiaires, tous les documents relevant du sous-programme ayant été pris en compte.
- 2.21 En ce qui concerne les services de conférence et de secrétariat pour les réunions, l'écart tient principalement au nombre moins élevé de réunions des organes, ces derniers n'ayant pas organisé la totalité des réunions qu'ils étaient autorisés à tenir.

Variations entre les prévisions pour 2020 et pour 2019

- 2.22 S'agissant de la documentation destinée aux organes délibérants, la variation s'explique principalement par le volume plus élevé de documents de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de leurs organes subsidiaires, tous les documents relevant du sous-programme ayant été pris en compte.
- 2.23 En ce qui concerne les services de conférence et de secrétariat pour les réunions, la variation tient principalement au nombre moins élevé de réunions des organes intergouvernementaux, les estimations pour 2020 étant fondées sur le nombre de réunions effectivement tenues en 2018 et sur le nombre de réunions prévues pour 2020 plutôt que sur le nombre de réunions que les organes intergouvernementaux sont autorisés à tenir.



Gestion des conférences (New York)

Sous-programme 2

Planification et coordination des services de conférence

1. Objectif

- 2.24 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts de l'Organisation des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.25 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Guichet unique – un ensemble de services pour les réunions tenues au Siège à la portée de la main des États Membres

Chaque année, plus de 13 000 réunions, inscrites ou non au calendrier, sont organisées au Siège avec la participation de plus d'une douzaine de prestataires de services répartis dans plusieurs départements, outre le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences.

En ce qui concerne les réunions non inscrites au calendrier, qui représentent 73 % de toutes les réunions, les demandes de services de conférence étaient fastidieuses, complexes et sources de confusion. Le manque de transparence dans l'exécution des tâches a donné lieu à un sentiment de frustration intense et à de nombreuses plaintes de la part des clients. Il n'était pas rare de recevoir des informations inexactes, non coordonnées ou incomplètes concernant la disponibilité des services. Les clients, qu'il s'agisse de missions permanentes, de missions d'observation ou d'entités du Secrétariat, se sont résolus à prendre des mesures pour remédier à la situation. Une mission a même créé une brochure détaillée sur la marche à suivre pour demander des services de conférence et l'a partagée avec les autres missions. En outre, les clients avaient tendance à modifier les demandes qu'ils avaient initialement faites pour tel ou tel service sans en informer les autres fournisseurs de services concernés. À titre d'exemple, ils renonçaient à tenir une réunion à huis clos pour organiser une réunion publique et diffusée sur le Web, sans que l'information soit actualisée dans le *Journal*, ce qui donnait lieu à une grande confusion.

Un seul et même portail offrant une interface en libre-service permet de déposer une demande de réunion. Source : Organisation des Nations Unies

En mars 2018, le guichet unique a été mis en service. Il s'agit d'un portail numérique à point d'entrée unique permettant aux clients de soumettre des demandes de services de réunion par le truchement d'une interface Web en libre-service, qui est disponible en anglais et en français et vise à atteindre les deux principaux objectifs suivants :

- a) simplifier le processus de façon que les clients puissent demander tous les services de réunions dont ils ont besoin simultanément ;
- b) améliorer la coordination et la communication entre les prestataires de services, de meilleurs services étant ainsi fournis aux États Membres.

Les clients ont la possibilité de choisir parmi un large éventail de services à la carte (salles de conférence, services d'interprétation, plaques nominatives, pancartes destinées à la tribune et aménagement des salles, publications dans le *Journal*, services audiovisuels, services de diffusion sur le Web, services d'accès aux salles et services de sécurité, prêt de matériel, etc.). Des informations factuelles et chiffrées, notamment des définitions des termes utilisés et des estimations de coûts sont facilement accessibles pour permettre aux clients de prendre des décisions éclairées concernant leurs demandes de réunions.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis d'améliorer l'expérience utilisateur de la planification des réunions.

Dans la pratique, les réponses aux enquêtes et d'autres retours communiqués par les États Membres montrent que les clients sont satisfaits et le nombre de réunions inscrites au calendrier au moyen du guichet unique a rapidement augmenté. À la fin de l'année 2018, toutes les réunions non inscrites au calendrier avaient été traitées sur la nouvelle plateforme. Au total, ont été traitées au moyen du portail 2 629 demandes déposées par 261 clients, dont 131 missions permanentes, 28 groupes régionaux, 37 entités du Secrétariat, 37 commissions de l'ONU et 28 institutions spécialisées.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

-
- 2.26 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la conduite efficace et rationnelle des réunions, comme indiqué dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019, a été atteint, ainsi que l'atteste le fait qu'aucun représentant d'État Membre ne s'est plaint auprès des organes intergouvernementaux ou des membres des organes d'experts quant à la qualité des services de conférence.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Guichet unique – un ensemble de services pour les réunions et autres manifestations à la portée de la main des États Membres

En 2018, pour donner suite aux nombreuses demandes formulées par les États Membres en faveur d'un guichet unique sur lequel déposer les demandes de services de réunions et de l'amélioration de la coordination au sein du Secrétariat, un guichet unique sur une interface Web en libre-service a été mis en place.

Une réponse adaptée à la situation

Le plus difficile a été de décloisonner la prestation de services de réunions, du fait de la diversité des types de réunions et de services proposés et du nombre élevé de prestataires de services répartis entre plusieurs départements de l'Organisation.

En réponse, en 2020, le champ d'application et la portée du guichet unique seront élargis pour en faire un portail permettant de demander des services non seulement pour les réunions, mais aussi pour les autres manifestations. Les services disponibles, qui comprendront des services visant à assurer l'accessibilité, seront proposés pour des manifestations spéciales, des expositions, des réceptions, des réunions bilatérales et des réunions de haut niveau de l'Assemblée générale. Il est également prévu que le guichet unique soit progressivement mis en place à l'Office des Nations Unies à Genève, à l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'Office des Nations Unies à Nairobi.

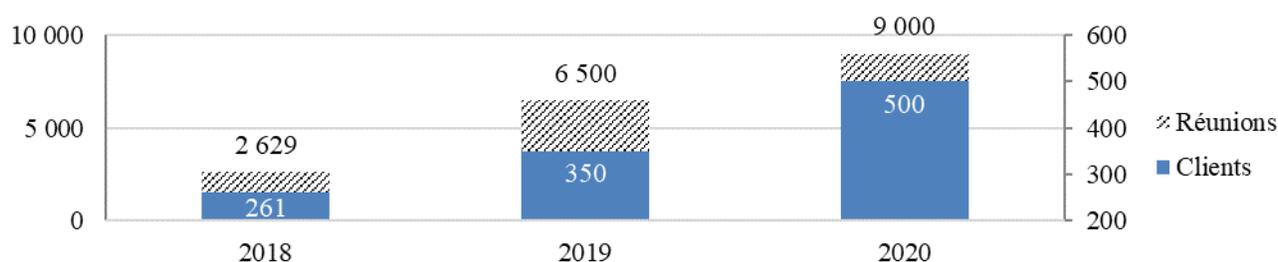
Des résultats concrets

Le produit escompté devrait contribuer au résultat, à savoir améliorer plus avant l'expérience des utilisateurs et permettre à ces derniers de mieux prévoir et de connaître de façon exacte et en temps réel la disponibilité des services et le coût des réunions et manifestations spéciales ou imprévues des organes dont les réunions sont inscrites au calendrier.

Concrètement, si le résultat est atteint, le nombre de clients recourant au guichet unique pour organiser des réunions et des manifestations augmentera, comme indiqué dans la figure.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : nombre de clients recourant au guichet unique



- 2.27 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les responsables de l'exécution de celui-ci dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.28 On trouvera dans le tableau 2.2 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.2

Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	10	10	11	10
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	11	9	11	11
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	13 300	13 219	13 300	13 300
B. Création et transfert de connaissances				
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	251	251	251	251

<i>2018</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>
<i>Produits</i>	<i>Produits</i>	<i>Produits</i>	<i>Produits</i>
<i>prévus</i>	<i>livrés</i>	<i>prévus</i>	<i>prévus</i>

Produits non quantifiés

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause

Bases de données et supports numériques

D. Activités de communication

Plateformes numériques et contenus multimédias

6. Principaux écarts et variations concernant les produits

Écart observé en 2018 entre prévisions et réalisations

- 2.29 S'agissant des services de conférence et de secrétariat pour les réunions, l'écart s'explique principalement par le nombre légèrement moins élevé de réunions du Comité des conférences du fait de l'amélioration de la planification et de la coordination des délibérations.



Sous-programme 3 Services de documentation

1. Objectif

- 2.30 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts de l'Organisation des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.31 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

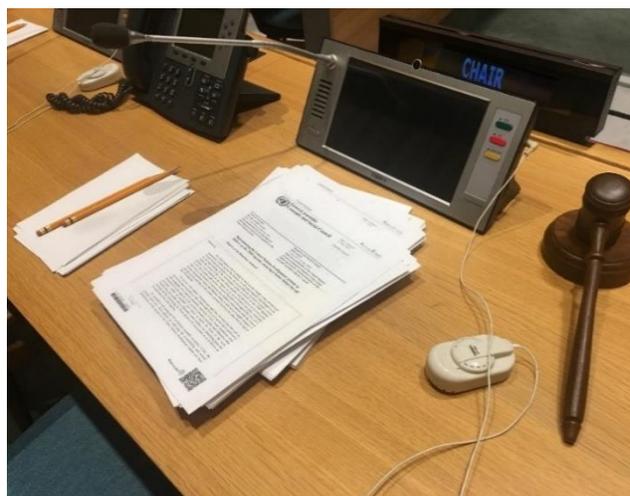
3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

L'art de livrer des millions de mots en temps voulu

En 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à New York ont traité et livré 136,8 millions de mots. Ce chiffre correspond à plus de 20 500 documents, souvent des documents très sensibles ou spécialisés, qui ont été édités, traduits, mis en forme, relus et publiés, généralement dans des délais très courts. Les membres du personnel doivent veiller à ce que les documents soient livrés en temps voulu jour après jour et travaillent en équipes qui se relaient, y compris la nuit et les week-ends, afin de faire face à une charge de travail colossale.

Pour atteindre cet objectif, les responsables de l'exécution du sous-programme ont adopté une stratégie à deux volets consistant, d'une part, à concevoir et mettre en service de nouveaux outils linguistiques et, d'autre part, à recruter les spécialistes des langues les plus talentueux et les plus qualifiés et à renforcer continuellement les connaissances de fond de ceux-ci. Il a ainsi été possible de faire face à une charge de travail particulièrement élevée en avril, mois durant lequel il a fallu traiter de nombreux rapports stratégiques portant sur le programme de réforme du Secrétaire général, ainsi que divers documents urgents, sans oublier le *Journal des Nations Unies*, dans toutes les langues officielles, qui paraît désormais toute l'année et non plus seulement pendant la partie principale de la session ordinaire de l'Assemblée générale.

Les progrès technologiques accomplis dans le cadre du sous-programme ont grandement contribué à ce résultat. Par exemple, eLUNA, outil de traduction assistée par ordinateur mis au point par le Département et utilisé dans tous les centres de conférence, ainsi que dans trois commissions régionales et par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, retrouve rapidement les parties de texte déjà traduites et repère automatiquement les termes répertoriés dans UNTERM.



Documentation destinée aux réunions. Source : Organisation des Nations Unies

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis de continuer de disposer en temps voulu, dans les six langues officielles, de documents dont la qualité est systématiquement bonne.

Dans la pratique, 99,5 % de la documentation destinée aux organes délibérants ont été traités dans les délais impartis et tous les documents ont été distribués simultanément dans les six langues officielles.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.32 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la prestation de services de conférence efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité qui facilitent la tenue de débats multilingues, notamment de services de qualité pour ce qui est du référencement, de l'édition, de la traduction, de la rédaction de comptes rendus analytiques et du traitement de texte pour les documents destinés aux organes délibérants et autres documents, dans le respect de l'égalité de traitement de toutes les langues officielles (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste le fait que la Division de la documentation a utilisé la totalité des capacités des services de traduction, de rédaction de comptes rendus analytiques, d'édition et de traitement de texte et qu'elle s'est intégralement conformée aux normes de production en vigueur.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Renouvellement constant des services de documentation

En 2018, les responsables de l'exécution du sous-programme ont continué de diriger l'action menée pour moderniser les services de documentation en décortiquant l'organisation des tâches qui permettent de produire la documentation destinée aux organes délibérants dans les six langues officielles.

Une réponse adaptée à la situation

Il convient de trouver des moyens novateurs de faire face à l'augmentation de la demande concernant la documentation et à la complexité accrue (quant au volume, à la qualité et au respect des délais) des besoins, et ce, dans les limites des ressources existantes.

En réponse, en 2020, les responsables de l'exécution du sous-programme à New York, agissant en étroite collaboration avec les trois autres centres de conférence, entameront la mise en service de gDoc 2.0, système englobant toutes les étapes de la production des documents, de la soumission à la distribution, y compris la gestion du personnel des services d'édition, de traduction et de traitement de texte. Ce nouveau système automatisera les opérations, simplifiera les flux de travail et les procédures, exploitera davantage les outils d'analyse décisionnelle, optimisera l'utilisation des capacités (fonctionnaires, personnel temporaire ou personnel contractuel) et facilitera la répartition de la charge de travail entre les centres de conférence. Le système gDoc 2.0 intégrera les fonctionnalités des systèmes qu'il remplacera de manière à favoriser, à terme, la publication de documents lisibles par machine, ce qui contribuera à améliorer les services de documentation fournis aux États Membres.

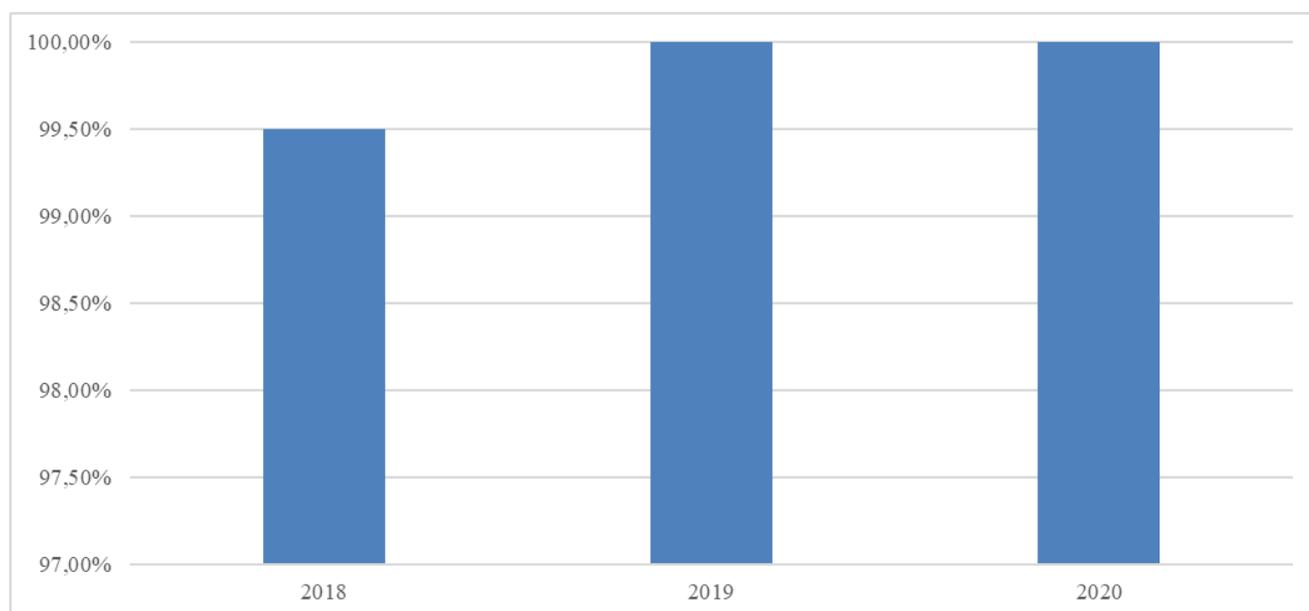
Tout en améliorant l'organisation du travail par la rationalisation des flux de travail et l'automatisation des processus, les responsables de l'exécution du sous-programme continueront également d'investir dans le développement des compétences du personnel dans les six langues officielles, recourant pour ce faire à des méthodes de formation novatrices, dont l'outil de formation en ligne à un rythme personnalisé mis au point par le Département à l'intention du personnel des services linguistiques.

Le produit escompté devrait contribuer au résultat, à savoir faire en sorte que des documents de bonne qualité soient disponibles en temps voulu, dans les langues officielles en vue de faciliter les travaux des organes délibérants.

Concrètement, si le résultat est atteint, la totalité des documents sera traitée dans les délais convenus, comme l'illustre la figure ci-dessous, les États Membres exprimeront leur satisfaction dans le cadre d'enquêtes périodiques et des références positives aux services de documentation seront faites à l'occasion des réunions d'information, ainsi que dans les résolutions et rapports.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : pourcentage de documents traités dans les délais impartis



- 2.33 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les équipes chargées de l'exécution dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.34 On trouvera dans le tableau 2.3 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.3

Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services de documentation pour les réunions (en milliers de mots)	136 800	136 808	136 800	136 800
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	340	335	340	340
Produits non quantifiés				
C. Activités de fond				
Bases de données et supports numériques				
E. Activités d'appui				
Correspondance et services de documentation				



Sous-programme 4 Services d'appui aux réunions et de publication

1. Objectif

- 2.35 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts, ainsi qu'aux conférences des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.36 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Gérer sans heurts un gros volume d'activités multilatérales

Chaque année, en septembre, alors que les dirigeants du monde entier se rendent dans les salles de réunion du Siège, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à New York se tiennent prêtes à appuyer leurs travaux. En 2018, au cours des six jours qu'a duré la semaine de haut niveau, pas moins de 250 réunions et manifestations ont été organisées. Le nombre de réunions et de manifestations de haut niveau tenues dans le cadre du débat général augmente chaque année et, en 2018, ce sont 126 chefs d'État et de gouvernement, d'innombrables délégués, membres des services de sécurité et représentants des médias et de la presse et quelques célébrités qui ont fait le va-et-vient entre les 23 salles de réunion réservées à cet effet.



Le Président de l'Équateur s'adresse à l'Assemblée générale. Source : Organisation des Nations Unies

Pour remplir leur mission dans cet environnement complexe et exigeant et faire face à la forte demande, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à New York ont réorganisé leurs activités à l'aide de solutions novatrices permettant de les rendre plus dynamiques et modulables sans exiger de ressources supplémentaires.

Durant cette semaine et les autres périodes de grande activité, le plus difficile est de disposer de personnel temporaire supplémentaire à même de prendre rapidement leurs fonctions, sur place ou à distance. En 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont fait largement appel à un type de contrat qui permet à un vacataire d'être employé en fonction des besoins, même pour une seule journée. Ce type de contrat, connu sous le nom d'engagement en vertu d'un contrat-cadre, était utilisé pour les linguistes indépendants, mais ne l'était généralement pas pour les autres catégories de personnel. L'avantage pour le sous-programme est que les titulaires d'un contrat-cadre sont inscrits dans un fichier et que certains (les rédacteurs de procès-verbaux de séance, par exemple) peuvent travailler à distance. Au total, 27 rédacteurs de procès-verbaux de séance travaillant en Afrique, en Amérique latine et en Europe, ainsi que 46 interprètes et 6 assistants au service des séances à New York ont été engagés en vertu d'un contrat-cadre au titre du sous-programme.

Pour s'orienter pendant cette intense semaine de haut niveau, les représentants se réfèrent généralement au *Guide à l'usage des délégations*, qui est publié juste avant le début de chacune des sessions de l'Assemblée générale. Cet ouvrage indispensable, qui contient toutes les informations utiles concernant la session concernée, de l'accréditation au protocole en passant par la gestion des conférences et les services aux médias, est produit par les équipes chargées de l'exécution du sous-programme, sous forme imprimée et numérique dans les six langues officielles. Au fil des ans, la difficulté a été de parvenir à le publier dans les temps tout en veillant à ce que l'information soit à jour et que les changements de dernière minute soient pris en compte. En réponse, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont travaillé en collaboration avec des collègues responsables de l'exécution du sous-programme 1 pour produire le *Guide* à l'aide d'un flux numérique XML, lequel permet une publication dans plusieurs formats, y compris ceux compatibles avec les lecteurs d'écran pour malvoyants.

Dans bien des cas, les améliorations opérationnelles induites par les outils numériques et les nouvelles méthodes de travail montreront la voie. Parfois, un simple croquis suffit. Ainsi, lorsqu'une délégation a demandé que son président, en fauteuil roulant, prenne la parole sur le podium de la salle de l'Assemblée générale, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont fait appel aux compétences d'autres services pour trouver une solution. À l'aide d'un croquis que leur a remis un assistant au service des séances, des charpentiers ont fabriqué une rampe d'accès au podium qui pouvait être posée et retirée facilement, si bien qu'au cours de la semaine de haut niveau, le Président de la délégation a pu, grâce à cette rampe, prononcer sa déclaration depuis le podium.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont contribué à faire en sorte que les délibérations tenues dans le cadre des réunions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ainsi que d'autres réunions de haut niveau soient efficaces, qu'elles se déroulent sans heurts et que toutes et tous puissent y participer.

Dans la pratique, des appréciations positives ont été adressées aux équipes chargées de l'exécution du sous-programme au cours de la semaine de haut niveau.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

-
- 2.37 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la prestation, dans toutes les langues officielles, de services de qualité pour ce qui est de l'interprétation, de la rédaction de procès-verbaux de séance, de l'édition, de la publication assistée par ordinateur, de l'impression, de la distribution et de l'appui aux réunions, comme prescrit par l'Assemblée générale dans ses résolutions pertinentes (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été partiellement atteint, ainsi que l'atteste le fait que : a) seules deux plaintes ont été reçues de représentants des États Membres auprès des organes intergouvernementaux, de membres des organes d'experts ou de départements clients quant à la qualité des services d'interprétation, de rédaction de procès-verbaux de séance, d'appui aux réunions et de publication ; b) tous les documents ont été produits sous forme électronique, simultanément dans les six langues officielles ; et c) le nombre de documents officiels produits dans un format conforme aux normes d'accessibilité s'est accru.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Coordination et souplesse des activités de publication

En 2018, dans le cadre de leurs échanges avec les États Membres et leurs clients, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à New York ont directement constaté que les services de publication qu'elles proposaient suscitaient un intérêt grandissant et enregistraient une plus forte demande. Qu'il s'agisse de l'édition du *Rapport sur les objectifs du développement durable 2018* dans les six langues officielles ou de la production d'un document officiel en braille, grâce aux investissements opportuns qu'elles ont faits dans des outils de publication modernes et traditionnels, elles se rendent aujourd'hui plus utiles aux délégations et aux clients, ainsi qu'aux mécanismes intergouvernementaux qu'elles sont chargées d'appuyer.

D'après les informations communiquées par les États Membres et les clients, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme prévoient que la demande de publications conformes aux normes d'accessibilité se poursuivra. Les documents imprimés traditionnels sont appelés à coexister avec des formats numériques et en ligne optimisés pour appareils mobiles et téléphones intelligents, et il est possible d'obtenir les résultats visés en investissant dans des outils modernes de publication. Afin de faire face à l'augmentation de la demande de contenus numériques plus accessibles – et plus respectueux de l'environnement – et de veiller à ce que les techniques de reproduction traditionnelles soient conformes aux normes internationales de gestion de l'environnement, les entités chargées de la publication devront travailler de manière plus souple et plus coordonnée.

Les enseignements tirés de plusieurs projets pilotes, tels que la publication de la version numérique du « Livre bleu » et la création des portails Web du Département, mettent en avant le potentiel inexploité des équipes chargées de l'exécution du sous-programme. Ces produits sont gérés et traités différemment des services de documentation fournis quotidiennement aux États Membres aux fins du bon déroulement des délibérations intergouvernementales. En effet, l'édition de publication et la publication, par exemple, exigent plusieurs semaines voire plusieurs mois d'un travail diversifié et complexe, nécessitant la coordination de plusieurs domaines d'activité et des échanges avec d'autres entités du Secrétariat, notamment le Groupe de la conception graphique du Département de la communication mondiale, et les traducteurs du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. À la différence des services de réunion quotidiens assurés par les équipes chargées de l'exécution du sous-programme, ces produits et procédures doivent être gérés et supervisés par des spécialistes chargés exclusivement de ces tâches.

Une réponse adaptée à la situation

La difficulté est de regrouper des entités aujourd'hui distinctes en une seule unité chargée de la publication et d'accroître la valeur des services fournis aux États Membres.

En réponse, pour 2020, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme reverront leur mode de fonctionnement en rationalisant les fonctions de publication, en les regroupant en une entité unique dirigée par des cadres ayant un pouvoir de décision accru et en renforçant leurs propres compétences. Elles regrouperont leurs ressources et leurs opérations au sein d'une entité unique et plus cohérente rassemblant toutes les activités liées à la publication, à savoir l'édition de publication, la publication assistée par ordinateur et l'impression numérique dans les six langues officielles, et en rationaliseront la structure hiérarchique. Un projet qui nécessite un travail de mise en page, de relecture et d'impression fait actuellement intervenir neuf entités différentes, ce qui oblige le client à aller de l'une à l'autre et implique une lourde charge administrative pour le responsable du projet. En mettant les ressources en commun, en généralisant le recours aux méthodes de production numérique et en regroupant les différentes entités, on pourra assigner et traiter les projets de manière plus efficace et coordonnée, direction et visée étant unifiées au bénéfice des clients. Ainsi, le traitement de tous les travaux de publication demandés sera assuré par une seule et même entité. Grâce à la rationalisation du flux de production, le personnel concerné sera libéré des tâches administratives et aura donc plus de temps à consacrer aux produits et services. Par exemple, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme pourraient, si la demande leur en était faite, fournir au client, en plus du rapport ou de la publication au format habituel, un résumé analytique, une version électronique destinée aux plateformes en ligne et aux appareils mobiles ou à d'autres supports, notamment dans un format conforme aux normes d'accessibilité. Cela permettrait de diffuser le message en question plus rapidement et à un plus large public.

Les équipes chargées de l'exécution du sous-programme lanceront de nouveaux services, tels que les publications électroniques, et tireront parti de la souplesse et de l'interopérabilité du langage XML, qui permet de transposer le contenu publié d'un document dans une base de données sur un site Web. Il s'agit avant tout d'investir dans le personnel, en lui offrant des formations et des solutions propres à renforcer ses compétences techniques, et en améliorant les outils qu'il utilise pour fournir les produits demandés au titre du sous-programme. Le renforcement de la capacité de répondre à la demande de documents numériques et accessibles dans les six langues officielles se traduira par une amélioration des services à la clientèle. Pour assurer le succès de cette démarche, il sera essentiel de vérifier régulièrement si les programmes numériques offrent les avantages escomptés et s'ils devraient être adaptés compte tenu de l'évolution du secteur, des ressources et des besoins opérationnels. L'accent continuera d'être mis sur le recours à de bonnes pratiques durables pour les services d'appui aux réunions et les services de

publication, y compris l'application des normes internationales pertinentes pour les activités d'impression, et la mise à disposition, sur demande, de documents aux participants aux conférences grâce à divers points d'accès.

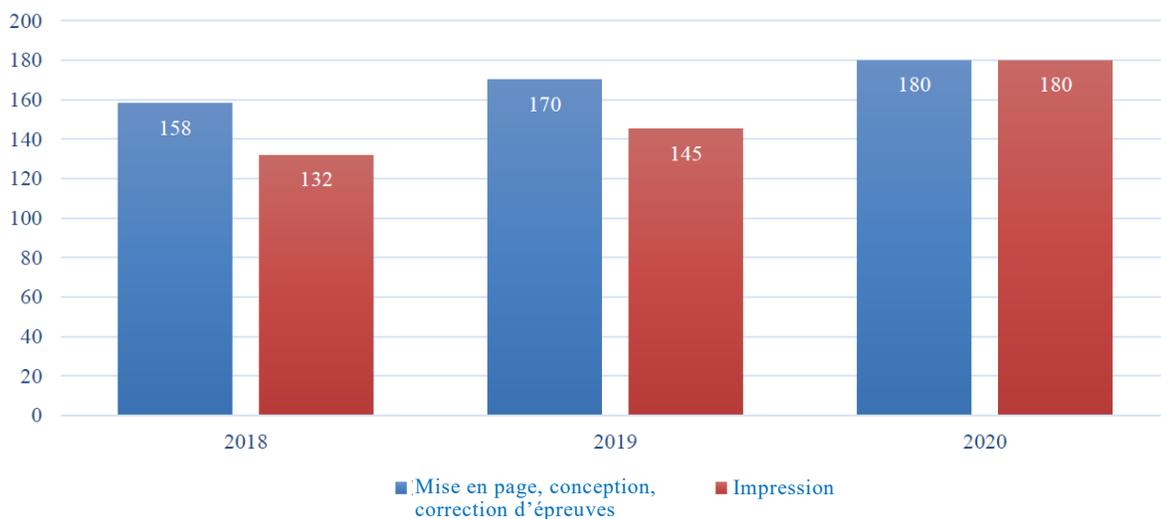
Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir l'augmentation du nombre de documents accessibles et de documents disponibles en format numérique et la prestation de services axés sur le client plus souples.

Concrètement, si le résultat est atteint, une plus grande part des documents sera rendue accessible aux personnes handicapées, les publications seront plus nombreuses, plus accessibles et disponibles dans plusieurs formats, les appréciations reçues des personnes handicapées seront positives, les résultats des tests effectués démontreront que les documents et publications répondent aux normes requises, davantage de personnes handicapées participeront activement aux réunions, le rapport entre le nombre de compliments et le nombre de plaintes sera amélioré et la Division des réunions et des services de publication traitera davantage de documents, comme le montre la figure ci-après.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : nombre de documents traités par la Division des réunions et des services de publication



-
- 2.38 Le mandat qui leur a été confié continuera de guider les équipes chargées de l'exécution du sous-programme dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.39 On trouvera dans le tableau 2.4 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.4
Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	<i>2018 Produits prévus</i>	<i>2018 Produits livrés</i>	<i>2019 Produits prévus</i>	<i>2020 Produits prévus</i>
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	2 430	2 636	2 700	2 700
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	13 300	13 228	13 300	13 300
Produits non quantifiés				
E. Activités d'appui				
Correspondance et services de documentation				

6. Principaux écarts et variations concernant les produits

Écart observé en 2018 entre prévisions et réalisations

- 2.40 S'agissant de la documentation destinée aux organes délibérants, l'écart s'explique principalement par le nombre plus élevé que prévu de réunions du Conseil de sécurité faisant l'objet de procès-verbaux de séance.



Gestion des conférences (Genève)

Sous-programme 2

Planification et coordination des services de conférence

1. Objectif

- 2.41 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts de l'Organisation des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.42 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

100 ans de diplomatie

Depuis 1920, année de la création de la Société des Nations, prédécesseur de l'Organisation des Nations Unies, Genève est réputée comme étant la ville de la paix. Le Palais des Nations est souvent considéré comme un lieu de prédilection pour rassembler les parties à l'occasion de discussions complexes et sensibles. Cela étant, il y a quelques années, les envoyés spéciaux et les représentants du Secrétaire général qui choisissaient d'organiser des pourparlers à l'Office des Nations Unies   Genève recevaient une liste d'une vingtaine de bureaux à contacter pour demander des services de conférences, administratifs et autres, et perdaient beaucoup de temps et d'énergie pour assurer la coordination entre tous les services concernés. Ils devaient choisir l'une des salles de réunions disponibles, dont la configuration laissait peu de marge de manœuvre, et rechercher les solutions



Conférence ministérielle sur l'Afghanistan, Genève, 2018. Source : Organisation des Nations Unies

possibles en matière de services d'appui. Les missions permanentes ne savaient en outre pas toujours où s'adresser pour obtenir des informations sur le programme et la logistique des débats.

En 2016, un espace modulable baptisé Concordia a été inauguré au Palais. Celui-ci est composé de cinq salles de réunion flexibles et entièrement équipées, ainsi que de bureaux adjacents. Il a été spécialement conçu pour pouvoir être aisément fermé et sécurisé lors des discussions très sensibles, et permet à chaque partie d'avoir les mêmes équipements. L'ouverture de l'espace Concordia et les plus grands efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour mettre fin aux conflits et aux différends récents ou plus anciens ont entraîné une hausse remarquable du nombre de pourparlers organisés au Palais. Face à des enjeux aussi importants, il est devenu d'autant plus urgent d'améliorer et de rationaliser la prestation de services aux délégations et aux représentants spéciaux.

En 2018, des services ont ainsi été fournis à l'occasion des pourparlers sur la République arabe syrienne, le Yémen et le Sahara occidental, ainsi que lors de la Conférence ministérielle sur l'Afghanistan et des discussions internationales sur la sécurité et la stabilité et sur le retour des déplacés et des réfugiés en Géorgie. Les équipes chargées de l'exécution du sous-programme se sont vu confier la tâche de planifier et de coordonner l'ensemble des services d'appui pour ces réunions et de veiller à répondre aux besoins spécifiques des diverses délégations et des envoyés spéciaux, qui évoluent souvent très rapidement. Elles assurent également la coordination avec tous les services concernés dans divers domaines (par exemple, l'interprétation et la documentation, les salles de réunion à l'intérieur comme à l'extérieur de l'espace Concordia, le protocole, la sécurité, les médias et la communication avec les autorités du pays hôte) et servent de point de liaison avec les missions permanentes et les bureaux des représentants spéciaux et envoyés spéciaux. Ainsi, des services d'interprétation ont pu être organisés rapidement pour certaines conférences de presse ou réunions bilatérales, et la configuration de certaines salles a pu être modifiée en vue d'assurer la participation égale de tous les États Membres concernés.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis d'instaurer un environnement propice à la discussion entre des parties en conflit et de mettre en place un espace permettant à ces dernières de débattre de façon constructive de leurs divergences et de régler les questions humanitaires.

Dans la pratique, les délégations ayant participé aux pourparlers et aux débats ont exprimé leur satisfaction et de plus en plus de représentants et d'envoyés spéciaux envisagent d'organiser des pourparlers et des consultations à Genève. À la suite de la Conférence ministérielle de novembre sur l'Afghanistan, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général a fait part de la satisfaction de la délégation afghane et des autres délégations quant aux services qui leur avaient été fournis. Il a également fait observer que la conférence s'était révélée beaucoup moins onéreuse que de précédentes conférences organisées dans d'autres lieux.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.43 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la conduite efficace et rationnelle des réunions, comme indiqué dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019, a été atteint, ainsi que l'atteste le taux de satisfaction des États Membres concernant la qualité des services de conférence fournis, qui s'élève à 100 %.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Une planification financière plus simple, plus rapide et plus transparente des réunions des États Membres

Récemment encore, il fallait établir plusieurs devis, souvent dans des délais très serrés, pour les réunions ou conférences financées au moyen de ressources extrabudgétaires, en fonction du budget et des besoins des organisateurs. Ce processus était lent, fastidieux et complexe, à la fois pour le client et pour le prestataire de services de conférence. Il fallait établir un nouveau devis chaque fois que les besoins ou les ressources changeaient.

En 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Genève ont lancé un outil en libre-service de calcul des coûts extrabudgétaires pour les réunions et les manifestations de manière à permettre aux États Membres et aux secrétariats d'estimer avec précision les ressources nécessaires pour organiser une réunion donnée compte tenu des services prévus et de comparer ces estimations aux ressources disponibles. Les premiers tests de l'outil, qui a été mis à l'essai au Bureau des affaires de désarmement pour les réunions des parties aux diverses conventions relatives au désarmement, se sont révélés fructueux. Le Bureau a tout particulièrement apprécié de constater que l'outil présentait les coûts relatifs à l'ensemble des services généralement mobilisés pour organiser une réunion, notamment l'interprétation et la documentation, ainsi que la diffusion sur le Web et l'appui technique.

Une réponse adaptée à la situation

Étant donné que les missions permanentes se heurtent aux mêmes difficultés lorsqu'elles organisent des réunions au Palais des Nations, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Genève ont décidé de mettre l'outil

à la disposition de toutes les missions permanentes et entités des Nations Unies concernées. Ce projet sera lancé en 2019 et devrait s'achever d'ici à 2020. L'outil sera affiné et de nouvelles fonctionnalités devraient être ajoutées en 2020 en vue d'en faire un outil polyvalent, qui sera notamment rattaché au système existant de gestion des salles de réunion, ce qui permettra de simplifier plus avant le processus pour les clients.

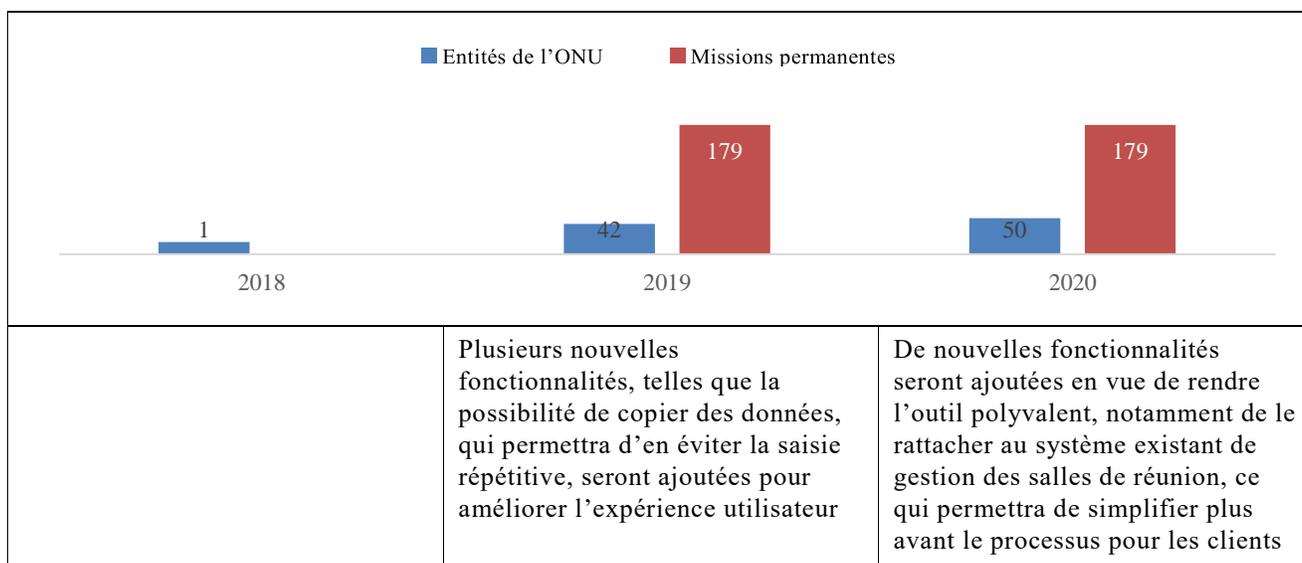
Des résultats concrets

Le produit escompté devrait contribuer au résultat, à savoir permettre aux missions permanentes et aux secrétariats qui organisent des réunions financées au moyen de ressources extrabudgétaires de faire leur travail sans contretemps, et renforcer la transparence concernant la structure des coûts de ces réunions.

Concrètement, si le résultat est atteint, on observera une augmentation du nombre d'utilisateurs de l'outil, comme indiqué dans la figure, et une diminution du nombre de demandes reçues par courrier électronique et par téléphone et du nombre de démarches à remplir dans le cadre des procédures manuelles ou particulières.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : estimation du nombre de clients utilisant l'outil de calcul des dépenses extrabudgétaires



Plusieurs nouvelles fonctionnalités, telles que la possibilité de copier des données, qui permettra d'en éviter la saisie répétitive, seront ajoutées pour améliorer l'expérience utilisateur

De nouvelles fonctionnalités seront ajoutées en vue de rendre l'outil polyvalent, notamment de le rattacher au système existant de gestion des salles de réunion, ce qui permettra de simplifier plus avant le processus pour les clients

- 2.44 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les équipes chargées de l'exécution de celui-ci dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.45 On trouvera dans le tableau 2.5 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.5
Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	<i>2018 Produits prévus</i>	<i>2018 Produits livrés</i>	<i>2019 Produits prévus</i>	<i>2020 Produits prévus</i>
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	12 100	12 073	12 000	11 900
B. Création et transfert de connaissances				
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	304	304	304	304
Produits non quantifiés				
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information				
Relations extérieures et relations avec les médias				



Sous-programme 3 Services de documentation

1. Objectif

- 2.46 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts de l'Organisation des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.547 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

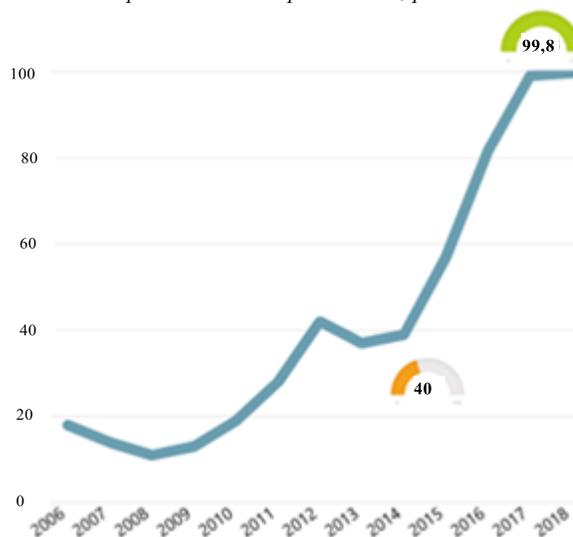
3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Un taux de respect des délais de publication de 99,8 %

En 2008, le taux de respect des délais de publication (c'est à dire la publication, selon le calendrier convenu, des documents destinés aux organes délibérants qui ont été soumis dans les délais et ne dépassent pas le nombre limite de mots) des documents traités à Genève était de 11 %. Les clients et les États Membres ont souvent souligné que le fait que certains documents ne soient pas disponibles dans certaines langues nuisait à l'efficacité des débats et de la prise de décisions lors des réunions des organes délibérants, des réunions d'experts et des conférences de l'Organisation.

Une nouvelle approche fondée sur la technologie et mettant davantage l'accent sur l'application du principe de responsabilité a été adoptée en 2015. Des changements ont été apportés à l'organisation des tâches, notamment avec la mise en place d'outils de suivi en temps réel, tels que l'outil de visualisation des documents à traiter. En 2018, cette approche a permis aux responsables de l'exécution du sous-programme de déterminer les améliorations progressives qui pourraient être analysées et transposées dans les sections de traduction. Ces améliorations ont également permis aux sections de suivre en temps réel la livraison des produits en amont et en aval. Ayant fait la preuve de son utilité, l'outil de visualisation des documents à traiter a par la suite été mis en service dans les quatre centres de conférence.

Taux de respect de délai de publication, par année



Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis d'améliorer la publication, en temps voulu, de la documentation destinée aux organes délibérants.

Dans la pratique, en 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont publié 99,8 % des documents dans les délais impartis, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.48 Le résultat escompté pour 2018, à savoir la prestation de services de conférence efficaces et d'un bon rapport coût-efficacité qui facilitent la tenue de débats multilingues et l'égalité de traitement de toutes les langues officielles (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été partiellement atteint, comme indiqué ci-dessus.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Une terminologie évoluant au gré des besoins des parties prenantes

En 2018, les responsables de l'exécution du sous-programme à Genève ont procédé à un examen des méthodes de travail afin de veiller à ce que la documentation soit fournie en temps voulu, comme indiqué ci-dessus.

Une réponse adaptée à la situation

Il convient d'améliorer les compétences dans les domaines où la terminologie est sensible, complexe et souvent technique, et évolue rapidement.

En réponse, en 2020, les responsables de l'exécution du sous-programme créeront, par l'intermédiaire des secrétariats concernés, des partenariats regroupant des membres du personnel des services linguistiques, des spécialistes de tel ou tel domaine et les États Membres, en vue de recenser les difficultés et d'établir des orientations et une terminologie harmonisées en ce qui concerne les différentes questions thématiques (handicap, genre, désarmement et droit international), lesquelles devront tenir compte de l'évolution des besoins des parties prenantes. Les responsables de l'exécution du sous-programme mettront ces connaissances à la disposition des utilisateurs internes et externes par l'intermédiaire d'un outil en ligne.

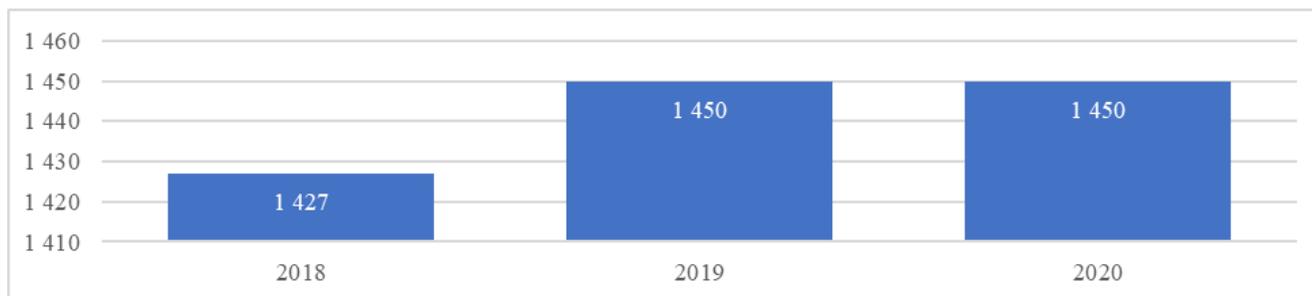
Des résultats concrets

Le produit escompté devrait contribuer au résultat, à savoir la production d'une documentation de bonne qualité qui rend compte des principaux faits et thèmes nouveaux relatifs aux domaines clefs recensés et qui facilite la tenue d'un dialogue intergouvernemental dans le respect du multilinguisme.

Concrètement, si le résultat est atteint, les conclusions de l'enquête auprès des représentantes et représentants des États Membres participant aux conférences et réunions seront positives et de nouvelles entrées seront ajoutées à UNTERM, comme l'illustre la figure.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : nombre d'entrées ajoutées à UNTERM



- 2.49 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les équipes chargées de l'exécution dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.50 On trouvera dans le tableau 2.6 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.6

Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 <i>Produits prévus</i>	2018 <i>Produits livrés</i>	2019 <i>Produits prévus</i>	2020 <i>Produits prévus</i>
Produits quantifiés				
Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	551	551	550	550
Services de documentation pour les réunions (en milliers de mots)	73 000	71 946	72 500	72 500
Produits non quantifiés				
C. Activités de fond				
Bases de données et supports numériques				
E. Activités d'appui				
Correspondance et services de documentation				



Sous-programme 4 Services d'appui aux réunions et de publication

1. Objectif

- 2.51 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts, ainsi qu'aux conférences des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.52 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Toucher un public plus large : la communication visuelle donne du poids au message de l'ONU

Souvent, mieux vaut montrer que raconter : qu'il s'agisse de mettre en évidence les points essentiels d'un long bloc de texte grâce à un résumé graphique ou d'utiliser l'interprétation en langue des signes et le sous-titrage pour ouvrir le dialogue et le débat aux malentendants, l'ONU a de plus en plus recours aux outils de communication visuelle.

Pendant des années, l'ONU a résumé ses activités dans un simple document en noir et blanc intitulé « Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation ». En 2018, il a été décidé que le rapport devait refléter ce que le Secrétaire général considérait comme le principal atout de l'Organisation, à savoir sa capacité à rassembler, à proposer des idées, à stimuler l'action et à trouver des solutions. Il fallait qu'il touche le monde entier et mobilise les représentants, les experts, les acteurs de la société civile et les jeunes. Il fallait aussi qu'il soit visuellement attrayant, clair et convaincant, et qu'il retienne l'attention du public.

En 2018, à partir d'un long document (A/73/1), les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Genève ont su créer une publication dynamique qui met en évidence les grands principes et les nouvelles tendances grâce à des infographies et des photos du monde entier qui visent à souligner les effets des activités de l'Organisation des Nations Unies sur les peuples du monde. Des collègues du Siège ont fourni des services d'édition, de traduction, de préparation de copie et de correction d'épreuves aux fins de l'établissement de la version multimédia du rapport dans les six langues officielles. Des microsites ont également été créés pour que l'information soit disponible en ligne et accessible à toutes et tous, renforçant ainsi le message et élargissant la portée du rapport.



Illustration : le rapport 2018 du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation. Source : Organisation des Nations Unies

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis que le message de l'ONU et les principaux faits et chiffres relatifs à ses activités soient plus accessibles aux États Membres et au public du monde entier.

Dans la pratique, les États Membres et les organisations internationales ont réagi favorablement et certains ont demandé la permission d'utiliser des cartes et des infographies du rapport dans leurs propres publications. La demande ayant largement dépassé les attentes, de nouvelles copies du rapport ont dû être imprimées et un État Membre souhaitant faire en sorte que ses citoyens puissent le consulter en a financé la publication dans une autre langue que les langues officielles de l'Organisation.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.53 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la prestation, dans toutes les langues officielles, de services de qualité pour ce qui est de l'interprétation, de la publication, de l'impression, de la distribution et de l'appui aux réunions, comme prescrit par l'Assemblée générale dans ses résolutions pertinentes (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste le fait qu'aucune plainte n'a été reçue de la part de représentants des États Membres auprès des organes intergouvernementaux, de membres des organes d'experts ou de départements clients quant à la qualité des services d'interprétation, de publication et d'appui aux réunions.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Assurer une distribution plus efficace des documents pour proposer de nouveaux services aux représentants

En 2018, une évaluation interne de la distribution des documents à Genève a permis de repérer divers processus et procédures qui ne tiraient pas encore pleinement parti des progrès technologiques, malgré la baisse de volume enregistrée ces dernières années. Les entretiens menés avec des représentants lors d'importantes réunions tenues en 2018 et 2019 ont montré que ceux-ci souhaitaient pouvoir accéder plus facilement aux documents dont ils avaient besoin pour les réunions auxquelles ils participaient, notamment dans de nouveaux formats leur permettant d'aller directement à l'essentiel. Les représentants ont également dit avoir besoin d'applications mobiles qui les aideraient à trouver les salles de réunion et les documents. Les changements proposés et l'accent qui continue d'être mis sur les moyens de distribution numériques montrent que les équipes chargées de l'exécution du sous-programme s'emploient en priorité à fournir aux représentants des services sur mesure et des applications mobiles plutôt qu'à distribuer les documents au format papier.

Une réponse adaptée à la situation

Il s'agit d'utiliser les nouvelles technologies pour améliorer la distribution des documents et des publications et pour mettre davantage l'accent sur la conception et la production de publications et de produits multimédias modernes.

En réponse, en 2020, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme tireront parti des nouvelles technologies pour améliorer la productivité et moderniser la distribution des documents. Elles s'emploieront notamment à moderniser et simplifier l'application de diffusion de la documentation, à faire en sorte qu'il soit plus facile pour les utilisateurs de choisir de ne plus recevoir de documents imprimés, à utiliser un logiciel pour diffuser les documents imprimés et à généraliser le service d'abonnement électronique aux documents de l'ONU. Les représentants bénéficieront d'un service d'impression à la demande au centre de documentation qui sera mis en place au comptoir de distribution principal. Des fonctionnaires qualifiés leur expliqueront comment trouver les documents et les publications qui les intéressent, au format numérique ou sur papier, et ils seront en mesure d'imprimer des documents. Enfin, plus de documents seront publiés dans un format interactif, et de nouveaux produits, tels que des applications mobiles, des « totems » interactifs et des services de réalité virtuelle et augmentée, seront mis à disposition pour guider et informer les représentants.

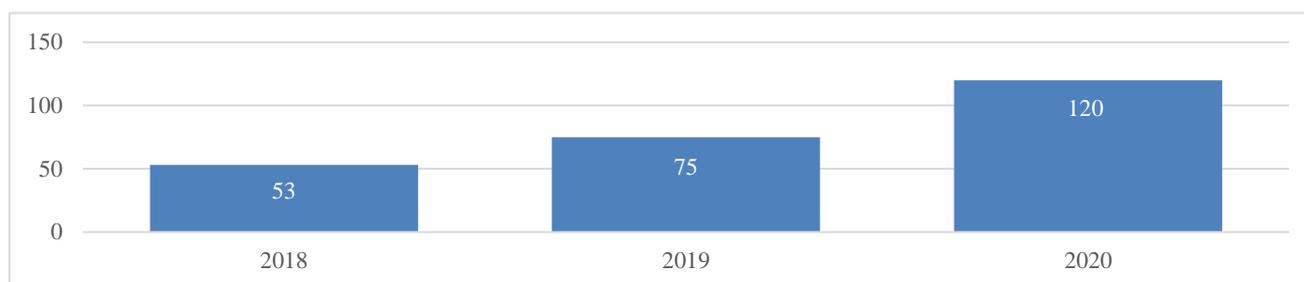
Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir un meilleur accès aux publications et documents des Nations Unies et des services élargis et adaptés aux besoins des représentants. Parallèlement, en mettant l'accent sur les formats multimédias interactifs, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme seront plus à même de fournir des applications mobiles et des produits multimédias.

Concrètement, si le résultat est atteint, les représentants et les utilisateurs finaux donneront leur avis sur les documents et les publications, et de nouveaux produits multimédias seront créés, comme l'illustre la figure.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : nombre de produits multimédias créés grâce au recentrage des ressources



- 2.54 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les équipes chargées de l'exécution de celui-ci dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.55 On trouvera dans le tableau 2.7 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.7

Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures) ^a	3 200	3 164	3 200	3 200
Produits non quantifiés				
E. Activités d'appui				
Correspondance et services de documentation				

^a Seules sont visées les réunions avec services d'interprétation. Le nombre total de réunions, y compris celles pour lesquelles l'interprétation n'est pas fournie, est indiqué au titre du sous-programme 2.



Gestion des conférences (Vienne)

Sous-programme 2

Planification et coordination des services de conférence

1. Objectif

- 2.56 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts de l'Organisation des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.57 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

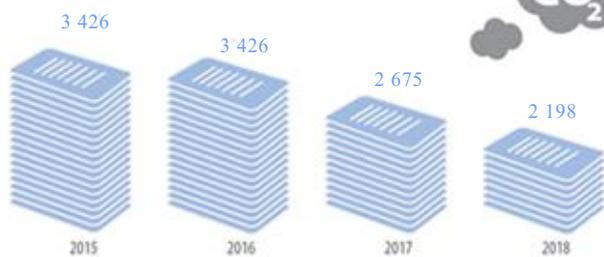
3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Passage au numérique en faveur de l'environnement

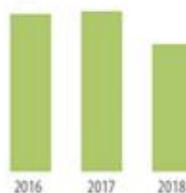
Lors des réunions d'information organisées chaque année par les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Vienne, les missions permanentes font régulièrement savoir qu'elles souhaiteraient que les réunions et les conférences des organisations sises à Vienne se déroulent d'une manière respectueuse de l'environnement.

Une organisation plus écologique des réunions et du Service de la gestion des conférences

Un volume d'impressions par réunion en baisse



Un gaspillage de papier en baisse (certification ISO 14001)
En tonnes, de août 2017 à juillet 2018



En 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont tiré parti de la technologie pour que les réunions et des conférences des organes intergouvernementaux ayant leur siège au Centre international de Vienne soient plus respectueuses de l'environnement. Tous les États Membres utilisent désormais l'application eCorrespondance en ligne pour recevoir la correspondance officielle par courrier électronique. En mettant en place la plateforme intitulée « VIC Online Services » et en encourageant l'utilisation du service d'abonnement électronique lié au Système de diffusion électronique des documents, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont contribué à réduire considérablement le volume de documents imprimés, les États Membres recevant désormais la documentation destinée aux organes délibérants directement par courrier électronique dès sa

publication. Pour les États Membres qui en font la demande, des documents, tels que les documents de session, peuvent être imprimés en petites quantités et dans des cas particuliers.

Les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Vienne ont également conseillé aux départements auteurs de mettre les documents à la disposition des États Membres en utilisant les nouveaux médias, notamment en les mettant en ligne, plutôt que de les faire imprimer. Toutefois, lorsqu'une version papier était à privilégier, les méthodes les plus respectueuses de l'environnement disponibles ont été utilisées.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis d'organiser les conférences et les réunions des États Membres d'une manière plus respectueuse de l'environnement à l'Office des Nations Unies à Vienne.

Dans la pratique, l'Office des Nations Unies à Vienne et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ont systématiquement obtenu le renouvellement de la certification ISO 14001, comme cela a été confirmé à l'issue d'un audit mené en août 2018. Les deux organisations ont ainsi réduit de 7 % le nombre de cartouches d'encre utilisées. En outre, le gaspillage de papier dans les services concernés de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'AIEA a été réduit de plus de cinq tonnes en 2018.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.58 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la conduite efficace et rationnelle des réunions, comme indiqué dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019, a été atteint, ainsi que l'atteste le fait qu'aucun représentant d'État Membre ne s'est plaint auprès des organes intergouvernementaux ou des membres des organes d'experts quant à la qualité des services de conférence.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Tenue d'une manifestation de haut niveau ayant une plus faible empreinte écologique

Le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui a lieu tous les cinq ans, est la plus grande conférence de l'Organisation dans le domaine de la prévention de la criminalité et de la justice pénale. La quatorzième édition de ce congrès se tiendra à Kyoto (Japon) en 2020. Organisé en étroite collaboration avec le pays hôte dans le cadre du sous-programme, le Congrès attire de plus en plus de représentantes et représentants de haut niveau des gouvernements, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que de professionnels et de spécialistes de la justice pénale.

Une réponse adaptée à la situation

L'une des difficultés tient au fait qu'il faut coordonner et faciliter non seulement les réunions officielles, mais également les réunions spéciales, les manifestations parallèles et les expositions (une première pour le Congrès) d'une manière durable et respectueuse de l'environnement.

En réponse, en 2020, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme utiliseront, au besoin en les adaptant, des plateformes informatiques et des systèmes électroniques d'ordonnancement des tâches – éléments qui n'existaient pas lors du treizième Congrès –, tels que des systèmes de diffusion sur le Web, d'enregistrement numérique des débats et d'accès en ligne aux informations relatives aux réunions et à la documentation, lesquels seront tous accessibles à partir des appareils portatifs des délégations.

Des résultats concrets

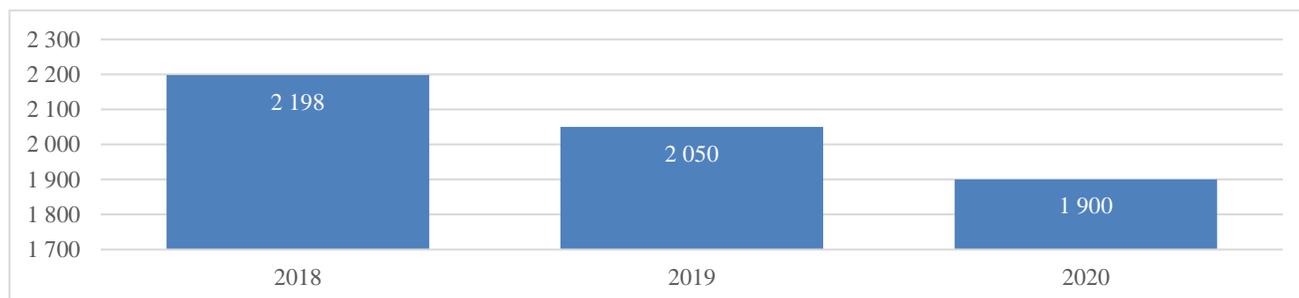
Le produit escompté devrait contribuer au résultat, à savoir l'organisation d'un congrès plus respectueux de l'environnement.

Concrètement, si le résultat est atteint, les observations des participantes et participants ainsi que des données concernant la viabilité de la manifestation du point de vue écologique seront recueillies, l'empreinte écologique du

Congrès sera moindre et le nombre de documents imprimés par réunion diminuera, comme l'illustre la figure ci-après.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : nombre de documents imprimés par réunion des organismes intergouvernementaux à Vienne (y compris, en 2020, les prévisions pour la session du Congrès)



- 2.59 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les équipes chargées de l'exécution dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.60 On trouvera dans le tableau 2.8 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.8

Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	5 000	5 079	5 300	5 300
B. Création et transfert de connaissances				
Activités ou documentation techniques (nombre d'activités ou de documents)	252	252	252	252
Produits non quantifiés				
C. Activités de fond				
Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause				
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information				



Sous-programme 3 Services de documentation

1. Objectif

- 2.61 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts, ainsi qu'aux conférences des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.62 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Dialogue avec les entités fournissant des services techniques de secrétariat aux fins de l'amélioration de la qualité

En 2018, pour donner suite à la réunion d'information tenue avec les États Membres en octobre 2017, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Vienne ont décidé d'instaurer officiellement un dialogue entre les organisations clientes, les délégations et les services linguistiques sur les questions de fond et de terminologie. Étant donné que les organes dont elles assurent le service œuvrent dans des domaines très spécialisés, la difficulté a été de veiller à ce que le personnel des services linguistiques ait une bonne compréhension des notions utilisées dans les négociations intergouvernementales et emploie la terminologie usitée par les clients. Ne pas le faire pourrait retarder les débats et nuire à la qualité des documents finaux. D'importantes négociations ont été tenues en 2018 sur plusieurs projets d'instruments portant notamment sur les principes de la gestion de l'identité et des services de confiance, la viabilité à long terme des activités spatiales et la mise en place d'un mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant.



Maintenir le dialogue avec les États Membres. Source : Office des Nations Unies à Vienne

Afin que les éditeurs, traducteurs et interprètes soient bien conscients des enjeux de ces négociations, et pour assurer la cohérence de la terminologie dans toutes les langues, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont mis en place un circuit de communication plus structuré et plus efficace entre les organisations clientes et les services linguistiques. Dans le cadre de cette initiative, sept réunions d'information ont été organisées ; des représentants des missions permanentes ont participé à trois d'entre elles. Ces réunions ont permis aux représentants des États Membres, aux experts et aux linguistes de dialoguer et d'établir des orientations très utiles sur les questions de terminologie se rapportant aux projets d'instruments à l'examen.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont contribué à harmoniser davantage la terminologie dans toutes les langues officielles aussi bien dans les services chargés de la documentation de l'Office des Nations Unies à Vienne que dans UNTERM, portail terminologique mondial utilisé par tous les lieux d'affectation, ce qui a permis aux États Membres de tenir des débats éclairés de manière plus systématique.

Dans la pratique, les participants à la réunion d'information se sont dits satisfaits de la qualité des traductions, et 27 lettres de remerciements pour les services de conférence assurés ont été reçues d'organisations clientes (8 d'entre elles évoquant expressément la qualité de la documentation).

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.63 Le résultat escompté pour 2018, à savoir la prestation de services de conférence efficaces et rentables qui facilitent la tenue de débats multilingues et l'égalité de traitement de toutes les langues officielles (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste la publication simultanée dans les six langues officielles de tous les documents établis au titre du sous-programme.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Accès à une terminologie plus cohérente

En avril 2017, la base de données terminologique de l'Office des Nations Unies à Vienne a été transférée dans UNTERM, portail rassemblant plus de 200 000 fiches multilingues de tous les lieux d'affectation, y compris les commissions régionales. UNTERM offre aux services linguistiques, aux organisations clientes et aux États Membres un riche répertoire de terminologie officielle, qui contribue pour beaucoup à promouvoir une compréhension commune des notions utilisées dans le cadre des délibérations multilingues et de la prise de décisions au sein des organes intergouvernementaux et des organes d'experts à l'ONU.

Une réponse adaptée à la situation

Il s'est agi de faire face au problème que posait le nombre de fiches en double et parfois contradictoires signalées par les utilisateurs, qui ralentissait le travail de traduction et entravait les efforts faits pour assurer la cohérence entre les six langues officielles et aurait donc pu avoir une incidence négative sur les délibérations et négociations multilingues. C'est pourquoi, en 2018, l'Office des Nations Unies à Vienne a collaboré avec les autres centres de conférence et les commissions régionales dans le cadre d'une initiative mondiale visant à regrouper les fiches terminologiques dans UNTERM, l'Assemblée générale ayant prié le Secrétaire général de continuer d'alimenter et de tenir à jour le portail terminologique mondial, le but étant l'harmonisation de la terminologie employée dans tous les centres de conférence de l'Organisation des Nations Unies (résolution [71/262](#)). À cette fin, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Vienne ont commencé à exploiter pleinement les fonctionnalités informatiques d'UNTERM pour vérifier et mettre à jour les fiches.

En réponse, les activités menées au titre du sous-programme auront permis, en 2020, de passer d'une méthode d'élaboration de fiches distinctes pour chaque langue à une démarche concertée consistant à établir des fiches communes pour assurer la concordance entre les six langues officielles. En outre, l'Office des Nations Unies à Vienne mettra en place un nouveau flux de travail fondé sur un ensemble de pratiques, de directives et de priorités communes, afin que les équipes chargées de l'exécution du sous-programme, les fiches terminologiques de manière plus cohérente et efficace, et éviter les chevauchements d'activité.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir mettre à la disposition des organisations clientes et des États Membres des fiches terminologiques plus cohérentes et fiables, tout en réduisant la quantité d'informations contradictoires et faisant double emploi.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera notamment la satisfaction des États Membres, mesurée par l'absence de plaintes de la part de leurs représentants assistant aux conférences et réunions, ainsi que le montre la figure ci-après. S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
Aucune plainte reçue des États Membres	Aucune plainte reçue des États Membres	Aucune plainte reçue des États Membres

- 264 Le mandat qui leur a été confié continuera de guider les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Vienne dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.65 On trouvera dans le tableau 2.9 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.9

Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services de documentation pour les réunions (en milliers de mots)	23 400	23 649	25 610	23 550
Produits non quantifiés				
C. Activités de fond				
Bases de données et supports numériques				

6. Principaux écarts et variations concernant les produits

- 2.66 S'agissant des services de documentation pour les réunions, l'écart s'explique principalement par la diminution du nombre de documents destinés aux services d'édition, de traduction et de publication assistée par ordinateur de l'Organisation des Nations Unies, due au caractère cyclique des besoins.



Sous-programme 4 Services d'appui aux réunions et de publication

1. Objectif

- 2.67 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts, ainsi qu'aux conférences des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.68 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Qualité de service en tout temps

En 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Vienne ont connu une forte augmentation de la demande de services en novembre, malgré les mesures prises pour encourager les clients à répartir leurs réunions tout au long de l'année. Une conférence ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie atomique, une réunion du Conseil du développement industriel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et une réunion du groupe intergouvernemental d'experts de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international ont eu lieu en parallèle. Ces réunions simultanées sont intervenues alors que les équipes de Vienne avaient entrepris d'optimiser l'utilisation de la capacité des services d'interprétation en étudiant, plus tôt dans l'année, la possibilité de faire appel à des interprètes d'autres lieux d'affectation plutôt que de recruter des interprètes indépendants. Des arrangements de ce type ont été mis en place et testés au cours de l'année. Ainsi, lorsqu'une demande de services d'interprétation a été faite à l'improviste pendant la période de pointe, les équipes de Vienne ont pu recourir à ces arrangements pour couvrir cette réunion de haut niveau pour laquelle des services d'interprétation n'avaient pas été initialement demandés.



Le travail réalisé en cabine facilite les délibérations dans la salle. Source : Organisation des Nations Unies

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis aux États Membres de bénéficier de services d'interprétation de haute qualité lors des réunions d'organes directeurs, même lorsque ces réunions n'étaient pas prévues.

Dans la pratique, une réunion très sensible a pu bénéficier de services d'interprétation dans les six langues officielles, ce qui n'aurait pas été possible autrement ; les travaux des organes intergouvernementaux ont donc été dûment soutenus à un moment particulièrement critique.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.69 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la prestation, dans toutes les langues officielles, de services de qualité pour ce qui est de l'interprétation, de la publication, de la distribution et de l'appui aux réunions, comme prescrit par l'Assemblée générale dans ses résolutions pertinentes (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste le fait qu'aucune plainte n'a été reçue des représentants des États Membres assistant aux conférences et aux réunions, ni dans le cadre des enquêtes organisées régulièrement, ni lors des réunions.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Concevoir des produits et documents plus engageants afin de renforcer la visibilité et la portée du message de l'Organisation

En 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Vienne ont fourni aux secrétariats techniques des orientations pour que les publications qu'elles produisent pour eux touchent un public plus large. Les progrès techniques permettent de créer un ensemble de produits multimédias susceptibles d'accroître la visibilité de ces publications. En tant que spécialistes de la publication traditionnelle comme de la publication électronique, les équipes ont entrepris de nouer des contacts plus étroits avec les clients afin que les outils de publication les plus modernes puissent être utilisés au mieux au bénéfice des États Membres.

Une réponse adaptée à la situation

Il s'est agi de fournir aux clients toute une gamme de nouveaux produits multimédias qui pourraient être inclus dans leurs publications ou les accompagner. Pour ce faire, il a fallu développer l'utilisation des normes de fichiers (comme XML) et des infographies, entre autres, tout en continuant d'assurer la diffusion des documents au format traditionnel.

En conséquence, pour 2020, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme continueront de former le personnel technique à utiliser tout un éventail de supports et d'outils de manière à toucher des publics variés. Dans un premier temps, elles établiront une nouvelle liste récapitulative des informations à donner aux clients lors des consultations initiales pour qu'ils soient au fait des différentes possibilités qui s'offrent à eux et déterminent de quels types de services, produits et matériels supplémentaires, tels que les graphiques multimédias, ils souhaiteraient bénéficier. Elles s'attacheront à améliorer les compétences techniques du personnel afin qu'il se tienne informé des progrès du secteur de l'édition et soit en mesure d'offrir à ses clients des solutions qui exploitent les outils disponibles, conformément à l'évolution des besoins de l'Organisation.

Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir la mise à la disposition des États Membres de publications et de documents qui soient en ligne, attrayants et qui retiennent leur attention et celle du lectorat en général de manière à renforcer la portée des informations qui s'y trouvent.

Concrètement, si le résultat est atteint, les clients seront satisfaits et les produits publiés seront largement accessibles, comme le montre le tableau ci-dessous.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats

2018	2019	2020
Compatibilité des publications au format PDF avec les lecteurs d'écran	Organisation de réunions portes ouvertes pour sensibiliser les départements clients à la question de l'accessibilité des publications électroniques	Adoption du format ePub, conformément à la norme DAISY (Digital Accessible Information System), ce format étant compatible avec la fonctionnalité synthèse vocale et l'adaptation de la police en fonction du support'

- 2.70 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les équipes chargées de l'exécution de celui-ci dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.71 On trouvera dans le tableau 2.10 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.10

Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures) ^a	700	715	773	720
Produits non quantifiés				
E. Activités d'appui				
Correspondance et services de documentation				

^a Seules sont visées les réunions les réunions avec services d'interprétation. Le nombre total de réunions, y compris celles pour lesquelles l'interprétation n'est pas fournie, est indiqué au titre du sous-programme 2.



Gestion des conférences (Nairobi)

Sous-programme 2

Planification et coordination des services de conférence

1. Objectif

- 2.72 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts de l'Organisation des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.73 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Gestion des manifestations au moyen d'un système centralisé mis à la disposition des États Membres

Les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Nairobi fournissent toute une série de services de conférence aux clients et coordonnent la prestation d'autres types de services à Nairobi et ailleurs. Que ce soit pour la simple traduction d'un document ou pour l'organisation d'une grande conférence intergouvernementale, les clients de l'Office des Nations Unies à Nairobi s'adressent à une seule entité durant toute la procédure, des premiers préparatifs à l'organisation des conférences ou autres manifestations.

En 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme se sont activement employées à aider les clients réguliers à procéder, à un stade précoce, à leurs préparatifs sur la base du calendrier établi, tout en prenant le temps d'initier les nouveaux clients à l'art de la planification des manifestations. Les services d'interprétation et de documentation ainsi que ceux chargés de l'établissement des rapports ont également pu mieux programmer leurs ressources.

Divers services, tels que les services de sécurité, les services informatiques, les services médicaux et les services administratifs ou encore ceux liés aux installations, aux transports et à l'accueil des délégations, ont été coordonnés pour le compte des clients, et les coûts à la charge de ceux des clients qui ne bénéficient pas de ces services gratuitement ont été estimés au moyen du système centralisé d'information et d'accès aux services mis en place dans le cadre du sous-programme. Un devis est présenté aux clients pour approbation, et une facture détaillée est remise à ceux-ci à l'issue de la manifestation ou de la conférence.

En 2018, trois grands organes intergouvernementaux liés au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont organisé, à Nairobi, des conférences qui n'avaient pas été prévues en 2017. Il s'agissait de la première



Dialogue entre responsables à l'occasion de la session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement. Source : Programme des Nations Unies pour l'environnement

réunion du Groupe d'experts spécial à composition non limitée sur les déchets et les microplastiques dans le milieu marin, qui a rassemblé 800 participants ; de la septième session extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, à laquelle ont participé 600 personnes ; d'une manifestation parrainée par un client externe, l'International Primatological Society, qui a réuni 800 participants. Les spécifications techniques relatives à l'organisation de cette dernière manifestation sortaient du cadre habituel en raison du caractère scientifique des exposés présentés par les conférenciers, motivant la signature d'un mémorandum d'accord entre l'International Primatological Society et l'Organisation des Nations Unies. Le service de ces trois réunions, de même que celui de plus de 4 000 autres rencontres également tenues en 2018, a été assuré dans le cadre d'un mécanisme coordonné, et plus de 50 clients ont reçu en tout et pour tout une seule facture.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont allégé la charge administrative qui pèse sur les clients, laissant ceux-ci se concentrer sur les questions de fond faisant l'objet de la manifestation au lieu d'avoir à s'occuper aussi des aspects organisationnels.

Dans la pratique, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont reçu des échos favorables en ce qui concerne la qualité des services fournis, en particulier de la part des clients établis en dehors du centre de conférence, ainsi que de ceux qui avaient reçu des services pour la première fois et qui avaient bénéficié du type de services décrit plus haut. Pour ce qui est des clients réguliers, le nombre de demandes de services reçus en 2018 a augmenté de 25 % par rapport à l'année précédente.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

-
- 2.74 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la conduite efficace et rationnelle des réunions (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste le fait qu'aucune plainte n'a été reçue des États Membres lors de l'enquête menée en 2018.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Automatiser l'établissement des devis par les clients

L'idée consistant à ne plus avoir qu'une seule demande et une seule facture vise à alléger le travail de planification à la charge des clients. Ceux-ci font connaître, par l'intermédiaire des équipes chargées de l'exécution du sous-programme, les services dont ils ont besoin pour organiser leurs manifestations, y compris les services ne relevant pas du mandat défini dans le cadre du sous-programme, tels que les services de sécurité, les services liés aux installations et les services médicaux.

Une réponse adaptée à la situation

Il convient de simplifier la planification et la gestion des manifestations pour les clients sans pour autant alourdir la charge de travail administrative des équipes chargées de l'exécution du sous-programme, sachant que ces tâches sont essentiellement manuelles et prennent beaucoup de temps. Rien que pour l'établissement des devis liés aux manifestations, il faut consacrer énormément de temps aux nombreux échanges formels et informels avec les clients et avec d'autres prestataires de services. Naturellement, les besoins changent au stade de planification à mesure que les clients prennent la mesure du coût global. En moyenne, pour chaque manifestation, les devis sont révisés à six reprises, tâche manuelle qui prend énormément de temps aux clients.

En réponse, en 2020, il est prévu d'accélérer le traitement des demandes relatives aux réunions et autres manifestations. Les tâches manuelles seront automatisées et les équipes chargées de l'exécution du sous-programme tireront parti des solutions techniques adoptées dans d'autres centres de conférence.

Des résultats concrets

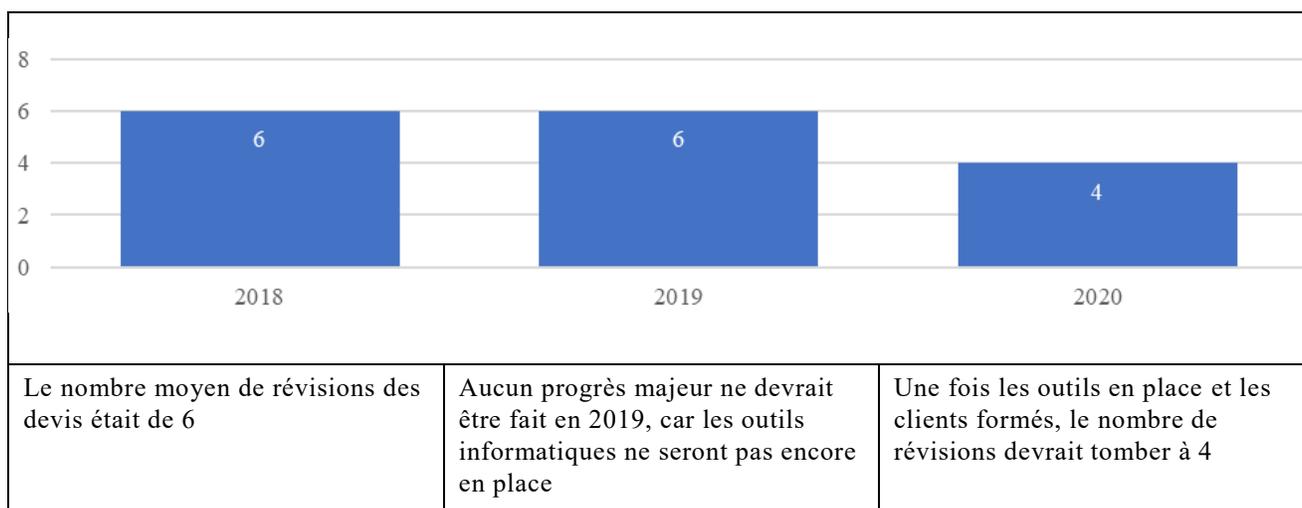
Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir la mise en place d'une plateforme en ligne permettant de tester différents scénarios au moyen d'un outil d'établissement de devis, qui sera mis à la disposition

des clients. L'objectif est d'aider davantage les clients à adapter leurs choix à leur budget avant d'envoyer leur demande. Il s'agit également de réduire le nombre d'échanges avec les équipes chargées de l'exécution du sous-programme, d'accroître la transparence et l'efficacité de la planification et d'alléger la charge administrative qui pèse sur ces équipes.

Concrètement, si le résultat est atteint, il ne sera pas nécessaire d'établir autant de devis avant que le client prenne une décision, comme le montre la figure ci-dessous. En plus de présenter un avantage pour les clients, l'automatisation contribuerait à ramener à quatre le nombre de révisions des devis par manifestation, ce qui permettrait aux clients de gagner du temps et de se concentrer non pas sur les aspects administratifs de leurs travaux mais sur les questions de fond.

S'il se concrétise, ce résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats



Le nombre moyen de révisions des devis était de 6

Aucun progrès majeur ne devrait être fait en 2019, car les outils informatiques ne seront pas encore en place

Une fois les outils en place et les clients formés, le nombre de révisions devrait tomber à 4

2.75 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les équipes chargées de l'exécution dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

2.76 On trouvera dans le tableau 2.11 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.11

Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts :				
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	4 000	4 582	4 300	4 000

6. Principaux écarts et variations concernant les produits

Écart observés en 2018 entre prévisions et réalisations

- 2.77 S'agissant des services de conférence et de secrétariat pour les réunions, l'écart s'explique principalement par une augmentation de la demande liée aux changements intervenus dans le calendrier des manifestations et le programme de travail des clients auxquels les services sont fournis.

Variation entre les prévisions pour 2020 et pour 2019

- 2.78 Pour ce qui est des services de conférence et de secrétariat pour les réunions, la variation tient principalement à la fluctuation de la demande annuelle, qui est due à la périodicité des réunions des organes clients et au fait que la demande a toujours été plus élevée les années impaires.



Sous-programme 3 Services de documentation

1. Objectif

- 2.79 L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts, ainsi qu'aux conférences des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.80 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Rapports techniques publiés à temps pour un plus grand nombre de réunions

Le nombre de réunions des parties aux accords multilatéraux sur l'environnement pour lesquelles les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Nairobi doivent traiter des documents techniques demeure élevé. Les rapports présentés par les secrétariats de ces accords ont été, dans bien des cas, rédigés par des groupes d'experts de l'environnement et d'autres disciplines scientifiques.

Non seulement bon nombre de rapports étaient éminemment techniques, mais ils comportaient aussi des graphiques, des tableaux et des cartes complexes à traduire, ce qui n'est généralement pas le cas de la documentation destinée aux organes délibérants.

La difficulté a été de faire face à la complexité inhabituelle des documents techniques soumis pour traitement. Environ 40 % des 18 500 pages traitées en 2018 peuvent être considérées comme techniques. La sixième session plénière de la Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques a été exceptionnelle, cinq résumés à l'intention des décideurs y ayant été présentés pour adoption. En outre, les documents soumis pour les réunions des organes techniques de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants contenaient des renseignements très techniques sur les produits chimiques et leurs effets sur l'environnement ainsi que sur la gestion qui en est faite.

Pour surmonter ce problème et continuer d'offrir en temps voulu des services de documentation de qualité aux clients, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont apporté des améliorations dans les domaines de l'édition, de la traduction et du traitement de texte. En ce qui concerne le renforcement des compétences, tous les membres de l'équipe interne de traduction et d'édition ont reçu une formation ciblée portant sur l'utilisation



Résolutions de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement. Source : Programme des Nations Unies pour l'environnement

d'eLUNa et d'UNTERM. Les fichiers de traducteurs vacataires ont été étoffés dans les six langues, et ces traducteurs ont été vivement encouragés à utiliser les mêmes outils que leurs homologues internes et ont reçu une formation et un appui à cet égard. Le contrôle de la qualité a été amélioré, le but étant de donner aux traducteurs vacataires des observations plus utiles sur leur travail. La collaboration entre les différentes équipes chargées de l'exécution du sous-programme a été renforcée, ce qui a permis d'améliorer le traitement des documents présentant une mise en page ou des éléments graphiques complexes.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont contribué à améliorer le respect des délais de parution des documents techniques.

Dans la pratique, le taux de respect des délais de publication des documents publiés pour les réunions intergouvernementales a atteint 92 %.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.81 Le résultat escompté pour 2018, à savoir la prestation de services de conférence efficaces et rentables qui facilitent la tenue de débats multilingues et l'égalité de traitement de toutes les langues officielles (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste la publication simultanée dans les six langues officielles de tous les documents établis au titre du sous-programme.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Continuer d'améliorer le respect des délais de publication des documents grâce à une collaboration plus étroite avec les organes intergouvernementaux

En 2018, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont apporté plusieurs améliorations aux méthodes de travail des services d'édition, de traduction et de traitement de texte pour faire en sorte que les documents soient publiés dans les délais prescrits et qu'ils soient de bonne qualité, comme indiqué ci-dessus.

Pour anticiper les ressources voulues malgré l'irrégularité du calendrier, ces équipes ont, par un effort de sensibilisation, amené les secrétariats prévoyant de soumettre des documents à le faire savoir au moins 24 semaines avant la date de publication escomptée. Elles ont fait face aux périodes particulièrement chargées grâce aux services additionnels de la traduction contractuelle.

Une réponse adaptée à la situation

En sus de l'insuffisance des capacités internes, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont dû faire face à un calendrier de traitement de la documentation difficile à respecter en raison des variations de la charge de travail.

En réponse, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Nairobi prévoient en 2020 de collaborer avec les secrétariats des organes intergouvernementaux dont elles assurent le service afin d'améliorer la planification de la documentation et de réduire le nombre de documents présentés tardivement, ce qui, par voie de conséquence, permettra de renforcer le respect des délais de publication. Pour atteindre cet objectif, l'outil de visualisation des documents à traiter, mis en service il y a peu, sera utilisé plus largement, ce qui permettra mieux prévoir le volume de travail et d'adapter les capacités en conséquence, jusqu'à six mois à l'avance. Des consultations seront régulièrement tenues avec les représentants des organes intergouvernementaux en vue d'améliorer la planification des manifestations. Afin de réduire le nombre de corrections apportées par les départements après la soumission des documents, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme inviteront les secrétariats concernés à participer à des ateliers de rédaction spécialisés.

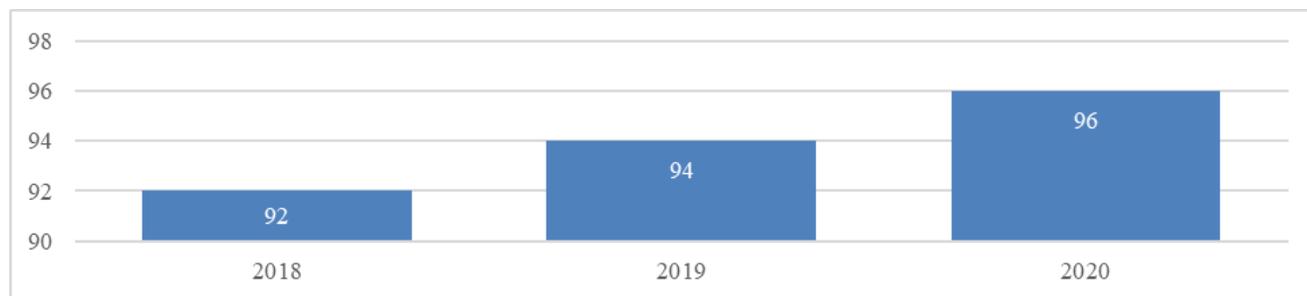
Des résultats concrets

Le produit escompté devrait contribuer au résultat, à savoir l'amélioration du respect des délais de publication, en réduisant le nombre de documents présentés tardivement par les clients grâce à des activités de sensibilisation.

Concrètement, si le résultat est atteint, les délais de publication seront mieux respectés, comme l'indique la figure ci-après.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : pourcentage de documents publiés dans les délais impartis



- 2.82 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Nairobi dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.83 On trouvera dans le tableau 2.12 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.12

Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services de documentation pour les réunions (en milliers de mots)	6 562	6 113	8 860	6 642
Produits non quantifiés				
E. Activités d'appui				
Correspondance et services de documentation				

6. Principaux écarts et variations concernant les produits

Écart observé en 2018 entre prévisions et réalisations

- 2.84 S'agissant des services de documentation pour les réunions, l'écart s'explique principalement par le fait que le nombre de documents destinés aux services d'édition, de traduction et de publication

assistée par ordinateur qui ont été présentés par les organes clients au cours de l'année a été moins élevé que prévu.

Variation entre les prévisions pour 2020 et pour 2019

- 2.85 S'agissant des services de documentation pour les réunions, la variation s'explique par l'augmentation prévue en 2019 de la demande de services d'édition, de traduction et de publication assistée par ordinateur, qui est liée au calendrier des organes dont les équipes chargées de l'exécution du sous-programme assurent le service, lequel se traduit par une demande accrue les années impaires.



Sous-programme 4 Services d'appui aux réunions et de publication

1. Objectif

- 2.86. L'objectif auquel le sous-programme contribue est d'assurer, dans le respect du multilinguisme, l'efficacité et l'efficacité des délibérations et de la prise de décisions dans les organes intergouvernementaux et les organes d'experts, ainsi qu'aux conférences des Nations Unies.

2. Lien avec les objectifs de développement durable

- 2.87 De nature à faciliter l'exécution de diverses activités, l'objectif est lié à tous les objectifs de développement durable.

3. Coup de projecteur sur l'un des résultats obtenus en 2018

Tirer parti de la proximité géographique pour réduire les frais de voyage des interprètes auxquels il est fait appel pour des réunions organisées par les États Membres

Le nombre de réunions des Parties aux accords multilatéraux sur l'environnement organisées par des États Membres et dont les équipes chargées de l'exécution du sous-programme à Nairobi assurent le service demeure élevé. En 2018, il y a eu 16 réunions de ce type, dont quatre pour lesquelles les équipes ont recouru de manière intensive à des prêts ou à des recrutements de proximité afin de limiter autant que possible les frais de voyage encourus par les gouvernements hôtes sans compromettre la qualité des services fournis. Ces quatre réunions, mentionnées ci-après, ont bénéficié de services assurés par les quatre centres de conférence, et les frais de voyage ont donc été pris en charge par le Gouvernement hôte :

- Sixième Assemblée plénière de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, Medellín (Colombie)
- Treizième réunion des Parties au Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Quito
- Quatorzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, Charm el-Cheikh (Égypte)
- Deuxième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Minamata sur le mercure, Genève



Réunion des Parties au Protocole de Montréal. Source : Institut international du développement durable

Conformément au principe de la gestion intégrée des services de conférence à l'échelle mondiale, qui s'applique aux réunions pour lesquelles ces services sont assurés par les quatre centres de conférence, les équipes chargées de

l'exécution du sous-programme ont établi les listes d'interprètes en tenant compte en priorité de la proximité géographique, au même titre que des compétences et de la combinaison linguistique.

Pour constituer les meilleures équipes d'interprètes, les équipes chargées de l'exécution du sous-programme se sont appuyées non seulement sur leurs propres interprètes et sur ceux de New York, Genève et Vienne, mais aussi sur une liste de 102 interprètes indépendants recrutés sous contrat temporaire dans 28 pays. Cette pratique établie leur a donné une plus grande souplesse pour assurer le service des réunions, avec une équipe centrale d'interprètes basés à Nairobi ayant une connaissance approfondie des sujets des réunions, complétée par des interprètes des Nations Unies détachés d'autres lieux d'affectation et des interprètes indépendants recrutés en fonction des besoins dans des lieux plus proches des lieux de réunion effectifs. En tenant compte de la proximité géographique et en augmentant le recrutement local, les frais de déplacement ont été réduits, voire nuls.

Des résultats concrets

Concrètement, les activités menées ont permis aux réunions organisées par les États Membres de bénéficier de services de qualité avec un bon rapport coût-efficacité.

Dans la pratique, les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement demandent régulièrement des services d'interprétation. En outre, dans toutes les enquêtes envoyées en 2018 concernant la qualité de l'interprétation, les services fournis dans le cadre du sous-programme ont été évalués de manière favorable.

Ce résultat illustre ce qui a été fait en 2018 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

- 2.88 L'un des résultats escomptés pour 2018, à savoir la prestation, dans toutes les langues officielles, de services de qualité pour ce qui est de l'interprétation, de la publication, de la distribution et de l'appui aux réunions, comme prescrit par l'Assemblée générale dans ses résolutions pertinentes (voir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019), a été atteint, ainsi que l'atteste le fait qu'aucune plainte n'a été reçue des États Membres lors de l'enquête menée en 2018.

4. Coup de projecteur sur l'un des résultats escomptés pour 2020

Réactivité et souplesse des services d'interprétation dans de multiples sites

Une réponse adaptée à la situation

Le problème tient à l'augmentation constante du nombre de demandes de services d'interprétation portant sur des réunions techniques organisées dans de multiples sites. Les secrétariats de certains accords multilatéraux sur l'environnement, par exemple, ont conclu des accords formels avec les équipes chargées de l'exécution du sous-programme concernant la prestation de services d'interprétation pour leurs réunions importantes. C'est le cas du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal, qui se réunissent dans des lieux aussi divers que Charm el-Cheikh et Montréal (Canada). Les équipes chargées de l'exécution du sous-programme ont toujours assuré le service d'un certain nombre de réunions accueillies par des gouvernements dans d'autres lieux mais le nombre de ces réunions a récemment augmenté, passant de 11 par an en 2015 et 2016 à 16 par an en 2017 et 2018.

En conséquence, pour 2020, les équipes de Nairobi continueront d'ajouter des interprètes qualifiés à leur liste d'interprètes indépendants, tout en veillant à ce que le nombre et la compétence de ces interprètes, ainsi que leur emplacement géographique, correspondent aux nouveaux besoins de leurs clients. Elles mettront notamment en place des tests à distance pour évaluer le travail des interprètes indépendants.

Les équipes chargées de l'exécution du sous-programme disposeront d'un vaste vivier d'interprètes qualifiés qui auront les connaissances, la disponibilité et la proximité géographique nécessaires pour assurer le service d'un nombre croissant de réunions techniques et faire face à une complexité accrue, ce qui leur permettra de répondre à l'évolution des attentes de leurs clients et d'espérer en acquérir de nouveaux. Elles atteindront cet objectif en nouant des contacts avec davantage d'interprètes travaillant dans les six langues officielles dans plusieurs lieux et en les

formant. Dans cette démarche, il sera essentiel d'évaluer régulièrement le travail des interprètes afin de garantir la qualité des services fournis.

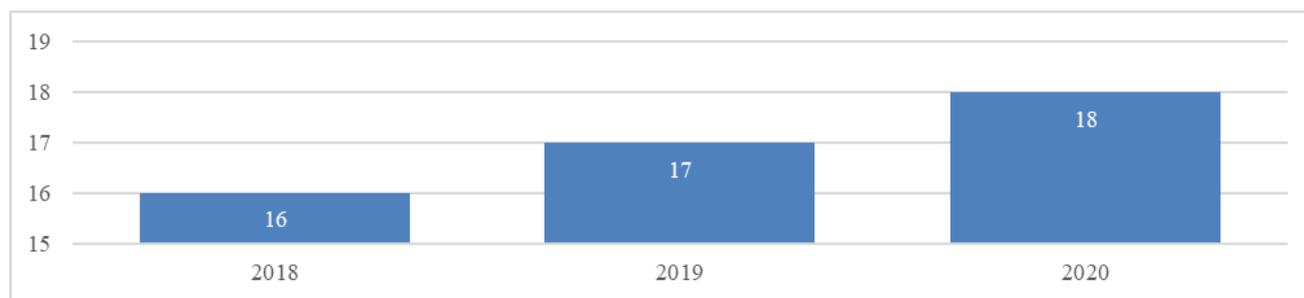
Des résultats concrets

Les produits escomptés devraient contribuer au résultat, à savoir maintenir la qualité du service, quelle que soit la complexité de la réunion ou le lieu dans lequel elle se tient.

Concrètement, si le résultat est atteint, le volume des services d'interprétation fournis pour des réunions tenues ailleurs qu'à Nairobi devrait augmenter, comme l'illustre la figure.

S'il se concrétise, le résultat illustrera ce qui aura été fait en 2020 pour atteindre collectivement l'objectif fixé.

Mesure des résultats : nombre de réunions tenues hors de Nairobi nécessitant des services d'interprétation



- 2.89 Le mandat qui leur a été confié au titre du sous-programme continuera de guider les équipes chargées de l'exécution de celui-ci dans la conduite de leurs activités et de leur servir de cadre pour la livraison de leurs produits.

5. Produits retenus pour la période 2018-2020

- 2.90 On trouvera dans le tableau 2.13 les produits retenus pour la période 2018-2020, classés par catégorie et sous-catégorie, qui ont contribué et devraient continuer de contribuer à la réalisation de l'objectif énoncé ci-dessus.

Tableau 2.13

Sous-programme 4 : produits retenus pour la période 2018-2020, par catégorie et sous-catégorie

	2018 Produits prévus	2018 Produits livrés	2019 Produits prévus	2020 Produits prévus
Produits quantifiés				
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services de conférence et de secrétariat pour les réunions (nombre de réunions de trois heures) ^a	350	435	550	450
Produits non quantifiés				
E. Activités d'appui				
Correspondance et services de documentation				

^a Seules sont visées les réunions avec services d'interprétation. Le nombre total de réunions, y compris celles pour lesquelles l'interprétation n'est pas fournie, est indiqué au titre du sous-programme 2.

6. Principaux écarts et variations concernant les produits

Écart observé en 2018 entre prévisions et réalisations

- 2.91 S'agissant des services de conférence et de secrétariat, l'écart s'explique principalement par le fait que la demande a été plus élevée que prévu en raison de l'organisation de réunions intergouvernementales découlant des mandats du PNUE et d'une demande accrue de la part de clients non traditionnels, comme l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC).

Variation entre les prévisions pour 2020 et pour 2019

- 2.92 S'agissant des services de conférence et de secrétariat, les variations sont dues pour l'essentiel aux fluctuations cycliques de la demande liées aux fréquences différentes des réunions des divers organes et institutions.

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2020

Vue d'ensemble

2.93 On trouvera dans la figure 2.II et le tableau 2.14 des informations sur les ressources financières et les postes nécessaires pour 2020, répartis entre le budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires qu'il est prévu de recevoir.

Figure 2.II
2020 en chiffres



Note : avant actualisation des coûts.

Tableau 2.14

Ressources financières et postes, par composante, sous-programme et source de financement : vue d'ensemble

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Total		
	2019 (crédits ouverts)	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation
Ressources financières									
Organes directeurs	354,0	354,0	–	–	–	–	354,0	354,0	–
Direction exécutive et administration	3 466,6	3 618,1	151,5	–	–	–	3 466,6	3 618,1	151,5
Programme de travail									

Titre premier Politique, direction et coordination d'ensemble

	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Total		
	2019 (crédits ouverts)	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation
<i>Gestion des conférences</i>									
<i>(New York)</i>									
1. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social	5 945,1	5 872,5	(72,6)	–	–	–	5 945,1	5 872,5	(72,6)
2. Planification et coordination des services de conférence	24 065,1	18 935,4	(5 129,7)	–	132,4	132,4	24 065,1	19 067,8	(4 997,3)
3. Services de documentation	79 018,6	82 379,3	3 360,7	5 409,6	5 409,6	–	84 428,2	87 788,9	3 360,7
4. Services d'appui aux réunions et de publication	45 687,4	44 406,5	(1 280,9)	1 936,3	1 846,6	(89,7)	47 623,7	46 253,1	(1 370,6)
<i>Gestion des conférences</i>									
<i>(Genève)</i>									
2. Planification et coordination des services de conférence	34 621,9	28 827,4	(5 794,5)	598,2	598,2	–	35 220,1	29 425,6	(5 794,5)
3. Services de documentation	52 783,4	52 433,2	(350,2)	1 26–	1 26–	–	54 043,4	53 693,2	(350,2)
4. Services d'appui aux réunions et de publication	28 194,3	27 917,9	(276,4)	2 602,7	2 602,7	–	30 797,0	30 520,6	(276,4)
<i>Gestion des conférences</i>									
<i>(Vienne)^a</i>									
	24 609,1	25 266,8	657,7	1 822,0	1 475,0	(347,0)	26 431,1	26 741,8	310,7
<i>Gestion des conférences</i>									
<i>(Nairobi)</i>									
2. Planification et coordination des services de conférence	2 486,9	2 456,1	(30,8)	3 414,4	2 817,4	(597,0)	5 901,3	5 273,5	(627,8)
3. Services de documentation	4 095,2	4 069,8	(25,4)	2 670,7	2 580,9	(89,8)	6 765,9	6 650,7	(115,2)
4. Services d'appui aux réunions et de publication	3 846,0	3 737,2	(108,8)	2 918,7	2 689,0	(229,7)	6 764,7	6 426,2	(338,5)
Total partiel (programme de travail)	305 353,0	296 302,1	(9 050,9)	22 632,6	21 411,8	(1 220,8)	327 985,6	317 713,9	(10 271,7)
Appui au programme	14 607,4	17 482,9	2 875,5	1 334,2	1 283,3	(50,9)	15 941,6	18 766,2	2 824,6
Total	323 781,0	317 757,1	(6 023,9)	23 966,8	22 695,1	(1 271,7)	347 747,8	340 452,2	(7 295,6)
Postes									
Direction exécutive et administration	23	23	–	–	–	–	23	23	–
Programme de travail									
<i>Gestion des conférences</i>									
<i>(New York)</i>									
1. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social	44	42	(2)	–	–	–	44	42	(2)
2. Planification et coordination des services de conférence	58	48	(10)	–	1	1	58	49	(9)
3. Services de documentation	534	523	(11)	10	10	–	544	533	(11)

Chapitre 2 Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences

	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Total		
	2019 (crédits ouverts)	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation	2019 (estimations)	2020 (prévisions)	Variation
4. Services d'appui aux réunions et de publication	303	291	(12)	2	–	(2)	305	291	(14)
<i>Gestion des conférences (Genève)</i>									
2. Planification et coordination des services de conférence	77	68	(9)	1	1	–	78	69	(9)
3. Services de documentation	338	330	(8)	–	–	–	338	330	(8)
4. Services d'appui aux réunions et de publication	172	171	(1)	–	–	–	172	171	(1)
<i>Gestion des conférences (Vienne)^b</i>									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Gestion des conférences (Nairobi)</i>									
2. Planification et coordination des services de conférence	9	9	–	33	33	–	42	42	0
3. Services de documentation	29	28	(1)	21	21	–	50	49	(1)
4. Services d'appui aux réunions et de publication	26	24	(2)	22	22	–	48	46	(2)
Total partiel (programme de travail)	1 590	1 534	(56)	89	88	(1)	1 679	1 622	(57)
Appui au programme	67	72	5	4	4	–	71	76	5
Total	1 680	1 629	(51)	93	92	(1)	1 773	1 721	(52)

^a Part à la charge de l'ONU dans le cofinancement des activités de gestion des conférences à Vienne.

^b En ce qui concerne la gestion des conférences à Vienne, en 2019, 181 postes sont financés sur la base du partage des coûts et 186 le seront en 2020. La répartition des postes est indiquée dans les tableaux 2.30 et 2.32.

Budget ordinaire : vue d'ensemble

2.94 On trouvera dans les tableaux 2.15 et 2.16 des informations sur le montant des ressources financières et les postes qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte. Le projet tient compte des réductions rendues possibles par les mesures prises par le Secrétariat pour renforcer la préprogrammation, exploiter la technologie, optimiser le vivier de personnel linguistique, rationaliser les flux de travail et harmoniser les systèmes tout en maintenant un niveau élevé de qualité dans les quatre centres de conférence. Des renseignements plus détaillés sont donnés dans les sections consacrées aux différentes composantes. Le montant demandé permet de financer l'exécution des mandats dans leur intégralité, d'une manière efficace et rationnelle.

Titre premier Politique, direction et coordination d'ensemble

Tableau 2.15

Évolution des ressources financières, par composante et grande catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

Composante	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	Actualisation des coûts	2020 (prévisions après actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage			
Organes directeurs	429,2	354,0	–	–	–	–	–	354,0	5,4	359,4
Direction exécutive et administration	3 803,1	3 466,6	151,5	–	–	151,5	4,4	3 618,1	146,8	3 764,9
Programme de travail	288 982,6	305 353,0	(4 789,0)	6 174,8	(10 436,7)	(9 050,9)	(3,0)	296 302,1	9 497,1	305 799,2
Appui au programme	13 886,8	14 607,4	–	–	2 875,5	2 875,5	19,7	17 482,9	357,9	17 840,8
Total	307 101,7	323 781,0	(4 637,5)	6 174,8	(7 561,2)	(6 023,9)	(1,9)	317 757,1	10 007,2	327 764,3
Grandes catégories de dépenses										
Postes	244 379,0	247 670,5	1 265,8	–	(4 974,1)	(3 708,3)	(1,5)	243 962,2	8 754,8	252 717,0
Autres objets de dépense	62 722,7	76 110,5	(5 903,3)	6 174,8	(2 587,1)	(2 315,6)	(3,0)	73 794,9	1 252,4	75 047,3
Total	307 101,7	323 781,0	(4 637,5)	6 174,8	(7 561,2)	(6 023,9)	(1,9)	317 757,1	10 007,2	327 764,3

Tableau 2.16

Évolution des postes permanents, par catégorie

Catégorie	2019 (effectif approuvé)	Changements				2020 (effectif proposé)	Variation
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	1	–	–	–	1	–	
SSG	1	–	–	–	1	–	
D-2	6	–	–	–	6	–	
D-1	18	–	–	–	18	–	
P-5	203	–	–	8	211	8	
P-4	414	–	–	9	423	9	
P-3	346	–	–	(16)	330	(16)	
P-2/1	9	–	–	1	10	1	
Total partiel	998	–	–	2	1 000	2	
Agents des services généraux							
1 ^{re} classe	83	–	–	(5)	78	(5)	
Autres classes	599	–	–	(48)	551	(48)	
Total partiel	682	–	–	(53)	629	(53)	
Total	1 680	–	–	(51)	1 629	(51)	

Note : L'annexe II récapitule les changements, par composante, sous-programme et catégorie de personnel.

Abréviations : SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

Organes directeurs

- 2.95 Les ressources prévues au titre de cette composante serviront à couvrir les dépenses liées aux organes intergouvernementaux permanents, dont les services techniques sont assurés par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences. On trouvera dans le tableau 2.17 des informations sur les organes intergouvernementaux permanents, les mandats correspondants et les ressources financières qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire. En ce qui concerne le Conseil économique et social, les ressources destinées aux services techniques de secrétariat et aux services de conférence pour les réunions relèvent de la gestion des conférences (New York).

Tableau 2.17
Organes directeurs

	<i>Mandat</i>	<i>Description</i>	<i>Composition</i>		<i>Ressources nécessaires (milliers de dollars É.-U.)</i>		
			<i>Gouvernements</i>	<i>Experts</i>	<i>Nombre de sessions en 2020</i>	<i>2019 (crédits ouverts)</i>	<i>2020 (prévisions avant actualisation des coûts)</i>
Assemblée générale	Articles 10 à 17 de la Charte des Nations Unies	Discute toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la Charte ou se rapportant aux pouvoirs et fonctions de l'un quelconque des organes prévus dans la Charte, et formule des recommandations conformément aux dispositions de la Charte	193	–	2	166,0	166,0
Conseil de tutelle	Article 7 de la Charte des Nations Unies	Aide l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité à s'acquitter de leurs fonctions en ce qui concerne le régime international de tutelle	5	–	1	–	–
Conseil économique et social	Articles 62 à 66 de la Charte des Nations Unies	Favorise la coopération internationale dans les domaines économique, social et culturel et coordonne l'action menée en vue d'atteindre les objectifs convenus au niveau international, y compris les objectifs de développement durable	54	–	2	–	–
Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV)	Se consacre exclusivement à la question de la décolonisation du fait qu'il a été créé dans le but de suivre l'application de la Déclaration.	29	–	2	188,0	188,0
Total						354,0	354,0

2.96 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 354 000 dollars et ne fait apparaître aucun changement par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 2.III et 2.IV et dans le tableau 2.18.

Figure 2.III

Organes directeurs : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

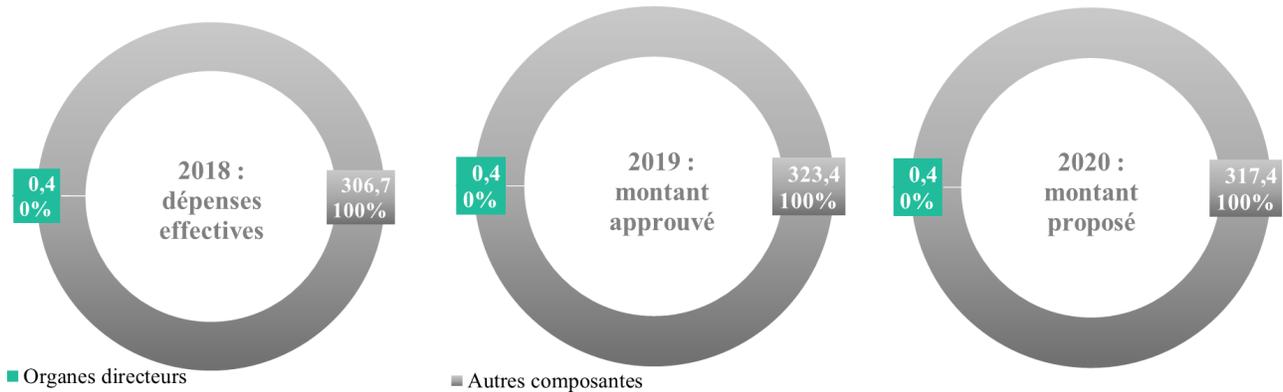


Tableau 2.18

Organes directeurs : évolution des ressources financières

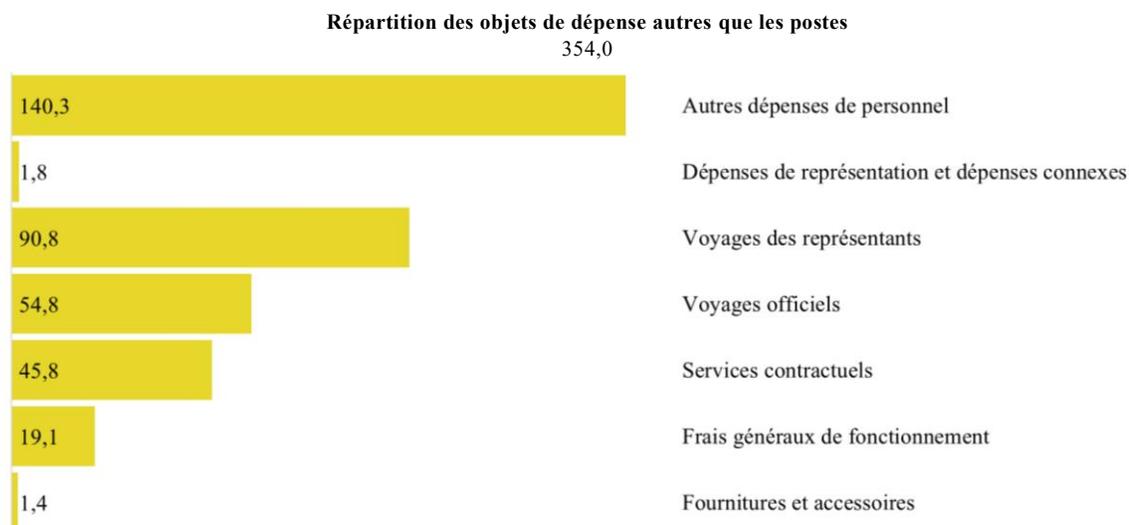
(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Postes	0,8	–	–	–	–	–	–	
Autres objets de dépense	428,4	354,0	–	–	–	–	354,0	
Total	429,2	354,0	–	–	–	–	354,0	

Figure 2.IV

**Organes directeurs : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)**

(En milliers de dollars des États-Unis)



Direction exécutive et administration

- 2.97 La Secrétaire générale adjointe chargée du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences est responsable de toutes les activités du Département, ainsi que de son administration, et représente le Secrétaire général aux réunions ayant un rapport avec les attributions du Département et, selon les besoins, à celles des organes intergouvernementaux et organes d'experts. Elle est également chargée de la gestion intégrée des conférences mondiales au Siège et aux offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi, notamment de la gestion des ressources affectées aux services de conférence au Siège et de la formulation d'orientations générales concernant l'emploi des ressources administrées par les directeurs généraux des offices, en vue d'assurer la cohésion et l'efficacité maximales et d'exploiter au mieux les synergies. Elle préside la Réunion annuelle internationale concernant les services linguistiques, la documentation et les publications.
- 2.98 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier à la cible 12.6 des objectifs de développement durable, dans laquelle les organismes sont encouragés à intégrer des informations sur le développement durable dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, le Département incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. En 2018, il a ainsi cessé de mettre des bouteilles d'eau en plastique à la disposition des participants aux réunions tenues au Siège. Par ailleurs, il a obtenu le renouvellement de la certification ISO 14001 pour ses activités de publication à Genève, à Nairobi et à Vienne. En 2020, une fois que du matériel de reproduction moderne aura été installé, il entamera les formalités de certification ISO au Siège.
- 2.99 On trouvera dans le tableau 2.19 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion.

Tableau 2.19
Respect des délais

(En pourcentage)

	2018 (taux prévu)	2018 (taux effectif)	2019 (taux prévu)	2020 (taux prévu)
Soumission de la documentation dans les délais	100	94	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	80	68	80	100

2.100 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 3 618 100 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 151 500 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 2.V à 2.VII et dans le tableau 2.20.

Figure 2.V

Direction exécutive et administration : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

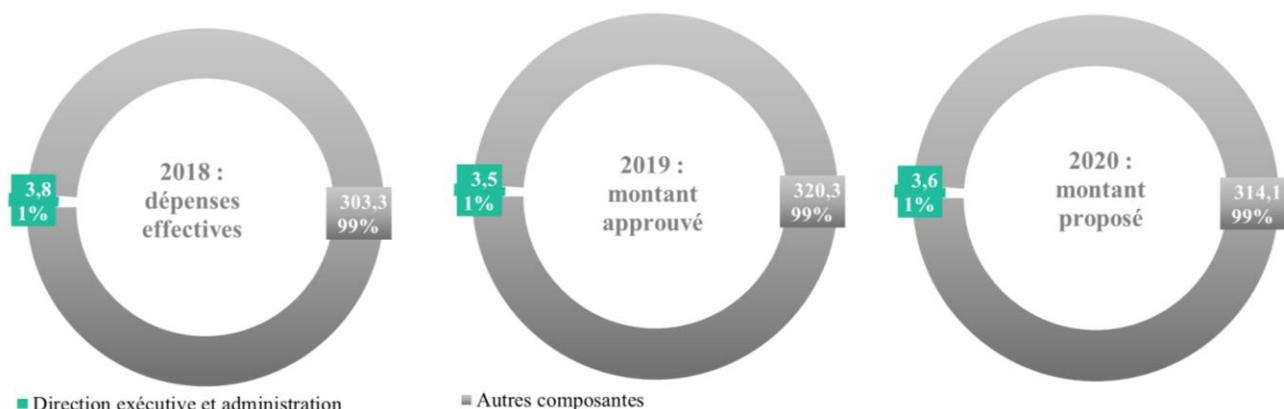


Tableau 2.20

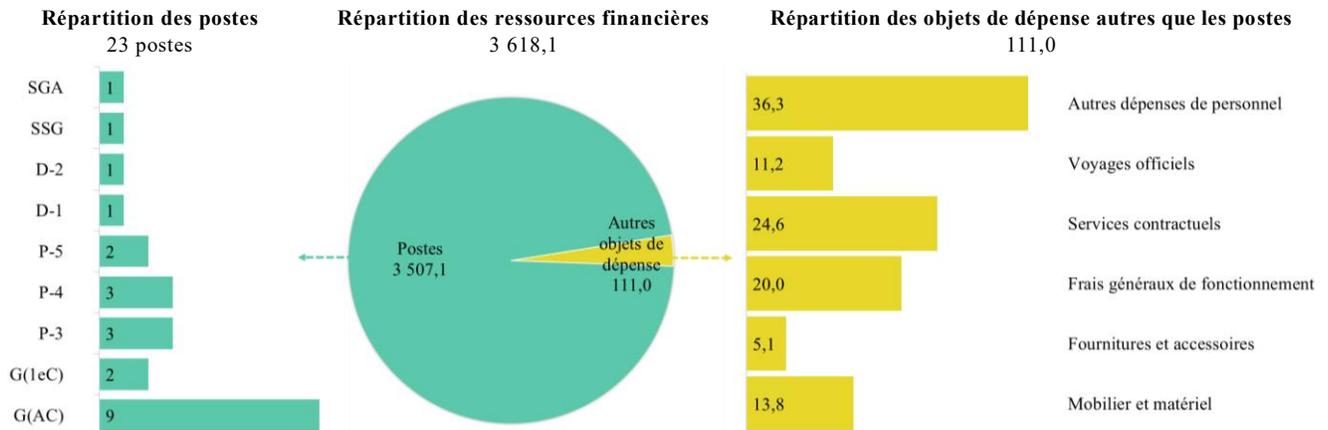
Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 520,7	3 351,3	155,8	–	–	155,8	4,6	3 507,1
Autres objets de dépense	282,4	115,3	(4,3)	–	–	(4,3)	(3,7)	111,0
Total	3 803,1	3 466,6	151,5	–	–	151,5	4,4	3 618,1
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		12	–	–	–	–	–	12
Agents des services généraux et des catégories apparentées		11	–	–	–	–	–	11
Total		23	–	–	–	–	–	23

Figure 2.VI
Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

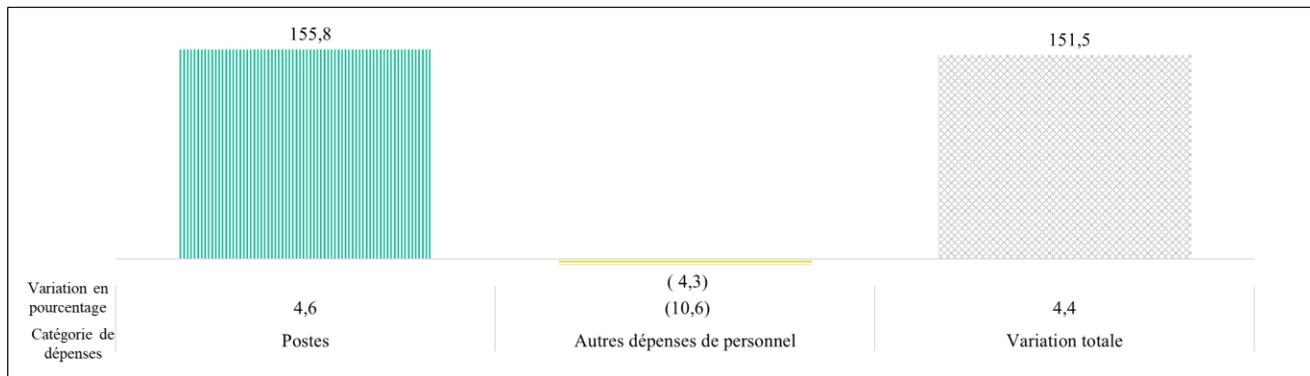
(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviations : G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = sous-secrétaire général(e).

Figure 2.VII
Direction exécutive et administration : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.101 La variation de 151 500 dollars s'explique comme suit :

Ajustements techniques. L'augmentation de 151 500 dollars au titre des postes correspond au coût en année pleine de deux postes (1 P-4 et 1 P-3) dont la création a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution [72/261](#) à compter de l'exercice 2018-2019 et auxquels un taux de vacance de 50 % a été appliqué.

Programme de travail

2.102 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 296 302 100 dollars et fait apparaître une diminution nette de 9 050 900 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 2.VIII et 2.IX et dans le tableau 2.21.

Figure 2.VIII

Programme de travail : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

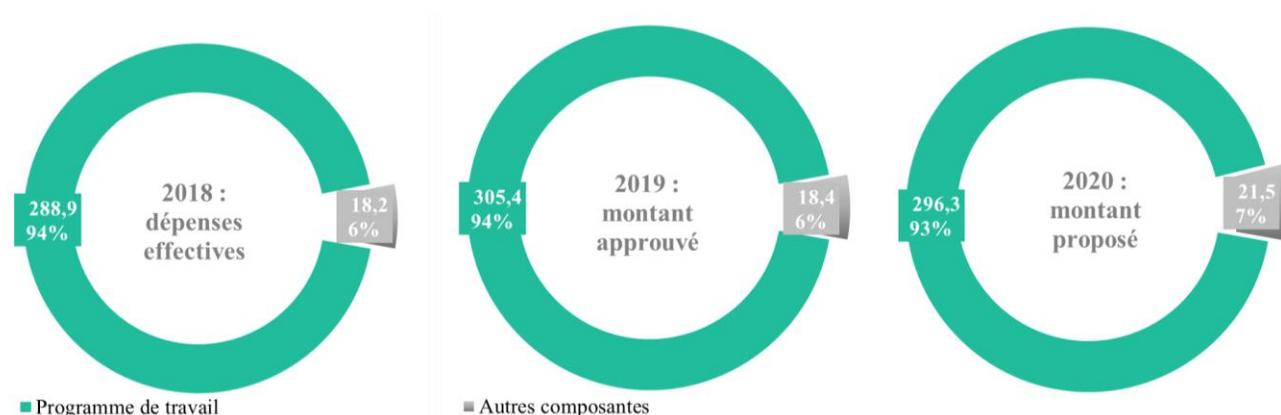


Tableau 2.21

Programme de travail : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par sous-programme								
<i>Gestion des conférences (New York)</i>								
1. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social	6 052,5	5 945,1	95,2	–	(167,8)	(72,6)	(1,2)	5 872,5
2. Planification et coordination des services de conférence	9 766,7	24 065,1	(2 032,5)	4 094,8	(7 192,0)	(5 129,7)	(21,3)	18 935,4
3. Services de documentation	81 066,0	79 018,6	663,1	–	2 697,6	3 360,7	4,3	82 379,3
4. Services d'appui aux réunions et de publication	51 132,5	45 687,4	–	–	(1 280,9)	(1 280,9)	(2,8)	44 406,5
<i>Gestion des conférences (Genève)</i>								
2. Planification et coordination des services de conférence	16 305,1	34 621,9	(3 451,3)	497,4	(2 840,6)	(5 794,5)	(16,7)	28 827,4
3. Services de documentation	57 896,9	52 783,4	256,5	–	(606,7)	(350,2)	(0,7)	52 433,2
4. Services d'appui aux réunions et de publication	34 105,1	28 194,3	–	–	(276,4)	(276,4)	(1,0)	27 917,9
<i>Gestion des conférences (Vienne)^a</i>	23 770,8	24 609,1	(320,0)	1 544,0	(566,3)	657,7	2,7	25 266,8
<i>Gestion des conférences (Nairobi)</i>								
2. Planification et coordination des services de conférence	1 717,3	2 486,9	–	38,6	(69,4)	(30,8)	(1,2)	2 456,1
3. Services de documentation	3 849,6	4 095,2	–	–	(25,4)	(25,4)	(0,6)	4 069,8
4. Services d'appui aux réunions et de publication	3 286,7	3 846,0	–	–	(108,8)	(108,8)	(2,8)	3 737,2
Total	288 982,5	305 353,0	(4 789,0)	6 174,8	(10 436,7)	(9 050,9)	(3,0)	296 302,1

Titre premier Politique, direction et coordination d'ensemble

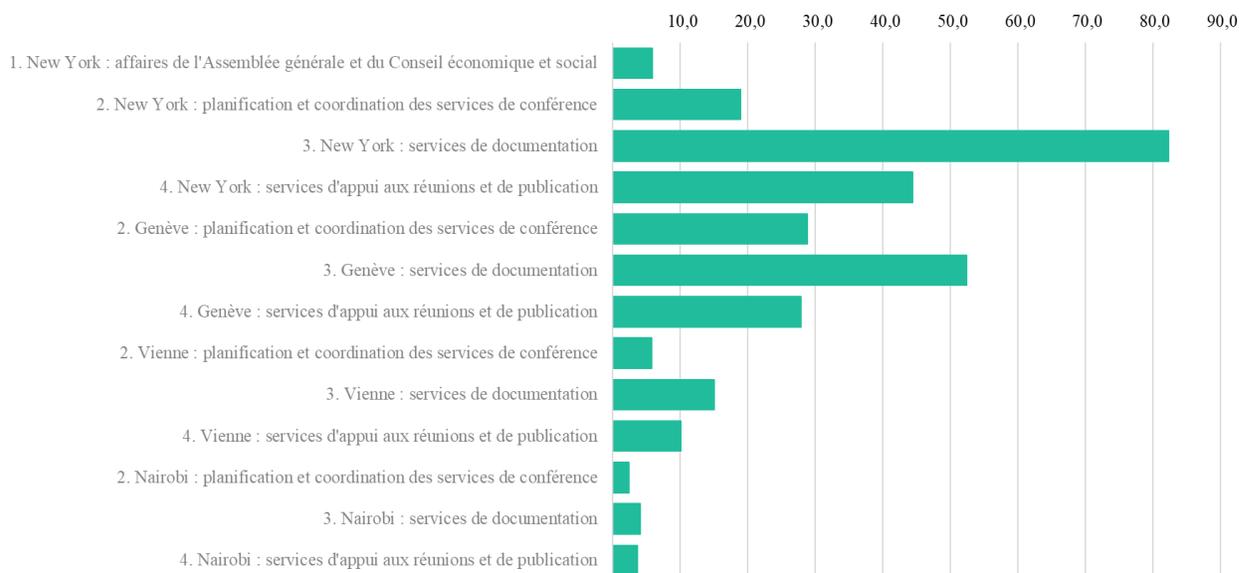
	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	233 346,7	236 888,2	1 110,0	–	(5 890,2)	(4 780,2)	(2,0)	232 108,0
Autres objets de dépense	55 602,5	68 464,8	(5 899,0)	6 174,8	(4 546,5)	(4 270,7)	(6,2)	64 194,1
Total	288 949,2	305 353,0	(4 789,0)	6 174,8	(10 436,7)	(9 050,9)	(3,0)	296 302,1
Postes, par sous-programme								
<i>Gestion des conférences (New York)</i>								
1. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social		44	–	–	(2)	(2)	(5)	42
2. Planification et coordination des services de conférence		58	–	–	(10)	(10)	(17)	48
3. Services de documentation		534	–	–	(11)	(11)	(2)	523
4. Services d'appui aux réunions et de publication		303	–	–	(12)	(12)	(4)	291
<i>Gestion des conférences (Genève)</i>								
2. Planification et coordination des services de conférence		77	–	–	(9)	(9)	(12)	68
3. Services de documentation		338	–	–	(8)	(8)	(2)	330
4. Services d'appui aux réunions et de publication		172	–	–	(1)	(1)	(1)	171
<i>Gestion des conférences (Vienne)^b</i>								
		–	–	–	–	–	–	–
<i>Gestion des conférences (Nairobi)</i>								
2. Planification et coordination des services de conférence		9	–	–	–	–	–	9
3. Services de documentation		29	–	–	(1)	(1)	(3)	28
4. Services d'appui aux réunions et de publication		26	–	–	(2)	(2)	(8)	24
Total		1 590	–	–	(56)	(56)	(4)	1 534

^a Part à la charge de l'ONU dans le cofinancement des activités de gestion des conférences à Vienne.

^b En ce qui concerne la gestion des conférences à Vienne, en 2019, 181 postes sont financés sur la base du partage des coûts et 186 le seront en 2020. La répartition des postes est indiquée dans les tableaux 2.30 et 2.32.

Figure 2.IX
Répartition des ressources proposées pour 2020, par sous-programme

(En millions de dollars des États-Unis)



Note : Les chiffres concernant l'Office des Nations Unies à Vienne représentent le montant global des ressources budgétaires prévues au titre du cofinancement des activités de gestion des conférences à Vienne.

Gestion des conférences (New York)

Sous-programme 1

Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

2.103 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 5 872 500 dollars et fait apparaître une diminution de 72 600 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.22 et la figure 2.X.

Tableau 2.22

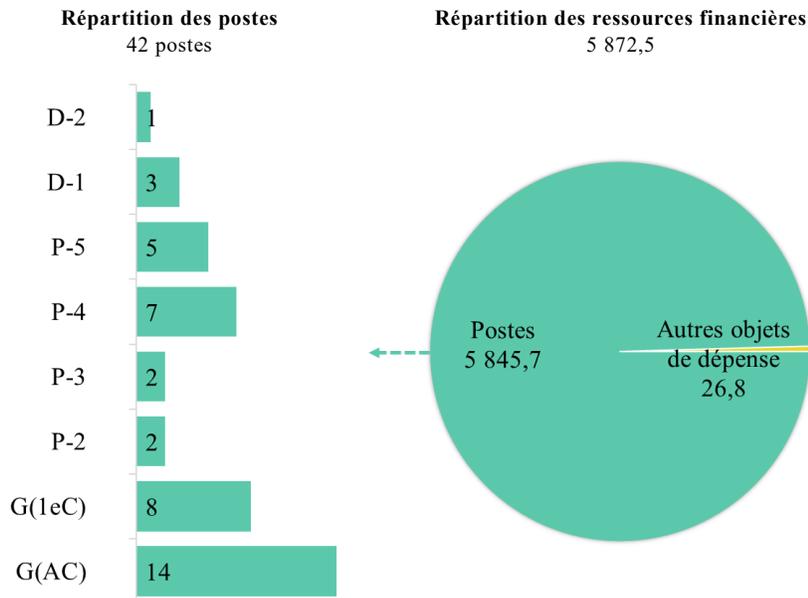
Sous-programme 1 (New York) : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	6 008,0	5 918,3	95,2	–	(167,8)	(72,6)	(1,2)	5 845,7
Autres objets de dépense	44,5	26,8	–	–	–	–	–	26,8
Total	6 052,5	5 945,1	95,2	–	(167,8)	(72,6)	(1,2)	5 872,5
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		20	–	–	–	–	–	20
Agents des services généraux et des catégories apparentées		24	–	–	(2)	(2)	(8,3)	22
Total		44	–	–	(2)	(2)	(4,5)	42

Figure 2.X
Sous-programme 1 (New York) : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviations : G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

2.104 La variation de 72 600 dollars s'explique comme suit :

- Ajustements techniques.** L'augmentation de 95 200 dollars au titre des postes correspond au coût en année pleine de deux postes d'agent(e) des services généraux (1^{re} classe) dont la création a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution [72/261](#) à compter de l'exercice 2018-2019 et auxquels un taux de vacance de 50 % a été appliqué ;
- Autres changements.** La diminution de 167 800 dollars au titre des postes s'explique par la suppression proposée d'un poste d'assistant(e) au service des séances [agent(e) des services généraux (Autres classes)] au Service des affaires de l'Assemblée générale et d'un poste d'assistant(e) au service des séances [agent(e) des services généraux (Autres classes)] au Service des affaires du Conseil économique et social. Elle est rendue possible par l'amélioration des méthodes de travail et la mise en place de services électroniques, comme eSponsorship et eSpeakers. En outre, le transfert d'un poste d'assistant(e) au service des séances [agent(e) des services généraux (Autres classes)] à la Section de la gestion des réunions (sous-programme 2) sera contrebalancé par le transfert d'un poste d'assistant(e) au service des séances [agent(e) des services généraux (Autres classes)] provenant de la Division de la documentation (sous-programme 3), sans que cela n'ait d'incidence sur les coûts.

Sous-programme 2 Planification et coordination des services de conférence

2.105 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 18 935 400 dollars et fait apparaître une diminution nette de 5 129 700 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.23 et dans les figures 2.XI et 2.XII.

Tableau 2.23

Sous-programme 2 (New York) : évolution des ressources financières et des postes

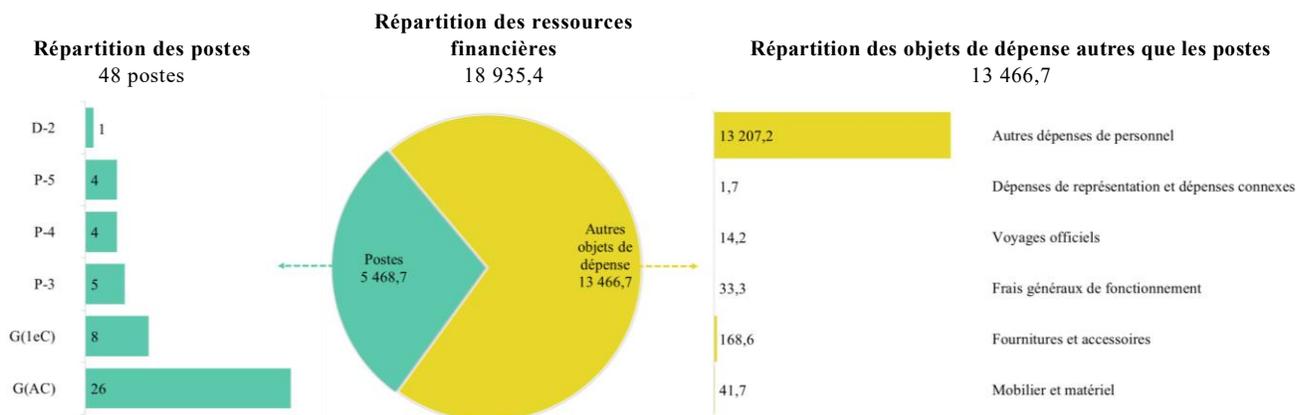
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	6 499,9	6 402,8	95,2	–	(1 029,3)	(934,1)	(14,6)	5 468,7
Autres objets de dépense	3 266,8	17 662,3	(2 127,7)	4 094,8	(6 162,7)	(4 195,6)	(23,8)	13 466,7
Total	9 766,7	24 065,1	(2 032,5)	4 094,8	(7 192,0)	(5 129,7)	(21,3)	18 935,4
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		15	–	–	(1)	(1)	(6,7)	14
Agents des services généraux et des catégories apparentées		43	–	–	(9)	(9)	(20,9)	34
Total		58	–	–	(10)	(10)	(17,2)	48

Figure 2.XI

**Sous-programme 2 (New York) : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

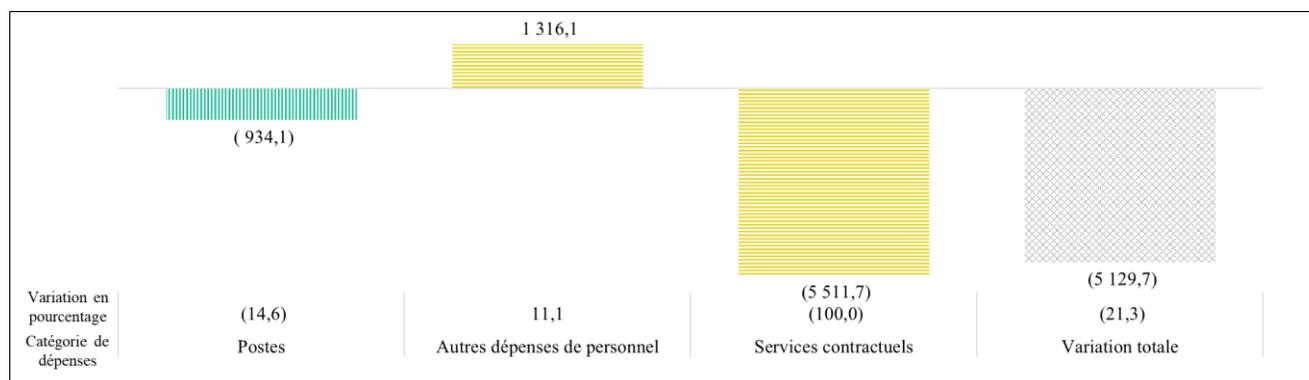


Abréviations : G (1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XII

Sous-programme 2 (New York) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.106 La variation de 5 129 700 dollars s'explique comme suit :

- a) **Ajustements techniques.** La diminution nette de 2 032 500 dollars tient au non-renouvellement de crédits prévus pour 2019 au titre des ressources autres que les postes (2 127 700 dollars). Elle est en partie contrebalancée par une augmentation au titre des postes correspondant au coût en année pleine de deux postes d'agent des services généraux (1^{re} classe) dont la création a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 72/261 à compter de l'exercice 2018-2019 et auxquels un taux de vacance de 50 % a été appliqué (95 200 dollars) ;
- b) **Nouveaux mandats et mandats élargis.** L'augmentation de 4 094 800 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes servira à financer l'exécution des mandats nouveaux ou élargis comme suite aux décisions prises par l'Assemblée générale dans les domaines suivants : océans et droit de la mer (résolution 73/124) ; problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus (résolution 72/55) ; viabilité des pêches, notamment grâce à l'Accord de 1995 aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs et à des instruments connexes (résolution 73/125) ; renforcement et promotion du régime conventionnel international (résolution 73/210) ; Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (résolution 73/195) ; comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (résolution 73/266) ; appel mondial pour une action concrète en vue de l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et de l'application intégrale et du suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (résolution 73/262) ; Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la lutte contre la tuberculose (résolution 73/3) ; coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des États arabes (résolution 73/267) ; progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale (résolution 73/27) ; suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement (résolution 73/143) ; commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (résolution 73/69) ;
- c) **Autres changements.** La diminution nette de 7 192 000 dollars s'explique par :
 - i) une diminution de 1 029 300 dollars au titre des postes liée à la réorganisation des activités de traduction contractuelle, les travaux de fond étant transférés à la Division de la documentation (sous-programme 3) et l'appui administratif étant assuré par le Service administratif. La réorganisation vise à rationaliser les modalités d'attribution des travaux confiés aux intervenants contractuels, à améliorer les méthodes de contrôle de la qualité

et à simplifier les procédures de paiement. Cette diminution s'explique en particulier par le transfert proposé de quatre postes d'assistant(e) aux références multilingues [agent(e) des services généraux (Autres classes)] à la Division de la documentation (sous-programme 3) ; la suppression d'un poste de fonctionnaire d'administration (P-3), de cinq postes d'assistant(e) aux références multilingues [agent(e) des services généraux (Autres classes)] et d'un poste de Chef de section (P-5) qui étaient consacrés aux activités de traduction contractuelle ; la création d'un poste de spécialiste hors classe de la gestion des programmes (P-5). Le ou la spécialiste hors classe de la gestion des programmes gèrera le projet consacré au *Journal des Nations Unies* et celui consacré au guichet unique et coordonnera les mesures prises par les départements et les centres de conférence pour exécuter les mandats émanant des organes intergouvernementaux et répondre aux besoins des clients. En outre, comme le nombre de réunions et de manifestations qui ne sont pas liées aux mécanismes intergouvernementaux a augmenté ces dernières années et est passé d'environ 2 300 en 2011 à 5 400 en 2018, tendance qui devrait se poursuivre dans les années à venir, les ressources limitées consacrées à la gestion des conférences ont été sollicitées à l'excès. Dans ce contexte, il est proposé que les moyens consacrés à la gestion de ces réunions soient financés au moyen de ressources extrabudgétaires et non plus au moyen du budget ordinaire : un poste d'assistant(e) principal au service des séances [agent(e) des services généraux (1^{re} classe)], à la Section de la gestion des réunions, cesserait ainsi d'être inscrit au budget ordinaire et un poste d'agent(e) des services généraux (1^{re} classe) serait créé et financé au moyen de fonds extrabudgétaires. Cette diminution sera en partie contrebalancée par le transfert d'un poste d'assistant(e) au service des séances [agent(e) des services généraux (Autres classes)] provenant de la Division des affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social (sous-programme 1) ;

- ii) une diminution de 6 162 700 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes due à la réorganisation des activités de traduction contractuelle (voir plus haut), qui consistera à transférer les ressources liées aux services contractuels à la Division de la documentation (sous-programme 3).

2.107 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 132 400 dollars (voir tableau 2.14), qui serviront à recruter du personnel temporaire pour les réunions chargé d'assurer les services de coordination des réunions qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire.

Sous-programme 3 Services de documentation

2.108 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 82 379 300 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 3 360 700 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.24 et dans les figures 2.XIII et 2.XIV.

Tableau 2.24

Sous-programme 3 (New York) : évolution des ressources financières et des postes

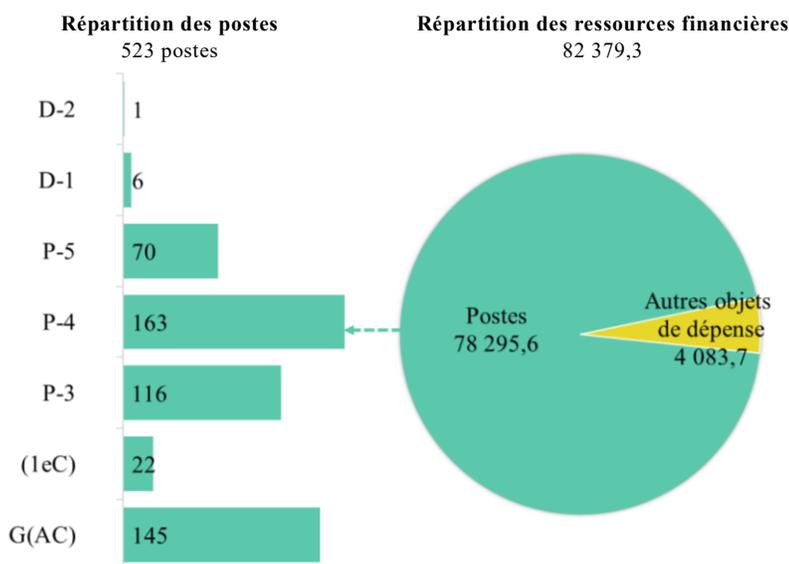
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	75 361,3	79 018,6	663,1	–	(1 386,1)	(723,0)	(0,9)	78 295,6	
Autres objets de dépense	5 704,7	–	–	–	4 083,7	4 083,7	–	4 083,7	
Total	81 066,0	79 018,6	663,1	–	2 697,6	3 360,7	4,3	82 379,3	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		361	–	–	(5)	(5)	(1,4)	356	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		173	–	–	(6)	(6)	(3,5)	167	
Total		534	–	–	(11)	(11)	(2,1)	523	

Figure 2.XIII

**Sous-programme 3 (New York) : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

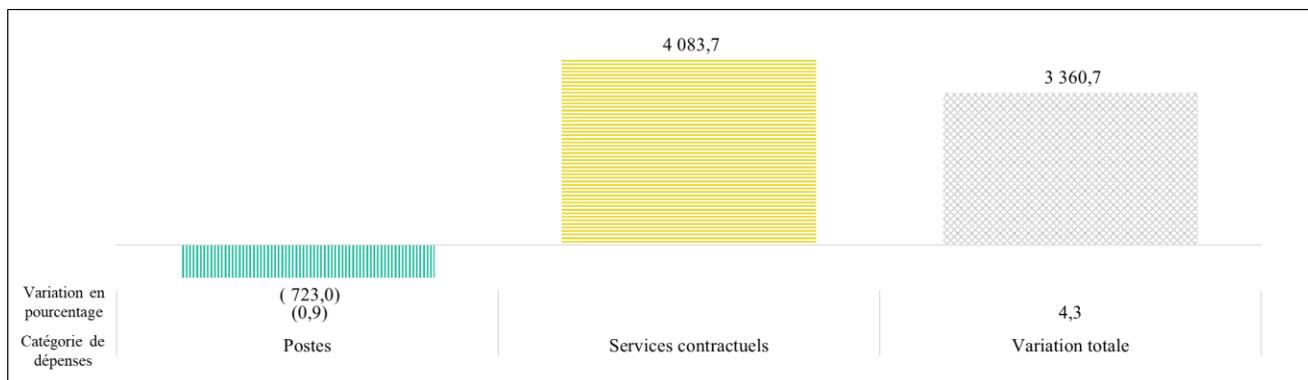


Abréviations : G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XIV

Sous-programme 3 (New York) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.109 La variation de 3 360 700 dollars s'explique comme suit :

- a) **Ajustements techniques.** L'augmentation de 663 100 dollars au titre des postes tient à la budgétisation du coût en année pleine de sept postes (6 P-5 et 1 P-3) dont la création a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution [72/261](#) à compter de l'exercice biennal 2018-2019 et auxquels un taux de vacance de 50 % a été appliqué ;
- b) **Autres changements.** L'augmentation nette de 2 697 600 dollars tient aux éléments suivants :
 - i) une diminution de 1 386 100 dollars au titre des postes liée à la suppression proposée d'un poste de bibliothécaire (P-3), de deux postes d'assistant(e) principal(e) aux références multilingues [agent(e) des services généraux (1^{re} classe)] et de sept postes d'assistant(e) aux référence multilingues [agent(e) des services généraux (Autres classes)], en raison de la poursuite de l'adoption de nouvelles technologies linguistiques et de l'amélioration des méthodes de travail ; le transfert à la composante Appui au programme d'un poste de linguiste informaticien(ne) hors classe (P-5) et de trois postes de linguiste informaticien(ne) (P-3) ; la suppression d'un poste d'assistant(e) aux références multilingues [agent(e) des services généraux (Autres classes)] pour tenir compte des besoins opérationnels actuels. Cette diminution sera en partie contrebalancée par le transfert de quatre postes d'assistant(e) aux références multilingues [agent(e) des services généraux (Autres classes)] provenant du sous-programme 2. En outre, le transfert d'un poste d'assistant(e) de publication assistée par ordinateur [agent(e) des services généraux (Autres classes)] provenant du sous-programme 4 sera compensé par le transfert au sous-programme 1 d'un poste d'assistant(e) au service des séances [agent(e) des services généraux (Autres classes)], sans que cela n'ait n'incidence sur les coûts ;
 - ii) une augmentation de 4 083 700 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes, liée à la réorganisation des activités de traduction contractuelle, qui relevaient auparavant du sous-programme 2 et qu'il est proposé de transférer à la Division de la documentation, la répartition du travail parmi les intervenants contractuels étant confiée aux services de traduction.

2.110 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 5 409 600 dollars (voir tableau 2.14), qui servira à la traduction, moyennant remboursement, de certains documents dont le traitement n'est pas prescrit.

Sous-programme 4

Services d'appui aux réunions et de publication

2.111 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 44 406 500 dollars et fait apparaître une diminution nette de 1 280 900 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.25 et dans les figures 2.XV et 2.XVI.

Tableau 2.25

Sous-programme 4 (New York) : évolution des ressources financières et des postes

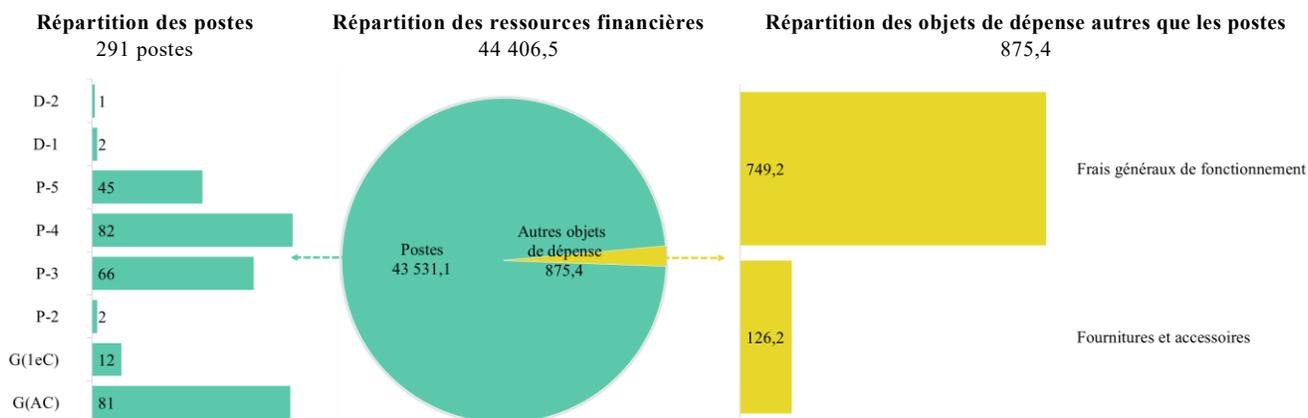
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	44 910,7	44 629,5	–	–	(1 098,4)	(1 098,4)	(2,5)	43 531,1	
Autres objets de dépense	6 221,8	1 057,9	–	–	(182,5)	(182,5)	(17,3)	875,4	
Total	51 132,5	45 687,4	–	–	(1 280,9)	(1 280,9)	(2,8)	44 406,5	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		199	–	–	(1)	(1)	(0,5)	198	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		104	–	–	(11)	(11)	(10,6)	93	
Total		303	–	–	(12)	(12)	(4,0)	291	

Figure 2.XV

Sous-programme 4 (New York) : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

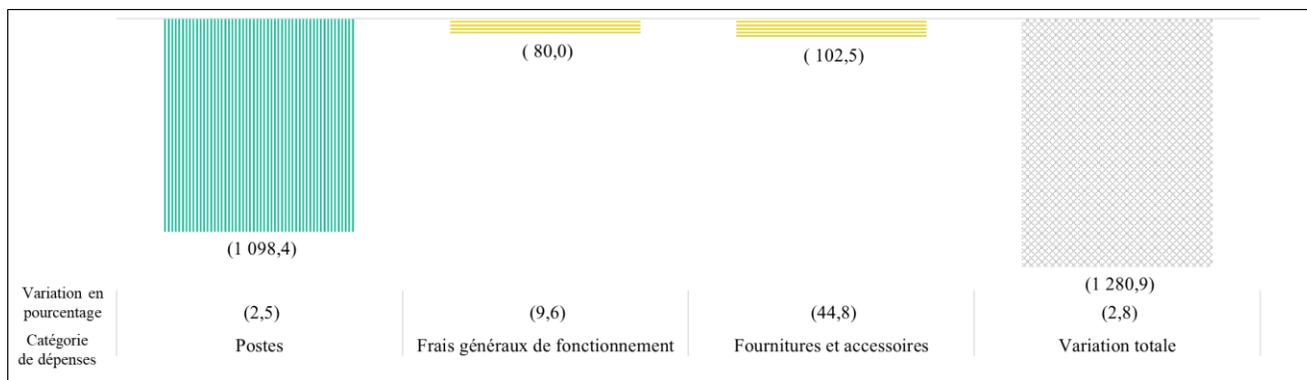


Abréviations : G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XVI

Sous-programme 4 (New York) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.112 La variation de 1 280 900 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. La diminution de 1 280 900 dollars tient aux éléments suivants :

- une diminution de 1 098 400 dollars au titre des postes liée : à la suppression proposée de huit postes d'assistant(e) de publication assistée par ordinateur [agent(e) des services généraux (Autres classes)] et d'un poste d'assistant(e) à la correction d'épreuves [agent(e) des services généraux (Autres classes)] en raison de l'évolution des méthodes de travail rendue possible par l'utilisation de l'informatique ; la suppression d'un poste de fonctionnaire d'administration (P-3) et d'un poste d'assistant(e) principal(e) (publications) [agent(e) des services généraux (1^{re} classe)], qui contrebalancera la création d'un poste de fonctionnaire des finances et du budget (P-3) et d'un poste d'assistant(e) principal(e) (budget et finances) [agent(e) des services généraux (1^{re} classe)] au Service administratif et qui reflétera l'évolution des besoins opérationnels ; le transfert d'un poste d'assistant(e) à la publication assistée par ordinateur [agent(e) des services généraux (Autres classes)] au sous-programme 3 ;
- une diminution de 182 500 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes, liée à la réduction des frais généraux de fonctionnement et des dépenses afférentes aux fournitures et accessoires, compte étant tenu des dépenses passées.

2.113 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 1 846 600 dollars (voir tableau 2.14), qui servira à financer les services d'interprétation à fournir, moyennant remboursement, aux réunions et aux activités qui ne sont pas inscrites au calendrier des conférences approuvé. Les ressources que l'on s'attend à recevoir en 2020 font apparaître une diminution de 89 700 dollars par rapport à 2019.

Gestion des conférences (Genève)¹

Sous-programme 2

Planification et coordination des services de conférence

2.114 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 28 827 400 dollars et fait apparaître une diminution nette de 5 794 500 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.26 et dans les figures 2.XVII et 2.XVIII.

¹ Le sous-programme 1 relève exclusivement du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences au Siège.

Tableau 2.26

Sous-programme 2 (Genève) : évolution des ressources financières et des postes

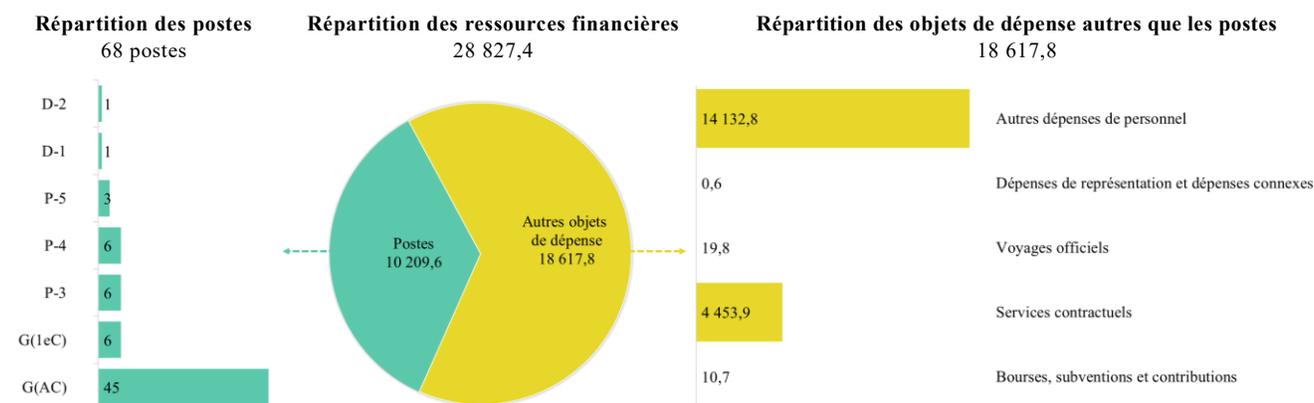
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	10 549,3	11 400,9	–	–	(1 191,3)	(1 191,3)	(10,4)	10 209,6
Autres objets de dépense	5 755,8	23 221,0	(3 451,3)	497,4	(1 649,3)	(4 603,2)	(19,8)	18 617,8
Total	16 305,1	34 621,9	(3 451,3)	497,4	(2 840,6)	(5 794,5)	(16,7)	28 827,4
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		18	–	–	(1)	(1)	(5,6)	17
Agents des services généraux et des catégories apparentées		59	–	–	(8)	(8)	(13,6)	51
Total		77	–	–	(9)	(9)	(11,7)	68

Figure 2.XVII

**Sous-programme 2 (Genève) : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

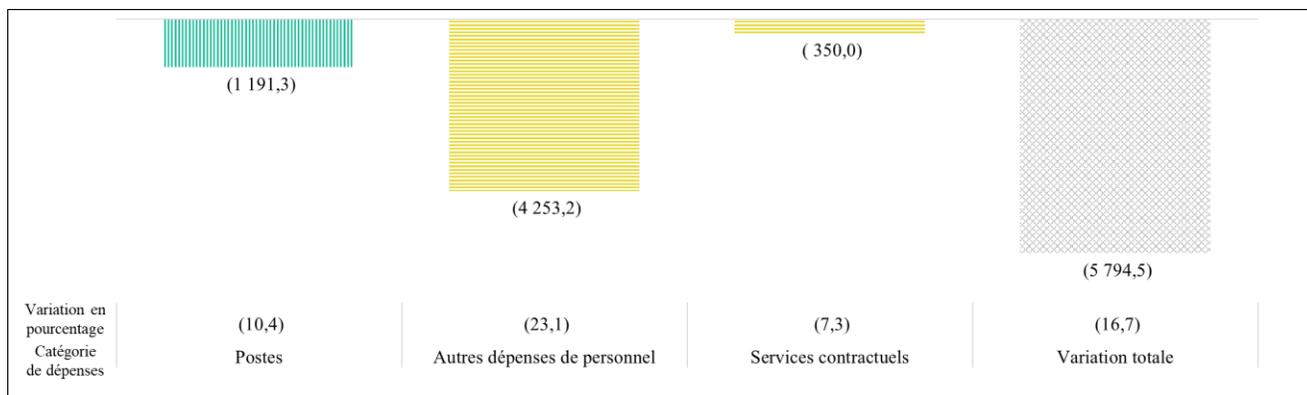


Abbreviations : G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XVIII

Sous-programme 2 (Genève) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.115 La variation de 5 794 500 dollars s'explique comme suit :

- a) **Ajustements techniques.** La diminution de 3 451 300 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes tient au non-renouvellement des crédits qui avaient été ouverts, en application des résolutions [72/262 A](#) et [73/279 A](#) de l'Assemblée générale, pour couvrir les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses trente-quatrième à trente-neuvième sessions ;
- b) **Nouveaux mandats et mandats élargis.** L'augmentation de 497 400 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes tient aux ressources qui seront nécessaires, en application de la résolution [73/279 A](#) de l'Assemblée, pour couvrir les prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à ses trente-septième à trente-neuvième sessions et à sa vingt-huitième session extraordinaire ;
- c) **Autres changements.** La diminution nette de 2 840 600 dollars s'explique comme suit :
 - i) une diminution de 1 191 300 dollars au titre des postes, qui tient à la suppression proposée d'un poste d'assistant(e) à la gestion des réunions [agent(e) des services généraux (Autres classes)] à la Section de la gestion des réunions, en raison des améliorations apportées à la programmation des séances ; au transfert du Groupe des travaux contractuels, qui comprend un poste de chef (P-4) et sept postes d'assistant(e) à la gestion des documents [agent(e) des services généraux (Autres classes)], au sous-programme 3, compte tenu des besoins opérationnels ; au transfert d'un poste d'interprète (P-3) au sous-programme 4 afin d'optimiser le ratio entre les postes P-3 et P-4 dans le Service d'interprétation et d'assurer la planification de la relève en donnant aux interprètes débutants inscrits sur la liste de réserve plus de chances d'être recrutés. Cette diminution est en partie contrebalancée par le reclassement d'un poste de fonctionnaire des services de conférence (P-3) en poste de spécialiste de l'organisation des conférences (P-4) pour tenir compte des responsabilités accrues liées à la coordination des services de conférence, la demande ne cessant d'augmenter et les services étant de plus complexes et modulés en fonction des besoins, et par le transfert d'un poste de spécialiste des ressources humaines (P-4) provenant du sous-programme 4 ;
 - ii) une diminution de 1 649 300 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes, rendue possible par la poursuite de la réorganisation du tableau d'effectifs de façon à passer à une structure en losange, comme suite à la résolution [72/261](#) de l'Assemblée générale.

Titre premier Politique, direction et coordination d'ensemble

2.116 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 598 200 dollars (voir tableau 2.14), qui serviront à recruter du personnel temporaire pour les réunions chargé d'assurer les services de coordination des réunions qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire.

**Sous-programme 3
Services de documentation**

2.117 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 52 433 200 dollars et fait apparaître une diminution nette de 350 200 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.27 et dans les figures 2.XIX et 2.XX.

Tableau 2.27

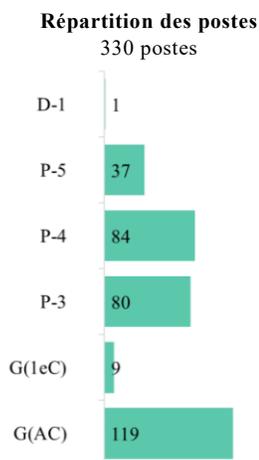
Sous-programme 3 (Genève) : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	51 285,8	52 783,4	256,5	–	(606,7)	(350,2)	(0,7)	52 433,2	
Autres objets de dépense	6 611,1	–	–	–	–	–	–	–	
Total	57 896,9	52 783,4	256,5	–	(606,7)	(350,2)	(0,7)	52 433,2	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		204	–	–	(2)	(2)	(1,0)	202	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		134	–	–	(6)	(6)	(4,5)	128	
Total		338	–	–	(8)	(8)	(2,4)	330	

Figure 2.XIX
Sous-programme 3 (Genève) : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

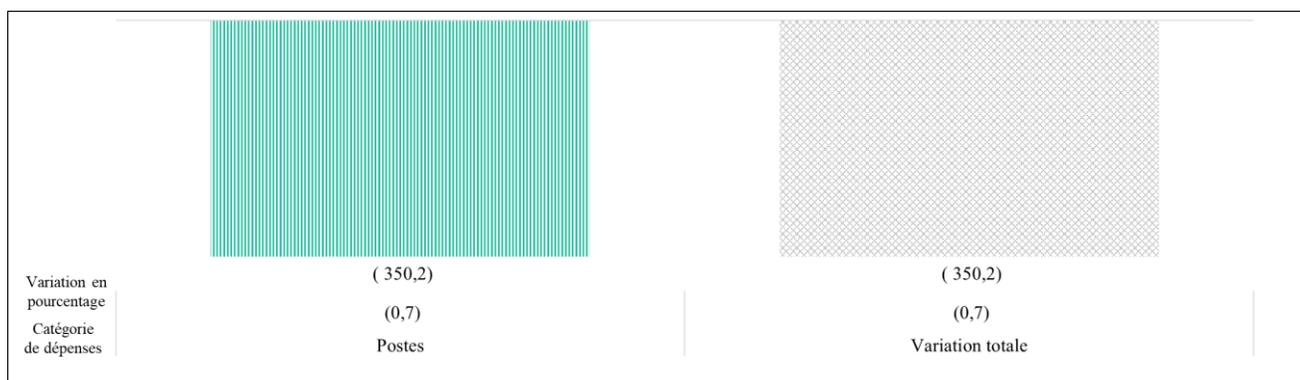
(Nombre de postes)



Abbreviations : G(1^{re}C)) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XX
Sous-programme 3 (Genève) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.118 La variation de 350 200 dollars s'explique comme suit :

- a) **Ajustements techniques.** L'augmentation de 256 500 dollars au titre des postes tient à la budgétisation du coût en année pleine de trois postes (P-4) dont la création a été approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution [72/261](#) à compter de l'exercice biennal 2018-2019 et auxquels un taux de vacance de 50 % a été appliqué ;
- b) **Autres changements.** La diminution de 606 700 dollars au titre des postes s'explique par la suppression proposée de sept postes d'assistant(e) aux références multilingues [agent(e) des services généraux (Autres classes)], d'un poste d'assistant(e) à la gestion des documents [agent(e) des services généraux (Autres classes)] et d'un poste d'assistant(e) aux systèmes d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] au Groupe des références et par celle d'un poste d'assistant(e) principal(e) aux références multilingues [agent(e) des services généraux (1^{re} classe)] et d'un poste d'assistant(e) d'édition principal(e) [agent(e) des

services généraux (1^{re} classe)] au Groupe de l'appui linguistique, qui découle de la restructuration des procédures et des innovations technologiques ; le transfert de trois postes de spécialiste des systèmes d'information (P-3) et de deux postes d'assistant(e) aux systèmes d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] à la composante Appui au programme, compte tenu des besoins opérationnels. Elle sera contrebalancée en partie par le transfert, en provenance du sous-programme 2, du Groupe des travaux contractuels, qui comprend un poste de chef (P-4) et sept postes d'assistant(e) à la gestion des documents [agent(e) des services généraux (Autres classes)], compte tenu des besoins opérationnels, par le reclassement de P-3 à P-4 de deux postes d'éditeur(trice) à la Section de l'édition (P-4) afin de renforcer l'assurance qualité et la formation en vue de la soumission, dans les délais, de documents techniques destinés à la Commission du droit international et de documents relatifs aux droits de la personne, par le reclassement de huit postes de traducteur(trice) (P-3) qui seront transformés en poste de réviseur(se) (P-4) et de six postes de réviseur(se) (P-4) en poste de réviseur(se) hors classe (P-5), qui est motivé par la mise en place, comme suite à la résolution 72/261 de l'Assemblée générale, d'une structure en losange qui facilitera le traitement des documents, et par le reclassement du poste de chef du Groupe des références (P-4) en poste de chef de la Section des technologies multilingues (P-5), nouvellement créée, de façon à faciliter la diffusion des outils technologiques et la mise en œuvre des réformes.

- 2.119 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 1 260 000 dollars (voir tableau 2.14), qui serviront à recruter du personnel temporaire pour les réunions chargé d'assurer les services de documentation qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire.

Sous-programme 4 Services d'appui aux réunions et de publication

- 2.120 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 27 917 900 dollars et fait apparaître une diminution nette de 276 400 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.28 et la figure 2.XXI.

Tableau 2.28

Sous-programme 4 (Genève) : évolution des ressources financières et des postes

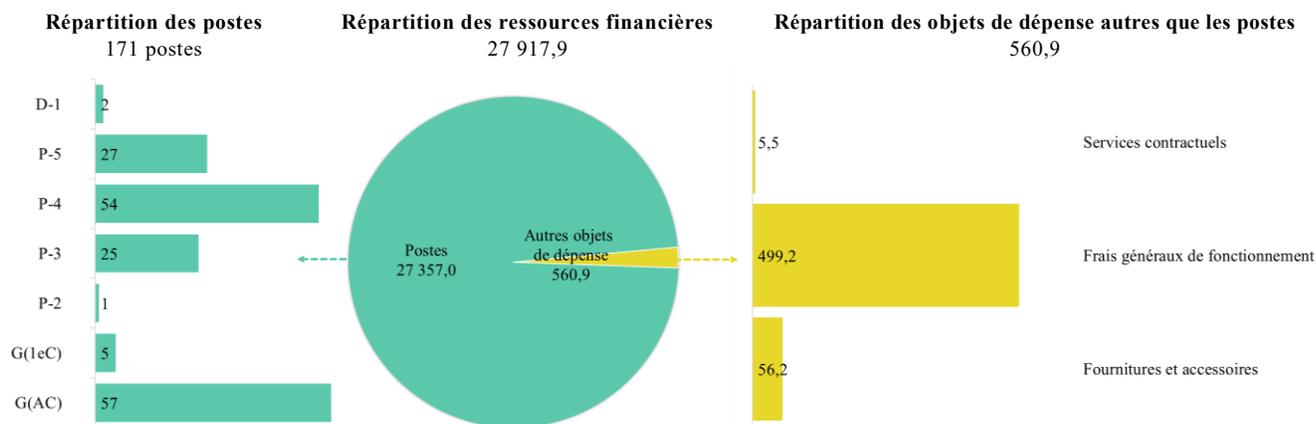
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	30 379,2	27 633,4	–	–	(276,4)	(276,4)	(1,0)	27 357,0	
Autres objets de dépense	3 725,9	560,9	–	–	–	–	–	560,9	
Total	34 105,1	28 194,3	–	–	(276,4)	(276,4)	(1,0)	27 917,9	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		107	–	–	2	2	1,9	109	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		65	–	–	(3)	(3)	(4,6)	62	
Total		172	–	–	(1)	(1)	(0,6)	171	

Figure 2.XXI

Sous-programme 4 (Genève) : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviations : G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

2.121 La variation de 276 400 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. La diminution nette de 276 400 dollars au titre des postes s'explique par la suppression proposée d'un poste d'assistant(e) à la gestion des documents [agent(e) des services généraux (Autres classes)] et d'un poste d'assistant(e) à la distribution des documents [agent(e) des services généraux (Autres classes)] au Service de la production et de l'appui et d'un poste d'assistant(e) administratif(ve) [agent(e) des services généraux (Autres classes)] au Service d'interprétation, en raison des modifications apportées aux procédures administratives et aux procédures de distribution ; par le transfert d'un poste de spécialiste des ressources humaines (P-4) au sous-programme 2 pour optimiser le rapport entre les postes P-3 et P-4 du Service d'interprétation (sous-programme 4). Cette diminution est en partie contrebalancée par la création d'un poste de spécialiste de la gestion des programmes (P-3) et d'un poste de spécialiste de la gestion des programmes (adjoint de 1^{re} classe) (P-2) à la Section de la conception et de la production, pour faire face à l'augmentation de la charge de travail liée à l'élaboration de contenus multicanaux ; par le transfert d'un poste d'interprète (P-3) provenant du sous-programme 2.

2.122 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 2 602 700 dollars (voir tableau 2.14), qui serviront à recruter du personnel temporaire pour les réunions chargé d'assurer les services d'interprétation et les services de reproduction et de distribution pour les réunions qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire.

Gestion des conférences (Vienne)¹

2.123 Dans sa résolution 49/237, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de procéder à la mise en place de services de conférence unifiés au Centre international de Vienne, qui seraient administrés par l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, le Service de la gestion des conférences fournit des services non seulement à l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'ONU DC, mais aussi à l'AIEA, à l'ONUDI et à la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Aux termes du mémorandum d'accord signé entre les organisations ayant leurs bureaux au Centre international de Vienne, l'AIEA fournit à tous ces organismes des services communs d'impression.

2.124 Il est prévu que, pour 2020, les services à fournir à celles des organisations clientes indiquées ci-dessus qui ne relèvent pas du Secrétariat de l'ONU représenteront, dans le volume de travail du

Service, environ 39 % des services d'interprétation, 24 % du service des séances, 16 % des services de reproduction, 20 % des services de distribution, 12 % des services de publication assistée par ordinateur et de préparation de copie et 14 % des services de traduction.

Part à la charge de l'Organisation des Nations Unies

- 2.125 Le montant des ressources à inscrire au budget-programme de l'ONU au titre des services de conférence à Vienne représente la part à la charge de l'Organisation dans ces activités. Toutefois, le montant global des ressources budgétaires afférentes aux services de conférence unifiés, dont la responsabilité incombe à l'ONU en vertu des accords régissant ces services et qui sert de base au calcul de la part à la charge de l'ONU, est également présenté à l'Assemblée générale pour examen et approbation. Les prévisions qui suivent se rapportent donc à la fois au montant global des ressources budgétaires afférentes aux services unifiés et à la part restant à la charge de l'ONU une fois déduites les sommes à rembourser par les organismes ne relevant pas du Secrétariat, comme indiqué dans le tableau 2.29.

Tableau 2.29

Programme de travail (Vienne) : évolution des besoins par composante

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018	2019	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
Services de conférence (montant global des ressources budgétaires)	28 781,1	30 490,4	30 919,4
Remboursements de l'AIEA, de l'ONUDI et de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	5 010,3	5 881,3	5 652,6
Part à la charge de l'Organisation des Nations Unies	23 770,8	24 609,1	25 266,8

- 2.126 Comme indiqué ci-dessus, le montant à inscrire au budget ordinaire pour 2020 est estimé à 25 266 800 dollars.

Sous-Programme 2

Planification et coordination des services de conférence

- 2.127 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 5 776 800 dollars et fait apparaître une diminution nette de 241 100 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.30 et dans les figures 2.XXII et 2.XXIII.

Tableau 2.30

Sous-programme 2 (Vienne) : évolution des ressources financières et des postes (montant global des ressources budgétaires)

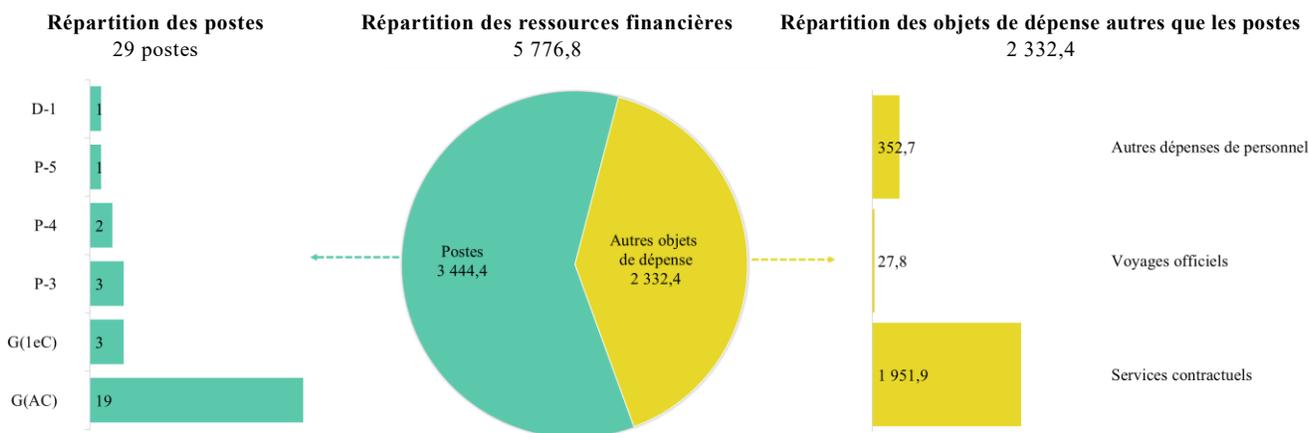
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	3 229,6	3 444,4	–	–	–	–	–	3 444,4
Autres objets de dépense	1 960,8	2 573,5	–	–	(241,1)	(241,1)	(9,4)	2 332,4
Total	5 190,4	6 017,9	–	–	(241,1)	(241,1)	(4,0)	5 776,8
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		7	–	–	–	–	–	7
Agents des services généraux et des catégories apparentées		22	–	–	–	–	–	22
Total		29	–	–	–	–	–	29

Figure 2.XXII

Sous-programme 2 (Vienne) : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts) (montant global des ressources budgétaires)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

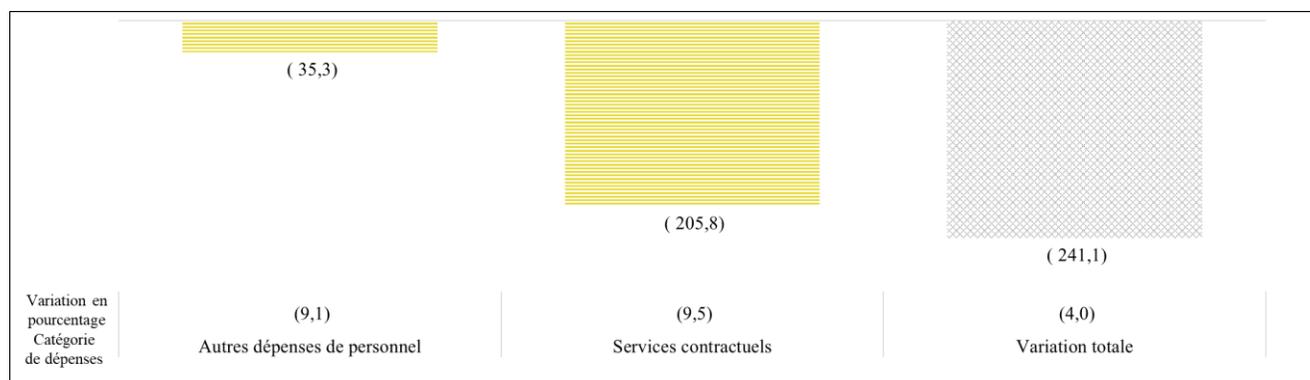


Abréviations : G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XXIII

Sous-programme 2 (Vienne) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses (montant global des ressources budgétaires)

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.128 La variation de 241 100 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. La diminution de 241 100 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes tient à une réduction des besoins relatifs aux services contractuels.

2.129 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 220 000 dollars, qui serviront à recruter du personnel temporaire pour les réunions chargé d'assurer les services de coordination des réunions qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire. Les ressources que l'on s'attend à recevoir en 2020 font apparaître une diminution de 192 000 dollars par rapport à 2019.

Sous-programme 3 Services de documentation

2.130 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire (part à la charge de l'ONU) pour 2020 s'élève à 15 080 000 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 644 400 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.31 et dans les figures 2.XXIV et 2.XXV.

Tableau 2.31

Sous-programme 3 (Vienne) : évolution des ressources financières et des postes (montant global des ressources budgétaires)

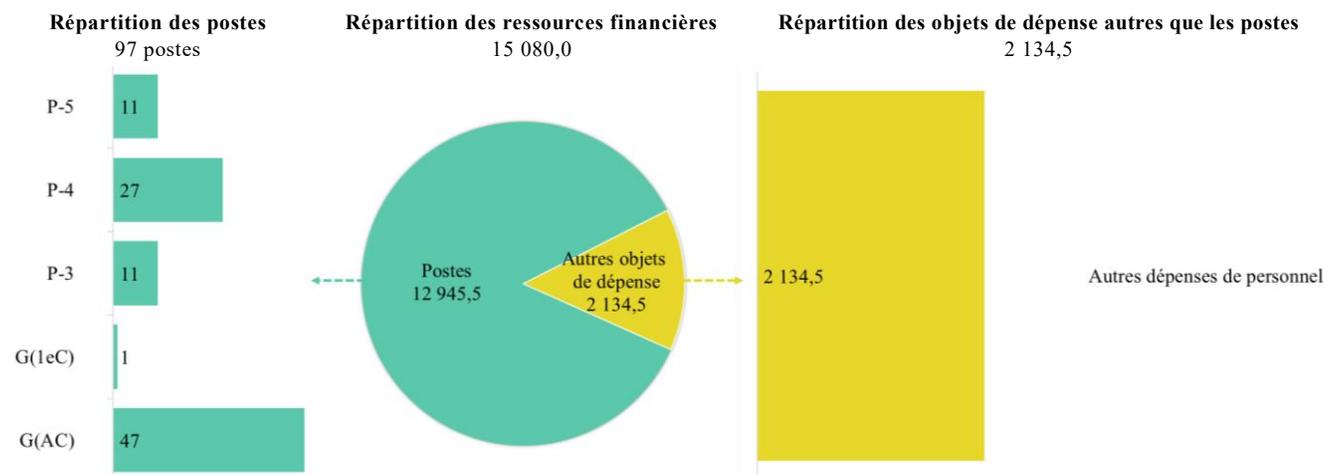
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	12 620,4	12 751,5	–	–	194,0	194,0	1,5	12 945,5
Autres objets de dépense	1 428,0	1 684,1	(280,5)	900,0	(169,1)	450,4	26,7	2 134,5
Total	14 048,4	14 435,6	(280,5)	900,0	24,9	644,4	4,5	15 080,0

	2018 (dépenses effectives)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)	
		2019 (crédits ouverts)	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total		Pourcentage
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		49	-	-	-	-	-	49
Agents des services généraux et des catégories apparentées		47	-	-	1	1	2,1	48
Total		96	-	-	1	1	1,0	97

Figure 2.XXIV
Sous-programme 3 (Vienne) : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts) (montant global des ressources budgétaires)

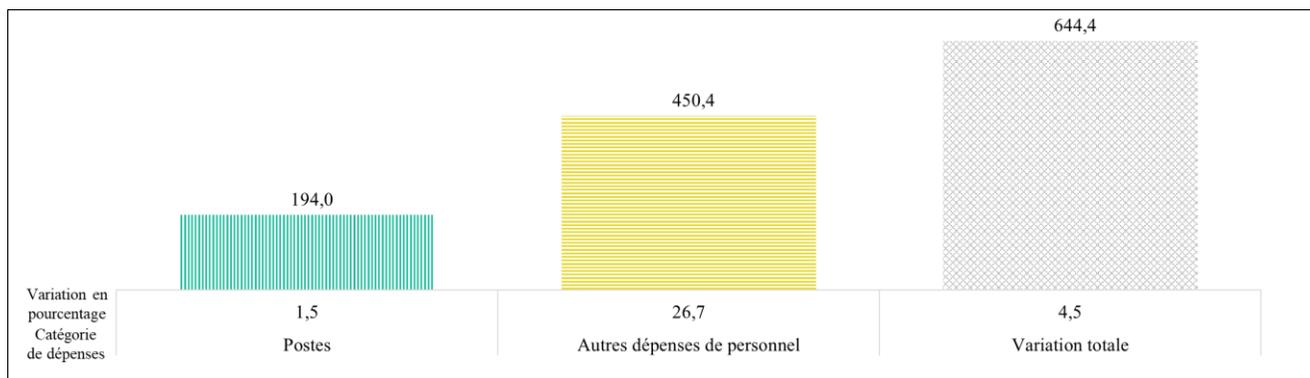
(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Abréviations : G(1^eC) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XXV
Sous-programme 3 (Vienne) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses (montant brut du budget)

(En milliers de dollars des États-Unis)



- 2.131 La variation de 644 400 dollars s'explique comme suit :
- a) **Ajustements techniques.** La diminution de 280 500 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes tient au non-renouvellement de crédits se rapportant à la préparation du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui aura lieu en 2020 ;
 - b) **Nouveaux mandats et mandats élargis.** L'augmentation de 900 000 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes a trait à des dépenses non renouvelables, inscrites à la rubrique Autres dépenses de personnel, afférentes à la documentation destinée au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se tiendra en application de la résolution 2018/16 du Conseil économique et social et de la résolution 73/184 de l'Assemblée générale ;
 - c) **Autres changements.** L'augmentation nette de 24 900 dollars s'explique comme suit :
 - i) Une augmentation de 194 000 dollars au titre des postes liée au reclassement de cinq postes de traducteur(trice) (P-3) qui seraient transformés en postes de réviseur(se) (P-4) – reclassement motivé par la mise en place, comme suite à la résolution 72/261 de l'Assemblée générale, d'une structure en losange qui facilitera le traitement des documents –, et à la transformation en poste permanent d'un poste d'assistant(e) d'édition et de publication assistée par ordinateur [agent(e) des services généraux (Autres classes)] actuellement financé au moyen de ressources consacrées au personnel temporaire pour les réunions, comme suite à une recommandation du Bureau des services de contrôle interne concernant le fait que ces ressources ne devraient pas servir à financer des postes – opérationnels ou autres – occupés par du personnel essentiel ;
 - ii) Une diminution de 169 100 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes, liée à des réductions au titre des autres dépenses de personnel, y compris la transformation en poste permanent d'un poste financé au moyen de ressources réservées au personnel temporaire (autre que pour les réunions).
- 2.132 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 600 000 dollars, qui serviront à recruter du personnel temporaire pour les réunions chargé d'assurer les services de documentation qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire.

Sous-programme 4 Services d'appui aux réunions et de publication

- 2.133 Le montant global des ressources proposées pour 2020 s'élève à 10 062 600 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 25 700 dollars par rapport à 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.32 et dans les figures 2.XXVI et 2.XXVII.

Tableau 2.32

Sous-programme 4 (Vienne) : évolution des ressources financières et des postes (montant global des ressources budgétaires)

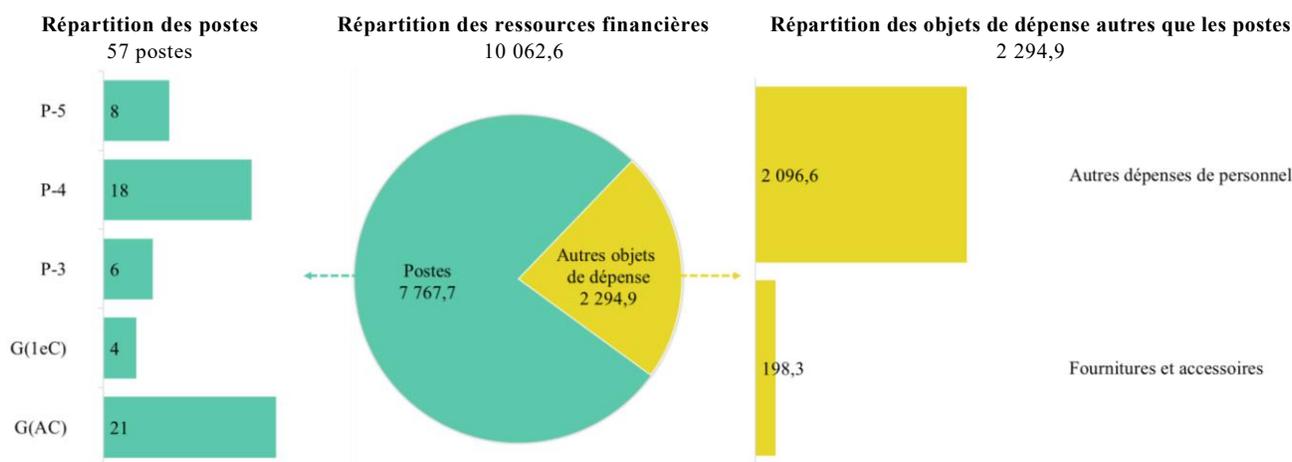
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements					2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	7 757,0	7 444,2	–	–	323,5	323,5	4,3	7 767,7
Autres objets de dépense	1 785,3	2 592,7	(135,4)	644,0	(806,4)	(297,8)	(11,5)	2 294,9
Total	9 542,3	10 036,9	(135,4)	644,0	(482,9)	25,7	0,3	10 062,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		32	–	–	–	–	–	32
Agents des services généraux et des catégories apparentées		20	–	–	5	5	25,0	25
Total		52	–	–	5	5	9,6	57

Figure 2.XXVI

Sous-programme 4 (Vienne) : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts) (montant global des ressources budgétaires)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

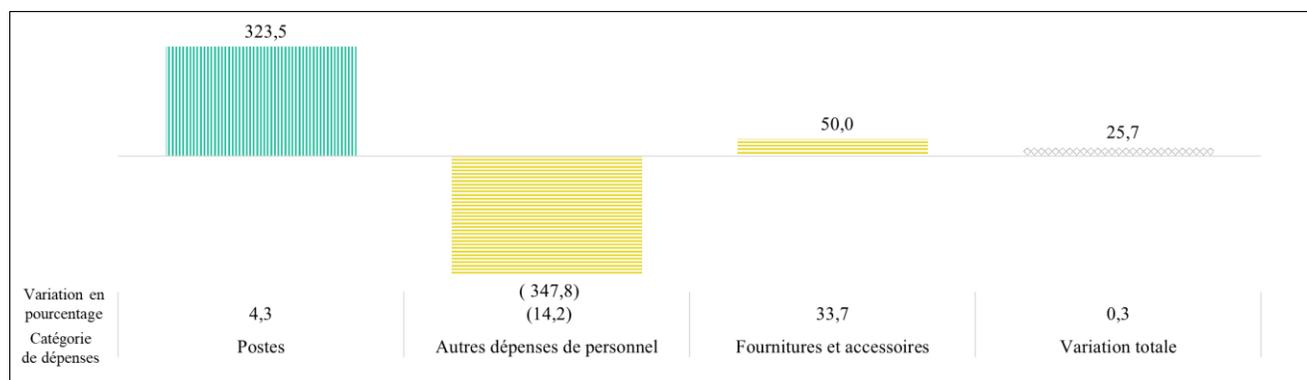


Abréviations : G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XXVII

Sous-programme 4 (Vienne) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses (montant global des ressources budgétaires)

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.134 La variation de 25 700 dollars s'explique comme suit :

- a) **Ajustements techniques.** La diminution de 135 400 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes tient au non-renouvellement des crédits ouverts pour couvrir les dépenses afférentes aux préparatifs du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se tiendra en 2020 ;
- b) **Nouveaux mandats et mandats élargis.** L'augmentation de 644 000 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes a trait à des dépenses non renouvelables afférentes aux services d'interprétation et aux dépenses connexes prévues pour le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui se tiendra en application de la résolution 2018/16 du Conseil économique et social et de la résolution 73/184 de l'Assemblée générale ;
- c) **Autres changements.** La diminution nette de 482 900 dollars tient aux éléments suivants :
 - i) une augmentation de 323 500 dollars au titre des postes, liée à la transformation en postes permanents d'un poste d'assistant(e) à la distribution des documents [agent(e) des services généraux (Autres classes)] et de quatre postes d'assistant(e) à la gestion des documents [agent(e) des services généraux (Autres classes)] actuellement financés au moyen de ressources réservées au personnel temporaire pour les réunions, et au reclassement de deux postes d'assistant(e) graphiste [agent(e) des services généraux (Autres classes)] en postes d'assistant(e) graphiste principal(e) [agent(e) des services généraux (1^{re} classe)] à la Section des publications, de la bibliothèque et des services en anglais, afin de répondre à l'augmentation de la demande de produits interactifs et accessibles ;
 - ii) une diminution de 806 400 dollars au titre des autres objets de dépense, liée à la baisse des dépenses afférentes aux services d'interprétation qui sont inscrites à la rubrique Autres dépenses de personnel, du fait notamment de la transformation en postes permanents de cinq postes précédemment financés au moyen de ressources réservées aux personnel temporaire.

2.135 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 655 000 dollars, qui serviront à recruter du personnel temporaire pour les réunions chargé d'assurer les services d'interprétation et de reproduction des documents qui ne sont pas imputés sur le budget ordinaire. Les ressources que l'on s'attend à recevoir en 2020 font apparaître une baisse de 155 000 dollars par rapport à 2019.

Gestion des conférences (Nairobi)¹

Sous-programme 2 Planification et coordination des services de conférence

2.136 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 2 456 100 dollars et fait apparaître une diminution nette de 30 800 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.33 et dans les figures 2.XXVIII et 2.XXIX.

Tableau 2.33

Sous-programme 2 (Nairobi) : évolution des ressources financières et des postes

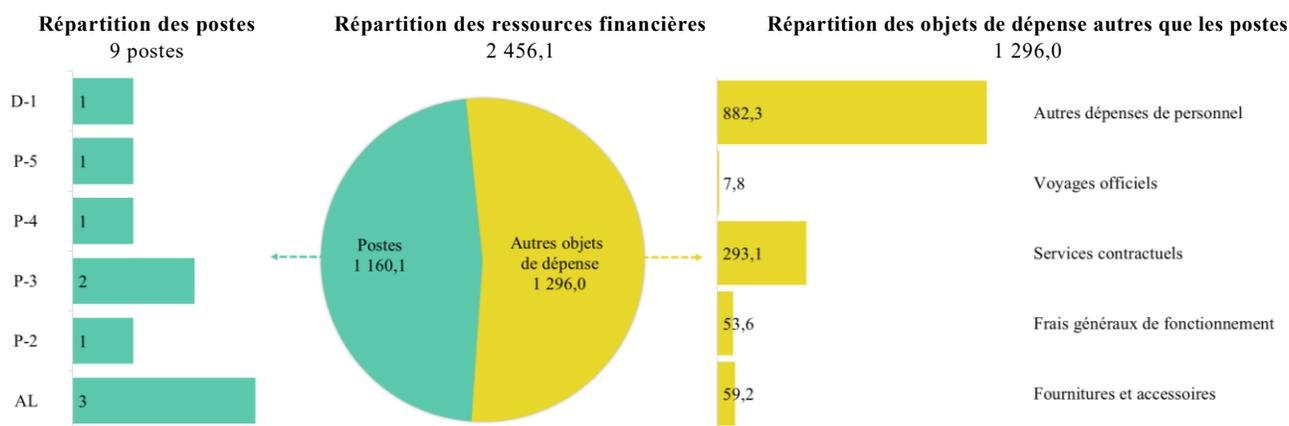
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	1 220,7	1 160,1	–	–	–	–	–	1 160,1	
Autres objets de dépense	496,6	1 326,8	–	38,6	(69,4)	(30,8)	(2,3)	1 296,0	
Total	1 717,3	2 486,9	–	38,6	(69,4)	(30,8)	(1,2)	2 456,1	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		6	–	–	–	–	–	6	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	–	–	–	–	–	3	
Total		9	–	–	–	–	–	9	

Figure 2.XXVIII

Sous-programme 2 (Nairobi) : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

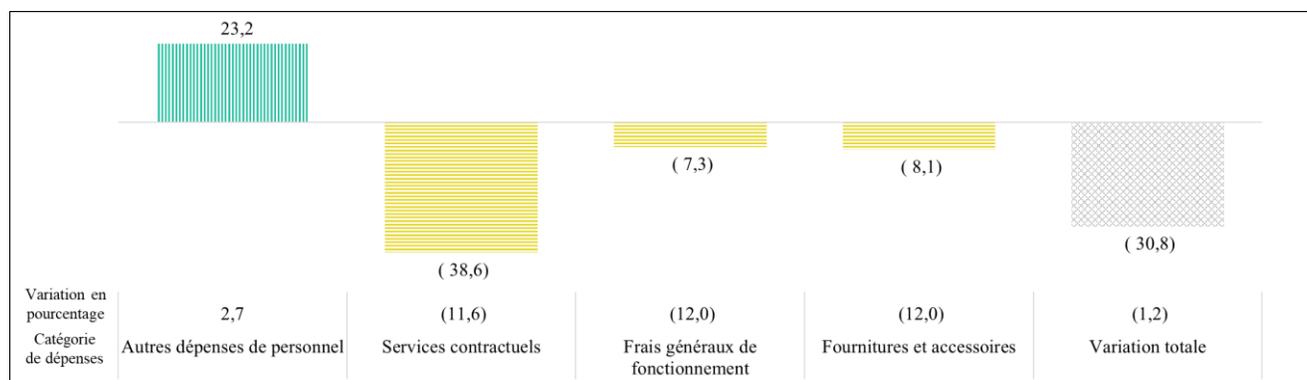


Abréviation : AL = agent(e) local(e).

Figure 2.XXIX

Sous-programme 2 (Nairobi) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.137 La variation de 30 800 dollars s'explique comme suit :

- Nouveaux mandats et mandats élargis.** L'augmentation de 38 600 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes tient aux ressources supplémentaires qui seront nécessaires pour couvrir les dépenses afférentes à l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement, approuvées en application de la résolution 73/260 de l'Assemblée générale ;
- Autres changements.** La diminution de 69 400 dollars au titre des objets de dépense autres que les postes s'explique par une meilleure planification des capacités requises pour faire face aux pointes d'activité et par la centralisation des demandes de services, qui permet de faire des économies d'échelle.

2.138 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 2 817 400 dollars (voir tableau 2.14). Combinées aux crédits inscrits au budget ordinaire, ces ressources serviront à régler les dépenses afférentes à 33 postes ainsi que les dépenses connexes, à savoir les autres dépenses de personnel, le personnel temporaire pour les réunions, les voyages et les autres frais de fonctionnement liés aux services de planification et de coordination des réunions et de la documentation qui seront fournis aux clients moyennant remboursement. En outre, des ressources versées par des donateurs permettront d'assurer la coordination et l'exécution d'activités de projet visant notamment à apporter un appui à des universités et à des étudiants dans le cadre du Consortium panafricain pour un master en interprétation et en traduction, qui a été mis en place en vue d'établir un réseau d'universités reconnues comme centres d'excellence en Afrique pour l'enseignement de l'interprétation et de la traduction. Les ressources que l'on s'attend à recevoir en 2020 font apparaître une baisse de 597 000 dollars par rapport à 2019.

Sous-programme 3 Services de documentation

2.139 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 4 069 800 dollars et fait apparaître une diminution nette de 25 400 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.34 et la figure 2.XXX.

Tableau 2.34

Sous-programme 3 (Nairobi) : évolution des ressources financières et des postes

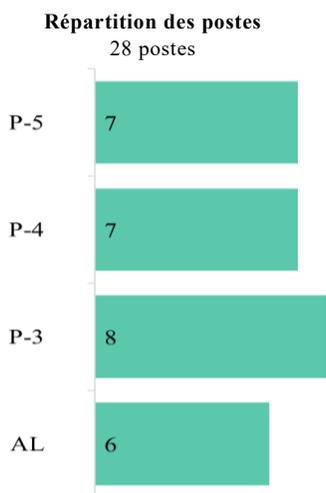
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	3 849,6	4 095,2	–	–	(25,4)	(25,4)	(0,6)	4 069,8	
Autres objets de dépense	–	–	–	–	–	–	–	–	
Total	3 849,6	4 095,2	–	–	(25,4)	(25,4)	(0,6)	4 069,8	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		22	–	–	–	–	–	22	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		7	–	–	(1)	(1)	(14,3)	6	
Total		29	–	–	(1)	(1)	(3,4)	28	

Figure 2.XXX

**Sous-programme 3 (Nairobi) : répartition des ressources proposées pour 2020
(avant actualisation des coûts)**

(En nombre de postes)



Abréviation : AL = agent(e) local(e).

2.140 La variation de 25 400 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. La diminution nette de 25 400 dollars est liée à la suppression proposée d'un poste d'assistant(e) d'édition et de publication assistée par ordinateur [agent(e) local(e)] à la Section de traduction et d'édition du fait de la réorganisation des processus d'exécution des tâches et de l'incidence des innovations technologiques sur la gestion des documents. Elle est partiellement contrebalancée par le reclassement d'un poste de réviseur(euse) espagnol(e) (P-4) en poste de réviseur(euse) hors-classe (P-5), qui vise à assurer la parité entre les langues officielles.

Titre premier Politique, direction et coordination d'ensemble

2.141 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 2 580 900 dollars (voir tableau 2.14). Combinées aux crédits inscrits au budget ordinaire, ces ressources serviront à régler les dépenses afférentes à 21 postes ainsi que les dépenses connexes, à savoir les autres dépenses de personnel, les voyages et les autres frais de fonctionnement liés aux services de documentation qui seront fournis moyennant remboursement. Les ressources que l'on s'attend à recevoir en 2020 font apparaître une baisse de 89 800 dollars par rapport à 2019.

**Sous-programme 4
Services d'appui aux réunions et de publication**

2.142 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 3 737 200 dollars et fait apparaître une diminution nette de 108 800 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.35 et la figure 2.XXXI.

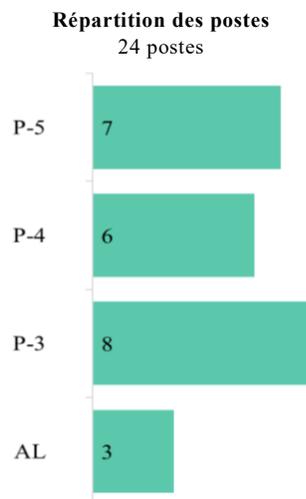
Tableau 2.35

Sous-programme 4 (Nairobi) : évolution des ressources financières et des postes

(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	3 282,2	3 846,0	–	–	(108,8)	(108,8)	(2,8)	3 737,2	
Autres objets de dépense	4,5	–	–	–	–	–	–	–	
Total	3 286,7	3 846,0	–	–	(108,8)	(108,8)	(2,8)	3 737,2	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		22	–	–	(1)	(1)	(4,5)	21	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		4	–	–	(1)	(1)	(25,0)	3	
Total		26	–	–	(2)	(2)	(7,7)	24	

Figure 2.XXXI
**Sous-programme 4 (Nairobi) : répartition des ressources proposées pour 2020
 (avant actualisation des coûts)**
 (En nombre de postes)



Abréviations : AL = agent(e) local(e).

2.143 La variation de 108 800 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. La diminution nette de 108 800 dollars est liée à la suppression proposée d'un poste d'assistant(e) de publication [agent(e) local(e)] à la Section des services de publication, du fait de l'automatisation des processus d'exécution des tâches, ainsi que d'un poste d'interprète (P-3). Elle est partiellement contrebalancée par le reclassement de quatre postes d'interprète de la classe P-3 à la classe P-4 dans les sections arabe, chinoise, française et russe, qui vise à assurer la parité entre les langues.

2.144 Le sous-programme sera également financé au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 2 689 000 dollars (voir tableau 2.14). Combinées aux crédits inscrits au budget ordinaire, ces ressources serviront à régler les dépenses afférentes à 22 postes ainsi que les dépenses connexes, à savoir les autres dépenses de personnel, les voyages et les autres frais de fonctionnement liés aux services d'appui aux réunions et de publication qui seront fournis moyennant remboursement. Les ressources que l'on s'attend à recevoir en 2020 font apparaître une baisse de 229 700 dollars par rapport à 2019.

Appui au programme

2.145 L'appui au programme est assuré par le Service administratif et la Section de l'analyse de gestion à New York, par la Section des technologies de l'information à Genève et par les Groupes des techniques de l'information à Vienne et à Nairobi.

2.146 Le Service administratif du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences fournit au Département des services centralisés d'appui administratif en matière de gestion des ressources humaines, de gestion financière et d'administration générale. Dans le contexte de la gestion intégrée des services de conférence à l'échelle mondiale, le Service sera chargé d'harmoniser les méthodes administratives et budgétaires des quatre centres de conférence. Pour 2020, il est proposé de transférer à la composante Appui au programme une partie des ressources précédemment consacrées à la composante Programme de travail, compte étant tenu des besoins opérationnels et des tâches d'appui administratif relatives à la traduction contractuelle.

- 2.147 Les services informatiques des quatre centres de conférence sont chargés d'assurer la gestion, l'amélioration et la maintenance des moyens informatiques, en conformité avec les priorités stratégiques et les besoins opérationnels du Département et en vue d'aider ce dernier à s'acquitter de ses attributions.
- 2.148 Compte tenu du mandat général relatif à la mise au point et à la maintenance de logiciels de gestion des services de conférence énoncé au paragraphe 39 de la résolution 73/270 de l'Assemblée générale, une équipe technique centrale chargée de la conception de logiciels pour tous les systèmes concernés sera établie à Vienne. Elle sera dotée d'un effectif de fonctionnaires et de vacataires financé par le Département au titre du chapitre 2 du budget ordinaire et sera dirigée par un(e) linguiste informaticien(ne) hors classe (P-5), qui rendra compte au (à la) Chef du Bureau de la Secrétaire générale adjointe. Conformément à la stratégie Informatique et communications de l'Organisation et des orientations que le Secrétaire général a formulées par la suite en ce qui concerne la décentralisation de la gestion, les fonctions informatiques du Département sont assurées en collaboration avec le Bureau de l'informatique et des communications. Le Bureau se chargera de tous les aspects liés aux services d'appui à l'infrastructure informatique et aux postes de travail, notamment la mise à disposition de plateformes institutionnelles et d'une architecture intégrée, la formulation et la certification de normes, y compris les cadres d'application, l'élaboration d'une politique en matière d'informatique et de communications, la fourniture de services de sécurité informatique, et le Département exercera plusieurs fonctions liées à l'analyse de gestion aux niveaux mondial et local, à la gestion de projets, à l'architecture des solutions et aux projets relatifs à la conception et à l'assurance de la qualité, et fournira des services particuliers à l'appui de la gestion des conférences à New York, à Genève, à Vienne et à Nairobi, et des travaux des commissions régionales et d'autres organisations internationales. L'Équipe technique centrale sera également chargée d'assurer la maintenance des produits informatiques du Département dans les trois grands domaines que sont les réunions, les documents et la traduction.
- 2.149 La Section de l'analyse de gestion, qui a remplacé la Section de l'informatique, continuera de mettre au point des solutions novatrices et de moderniser les plateformes existantes en s'appuyant sur les technologies et les concepts les plus récents, notamment les services en nuage. Les ressources supplémentaires demandées devraient permettre de faire appel à des professionnels possédant des compétences techniques particulières (notamment pour la mise au point d'applications destinées à l'exécution de tâches déterminées), mais aussi de mettre à la disposition des États Membres, avec la souplesse nécessaire, les plateformes informatiques modernes dont ils ont besoin.
- 2.150 En 2020, le Département mettra systématiquement en œuvre les aspects de la stratégie Informatique et communications qui touchent à sa capacité d'assurer des services d'assistance informatique et des services d'infrastructure à New York. Le personnel concerné partage déjà des locaux avec le Bureau de l'informatique et des communications, sous la direction duquel il est placé, même si les postes correspondants demeurent inscrits au budget du Département. Le Département, qui s'attache à adopter une démarche plus stratégique et à mettre l'accent sur l'innovation pour moderniser ses opérations, fera appel au Bureau pour qu'il lui fournisse les services d'appui nécessaires en matière d'informatique et d'infrastructure. Il est donc proposé de transférer 11 postes d'agent(e) des services généraux (Autres classes) et 1 poste d'agent(e) des services généraux (1^{re} classe) du chapitre 2 au chapitre 29C (Bureau de l'informatique et des communications).
- 2.151 Le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 s'élève à 17 482 900 dollars et fait apparaître une augmentation nette de 2 875 500 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans les figures 2.XXXII à 2.XXXIV et dans le tableau 2.36.

Figure 2.XXXII

Appui au programme : évolution des ressources par rapport au montant du budget ordinaire

(En millions de dollars des États-Unis)

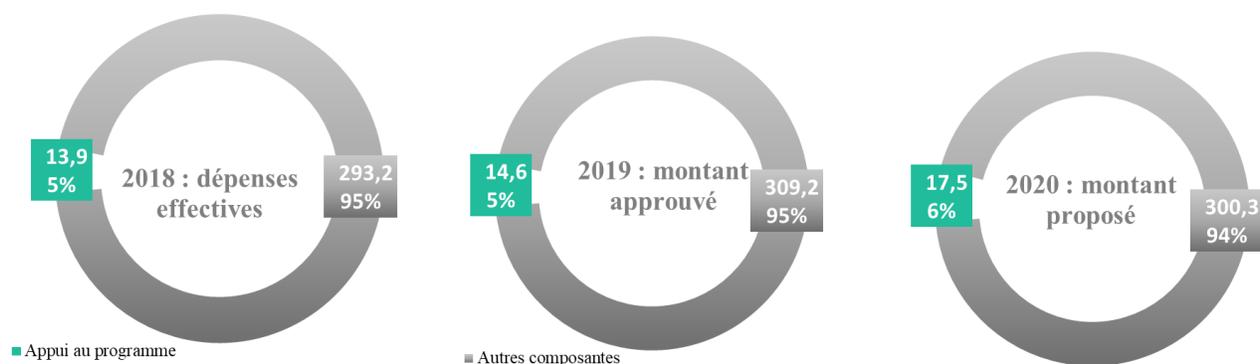


Tableau 2.36

Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

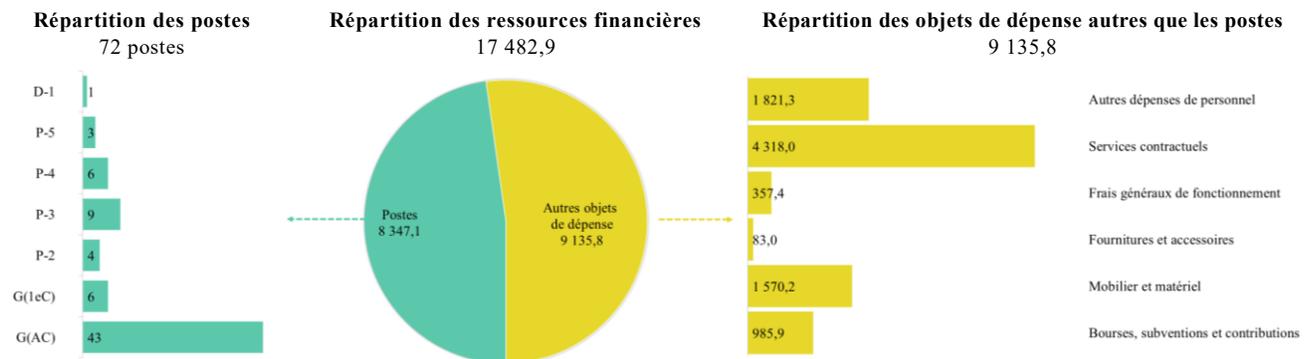
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	7 510,7	7 431,0	–	–	916,1	916,1	12,3	8 347,1
Autres objets de dépense	6 409,3	7 176,4	–	–	1 959,4	1 959,4	27,3	9 135,8
Total	13 920,0	14 607,4	–	–	2 875,5	2 875,5	19,7	17 482,9
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		12	–	–	11	11	91,7	23
Agents des services généraux et des catégories apparentées		55	–	–	(6)	(6)	–	49
Total		67	–	–	5	5	7,5	72

Figure 2.XXXIII

Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

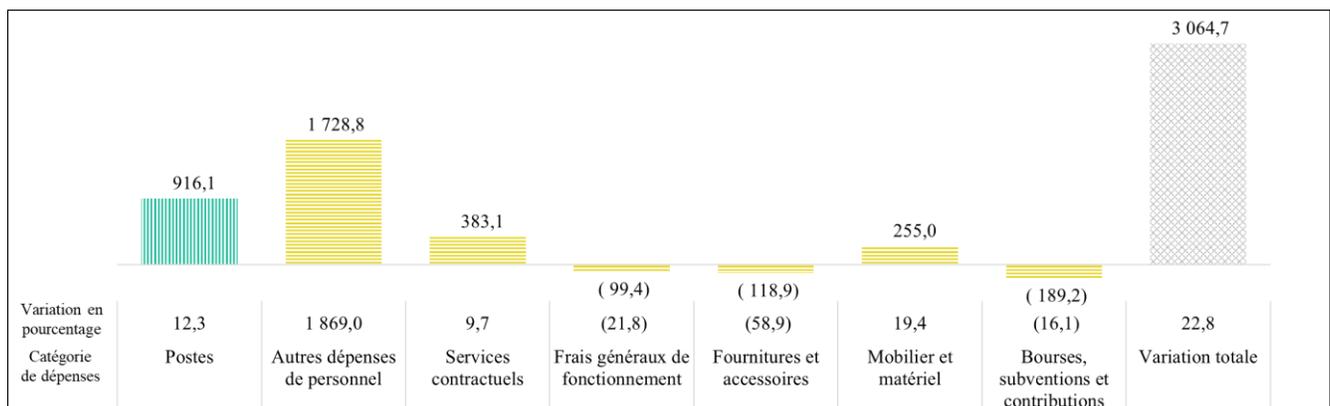


Abréviations : G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XXXIV

Appui au programme : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.152 La variation de 2 875 500 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. L'augmentation nette de 2 875 500 dollars tient aux éléments suivants :

- a) Service administratif (New York) : une augmentation de 406 800 dollars au titre des postes, liée à la création d'un poste de spécialiste des ressources humaines (P-3), d'un poste de spécialiste des finances et du budget (P-3), d'un poste d'assistant(e) principal(e) au budget et aux finances [agent(e) des services généraux (1^{re} classe)] et de quatre postes d'assistant(e) administratif(ive) [agent(e) des services généraux (Autres classes)], qui vise à tenir compte des besoins opérationnels et des tâches d'appui administratif relatives à la traduction contractuelle. Comme indiqué aux paragraphes 2.106 et 2.112 ci-dessus, cette augmentation serait intégralement compensée par la suppression des postes correspondants au Groupe de la traduction contractuelle au titre du sous-programme 2 et à la Division des réunions et des services de publication au titre du sous-programme 4 ;
- b) Section de l'analyse de gestion (New York) :
 - i) une diminution de 229 000 dollars au titre des postes, liée au transfert proposé au chapitre 29C de 11 postes d'assistant(e) aux systèmes d'information [agent(e) des services généraux

(Autres classes)] et d'un poste d'assistant(e) informaticien(ne) principal(e) [agent(e) des services généraux (1^{re} classe)] provenant du service d'assistance, et à un transfert de ressources qui permettra de confier à des vacataires l'exécution de projets novateurs moyennant la suppression de deux postes d'assistant(e) aux systèmes d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)]. Cette diminution est partiellement contrebalancée par la transformation en poste permanent d'un poste de spécialiste des systèmes d'information (P-4) financé au moyen des ressources budgétaires globales afférentes aux services de conférence à Vienne, le transfert à l'Équipe technique centrale à Vienne d'un poste de linguiste informaticien(ne) hors classe (P-5) et de trois postes de linguiste informaticien(ne) (P-3) de la Division de la documentation provenant du sous-programme 3, le reclassement d'un poste d'assistant(e) aux systèmes d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] en poste d'assistant(e) principal(e) aux systèmes d'information [agent(e) des services généraux (1^{re} classe)] et la création d'un poste de spécialiste des systèmes d'information (P-4) et d'un poste d'assistant(e) aux systèmes d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] pour renforcer les capacités de la Section de l'analyse de gestion ;

- ii) une augmentation de 2 220 400 dollars au titre des autres objets de dépense, liée aux ressources supplémentaires qui seront nécessaires pour couvrir les dépenses afférentes au personnel temporaire (autre que pour les réunions) (1 733 000 dollars) et aux services contractuels (391 000 dollars) et faire appel à des professionnels possédant les compétences techniques nécessaires pour mettre au point des solutions informatiques novatrices et moderniser les plateformes existantes afin de répondre aux besoins des États Membres ;
- c) Section des technologies de l'information (Genève) : une augmentation de 738 300 dollars au titre des postes, liée au transfert de trois postes de spécialiste des systèmes d'information (P-3) et de deux postes d'assistant(e) aux systèmes d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] provenant du sous-programme 3, compte tenu des besoins opérationnels ;
- d) Groupe des techniques de l'information (Nairobi) : une diminution de 71 800 dollars au titre des autres objets de dépense, liée à l'amélioration de la planification des capacités nécessaires pour faire face aux pointes d'activité et à l'optimisation de la gestion des biens et de la centralisation des demandes de services, qui permettra de faire des économies d'échelle.

Part à la charge de l'Organisation des Nations Unies : services d'appui informatique (Vienne)

- 2.153 Le montant des ressources à inscrire au budget-programme de l'ONU au titre de l'appui informatique aux services de conférence à Vienne représente la part à la charge de l'Organisation dans ces activités. Toutefois, le montant global des ressources budgétaires afférentes aux services de conférence unifiés, dont la responsabilité incombe à l'ONU en vertu des accords régissant ces services et qui sert de base au calcul de la part à la charge de l'ONU, est également présenté à l'Assemblée générale pour examen et approbation. Les prévisions relatives aux activités informatiques se rapportent donc à la fois au montant global des ressources budgétaires et à la part restant à la charge de l'ONU une fois déduites les sommes à rembourser par les organismes ne relevant pas du Secrétariat, comme indiqué dans le tableau 2.37.

Titre premier Politique, direction et coordination d'ensemble

Tableau 2.37

Informatique (Vienne) : évolution des ressources nécessaires, par composante

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018	2019	2020 (montant prévu aux taux courants)
Services de conférence, Vienne (montant global des ressources budgétaires)	1 222,0	1 541,5	1 306,6
Remboursement de l'AIEA, de l'ONUDI et de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	52,0	366,4	320,7
Part à la charge de l'Organisation des Nations Unies	1 170,0	1 175,1	985,9

2.154 Comme indiqué dans le tableau 2.37, le montant qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2020 est estimé à 985 900 dollars.

Ressources nécessaires (budget global) : informatique (Vienne)

2.155 Le montant global des ressources proposées pour 2020 s'élève à 1 306 600 dollars et fait apparaître une diminution nette de 234 900 dollars par rapport au montant du crédit ouvert pour 2019. On trouvera des renseignements supplémentaires dans le tableau 2.38 et les figures 2.XXXV et 2.XXXVI.

Tableau 2.38

Informatique (Vienne) : évolution des ressources financières et des postes (montant global des ressources budgétaires)

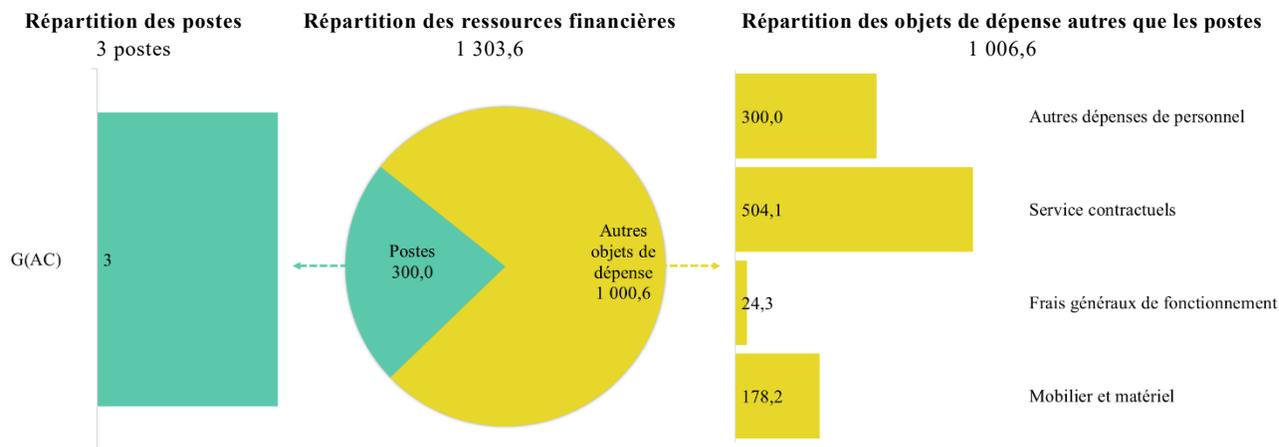
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2018 (dépenses effectives)	2019 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2020 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	266,9	466,5	0,0	0,0	(166,5)	(166,5)	(35,7)	300,0
Autres objets de dépense	955,1	1 075,0	0,0	0,0	(68,4)	(68,4)	0,0	1 006,6
Total	1 222,0	1 541,5	0,0	0,0	(234,9)	(234,9)	(15,2)	1 306,6
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		1	0	0	(1)	(1)	(100,0)	0
Agents des services généraux et des catégories apparentées		3	0	0	0	0	0,0	3
Total		4	0	0	(1)	(1)	(25,0)	3

Figure 2.XXXV

Informatique (Vienne) : répartition des ressources proposées pour 2020 (avant actualisation des coûts) (montant global des ressources budgétaires)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

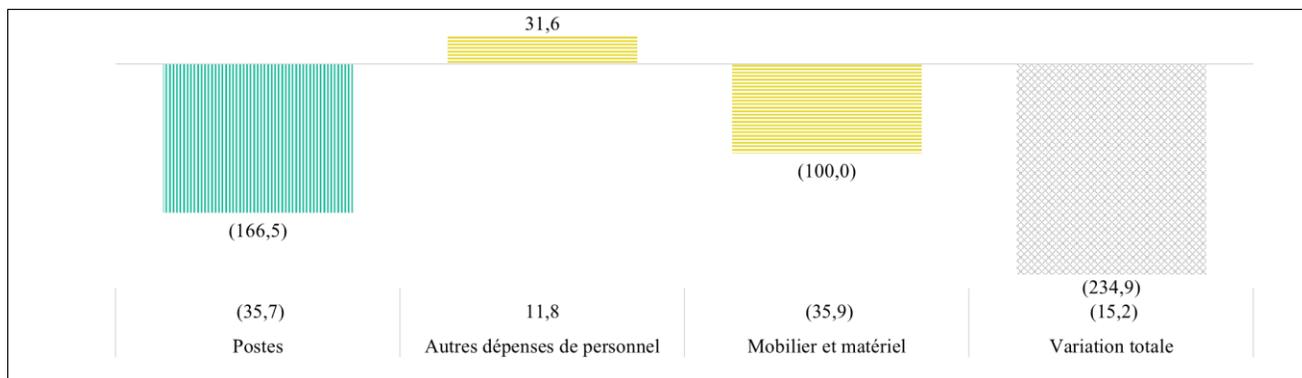


Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).

Figure 2.XXXVI

Informatique (Vienne) : variations concernant les ressources proposées pour 2020 et les crédits ouverts pour 2019, par catégorie de dépenses (montant global des ressources budgétaires)

(En milliers de dollars des États-Unis)



2.156 La variation de 234 900 dollars s'explique comme suit :

Autres changements. La diminution de 234 900 dollars tient à :

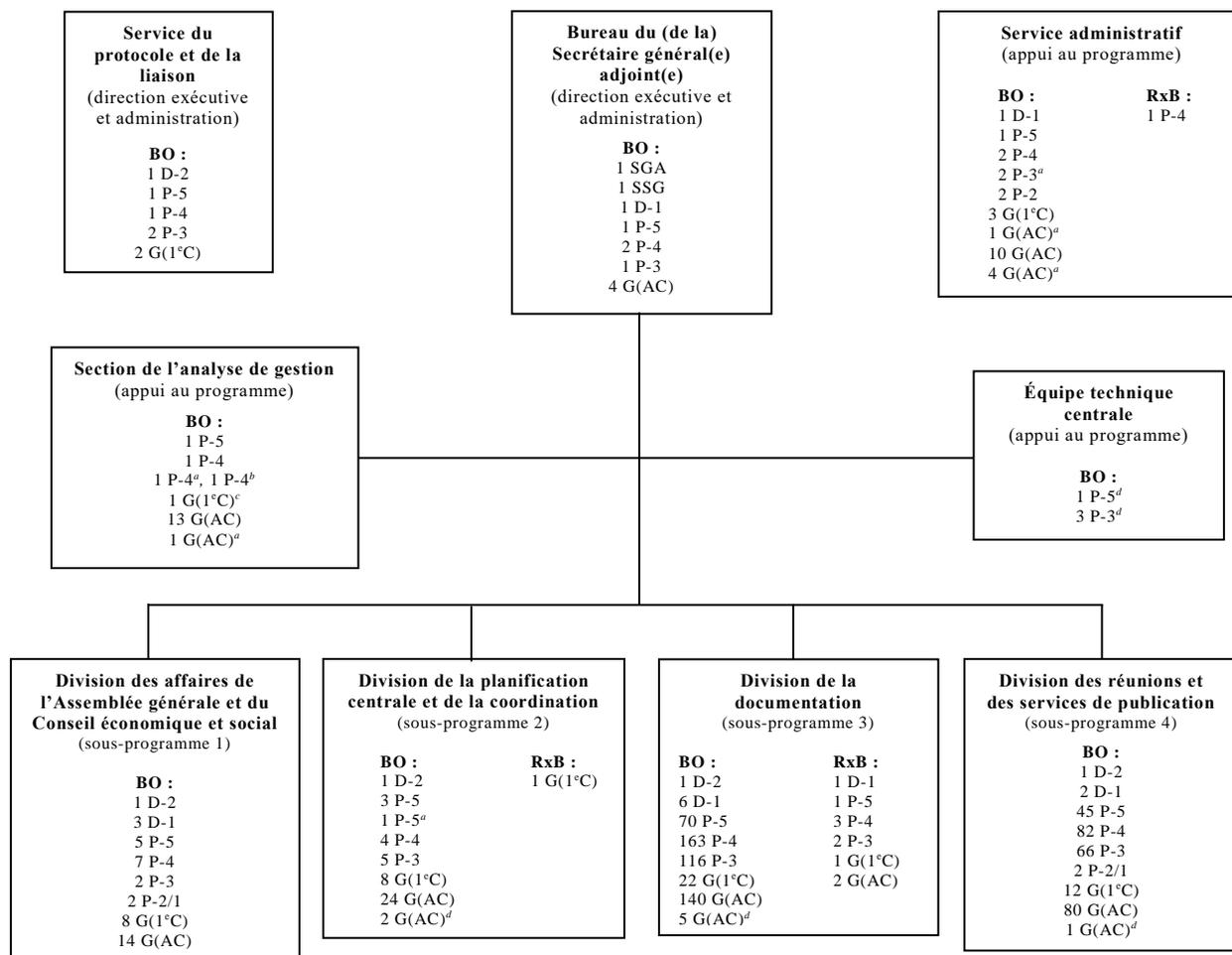
- a) Une diminution de 166 500 dollars au titre des postes, liée à la transformation proposée d'un poste de spécialiste des systèmes d'information (P-4) financé au moyen des ressources budgétaires globales afférentes à l'informatique (Vienne) en poste permanent de la Section de l'analyse de gestion à New York ;
- b) Une diminution nette de 68 400 de dollars au titre des autres objets de dépense résultant de la réduction des achats de matériel informatique, qui est partiellement contrebalancée par une augmentation des ressources prévues à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

2.157 La composante Appui au programme sera également financée au moyen de ressources extrabudgétaires d'un montant estimé à 1 283 300 dollars (voir tableau 2.14). Ces ressources serviront à financer l'appui aux réunions, la documentation, les services de publication et les services et activités de formation relatifs aux logiciels de gestion des services de conférence, dont certains sont assurés moyennant remboursement. Les ressources que l'on s'attend à recevoir en 2020 font apparaître une baisse de 50 900 dollars par rapport à 2019.

Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour 2020

A. Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, New York



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; BO = budget ordinaire ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = Secrétaire général(e) adjoint(e) ; SSG = Sous-Secrétaire général(e).

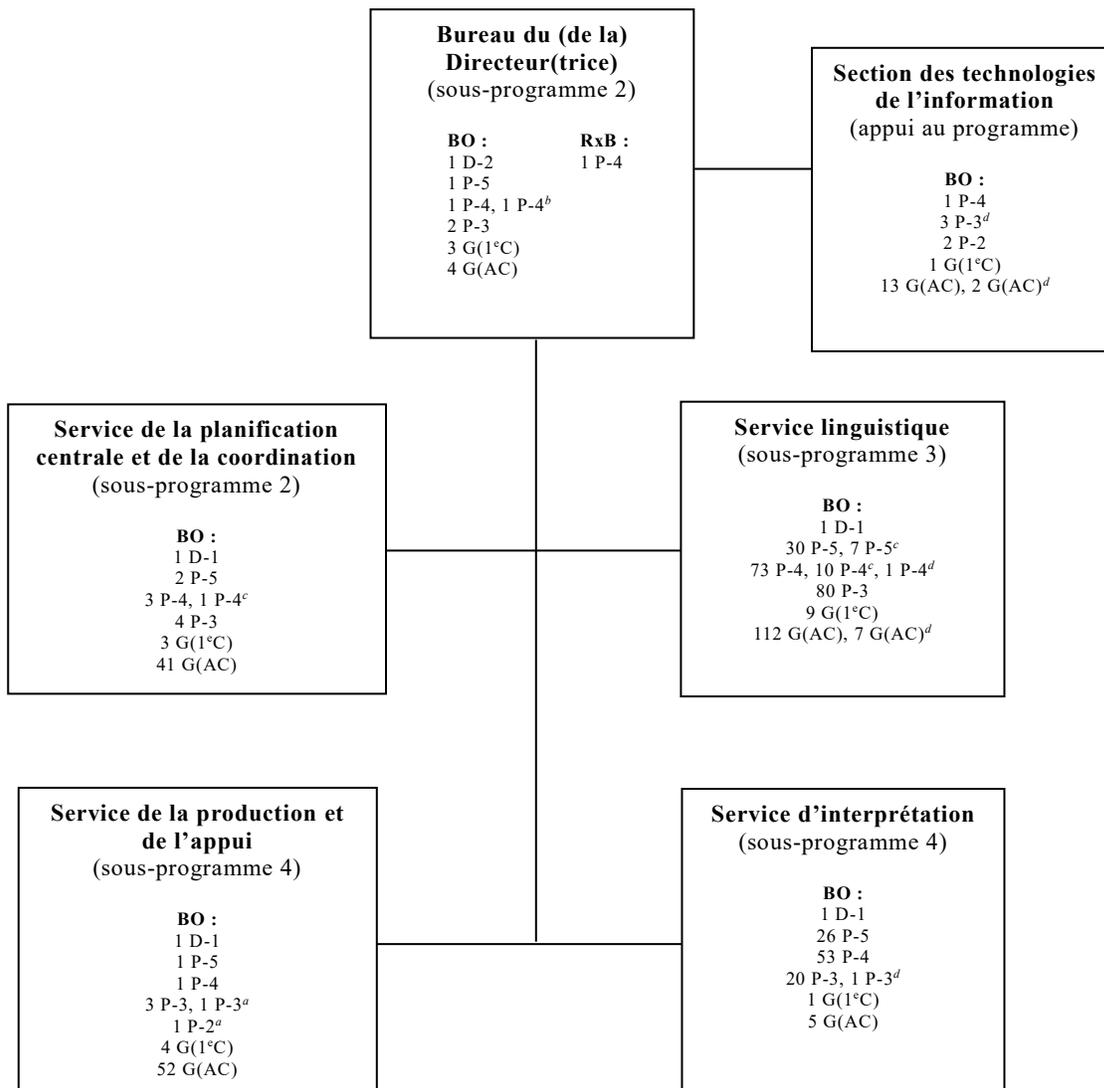
^a Création.

^b Transformation.

^c Reclassement.

^d Transfert.

B. Division de la gestion des conférences (Genève)



Abréviations : BO = budget ordinaire ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; RxB = ressources extrabudgétaires.

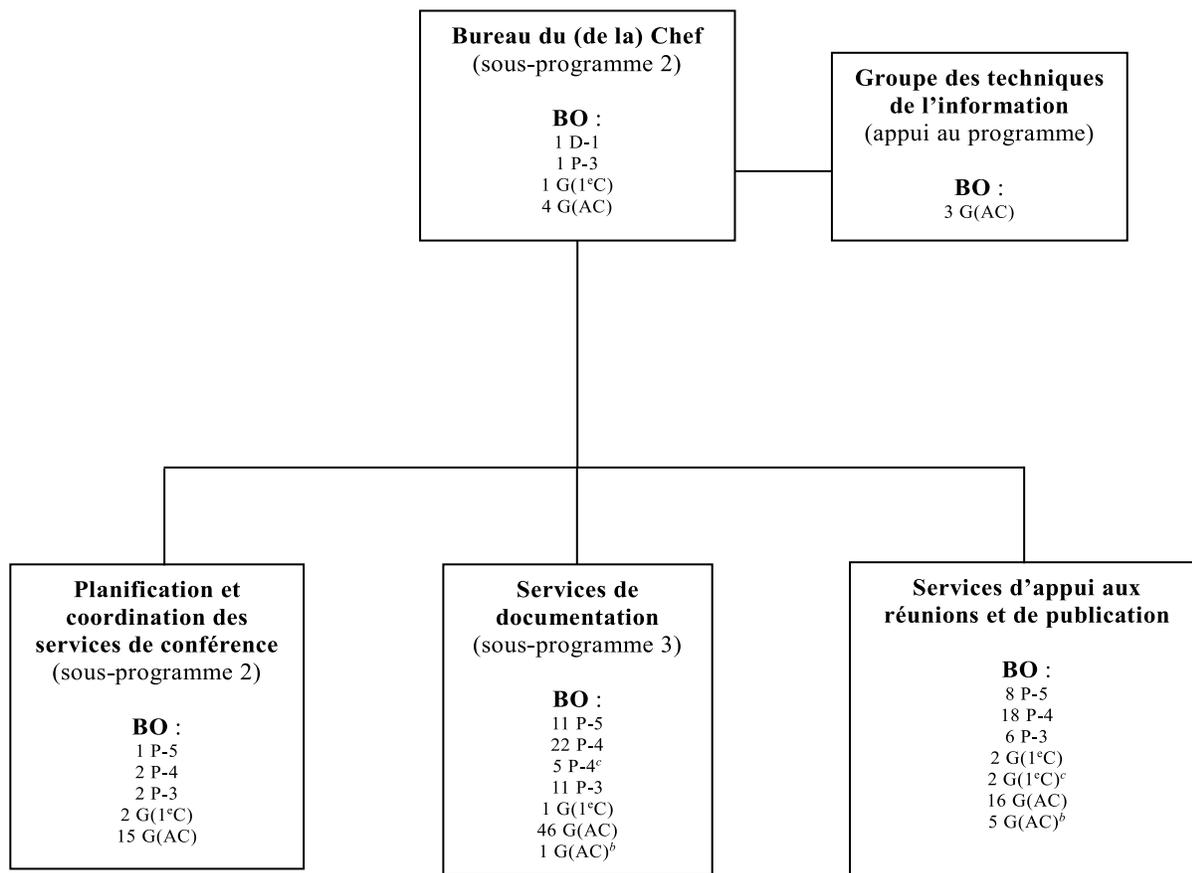
^a Création.

^b Transformation.

^c Reclassement.

^d Transfert.

C. Service de la gestion des conférences (Vienne)



Note : Les postes ont été budgétisés sur la base du montant brut des ressources nécessaires, comme prévu dans la résolution 49/237 de l'Assemblée générale.

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; BO = budget ordinaire ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; RxB = ressources extrabudgétaires.

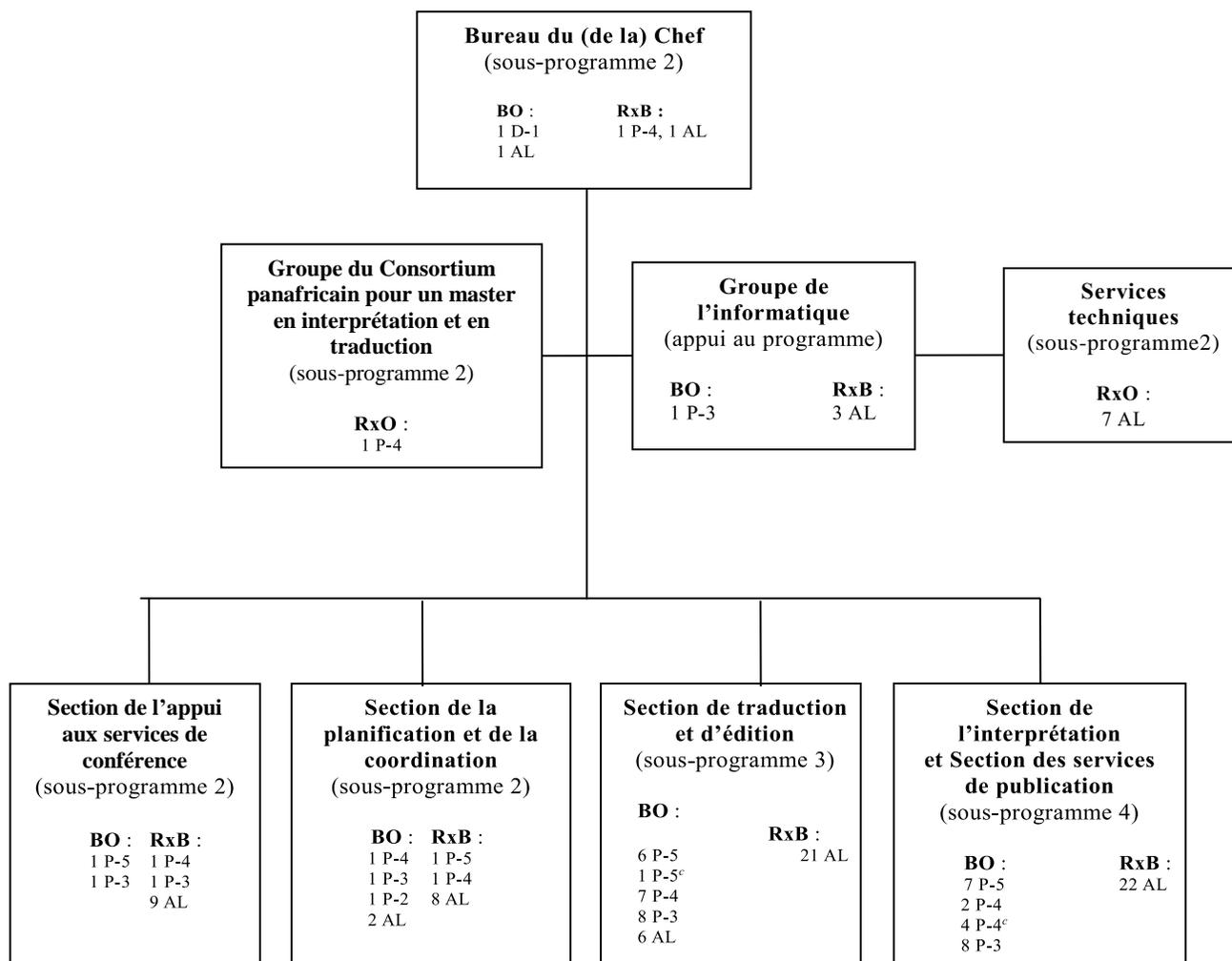
^a Création.

^b Transformation.

^c Reclassement.

^d Transfert.

D. Division des services de conférence (Nairobi)



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; BO = budget ; RxB = ressources extrabudgétaires.

^a Création.

^b Transformation.

^c Reclassement.

^d Transfert.

Annexe II

Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes permanents

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
New York : sous-programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social)	(2)	G(AC)	Suppression de 2 postes d'assistant(e) au service des séances	Amélioration des méthodes de travail et mise en place de services électroniques, comme eSponsorship et eSpeakers
	1	G(AC)	Transfert de 1 un poste d'assistant(e) au service des séances du sous-programme 3	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
	(1)	G(AC)	Transfert de 1 un poste d'assistant(e) au service des séances au sous-programme 2	Amélioration des méthodes de travail et mise en place de services électroniques, comme eSponsorship et eSpeakers
New York : sous-programme 2 (Planification et coordination des services de conférence)	(1)	G(1°C)	Suppression de 1 un poste d'assistant(e) principal(e) au service des séances	Rééquilibrage des ressources prévues au titre du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires pour la gestion des réunions compte tenu du nombre croissant de réunions et de manifestations non liées aux mécanismes intergouvernementaux
	(5)	G(AC)	Suppression de 5 postes d'assistant(e) aux références multilingues	Réorganisation des activités de traduction contractuelle
	(1)	P-3	Suppression de 1 poste de fonctionnaire d'administration	Réorganisation des activités de traduction contractuelle
	(4)	G(AC)	Transfert de 4 postes d'assistant(e) aux références multilingues	Réorganisation des activités de traduction contractuelle
	1	P-5	Création de 1 poste d'administrateur(trice) de programmes (hors classe)	Réorganisation des activités de traduction contractuelle
	(1)	P-5	Suppression de 1 poste de chef de section (activités de traduction contractuelle)	Réorganisation des activités de traduction contractuelle
	1	G(AC)	Transfert de 1 poste d'assistant(e) au service des séances du sous-programme 1	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
	New York : sous-programme 3 (Services de documentation)	(1)	P-3	Suppression de 1 poste de bibliothécaire
(2)		G(1°C)	Suppression de 2 postes d'assistant(e) principal(e) aux références multilingues	Poursuite de l'adoption de nouvelles technologies linguistiques et de l'amélioration des méthodes de travail
(7)		G(AC)	Suppression de 7 postes d'assistant(e) aux références multilingues	Poursuite de l'adoption de nouvelles technologies linguistiques et de l'amélioration des méthodes de travail
(1)		G(AC)	Suppression de 1 poste d'assistant(e) aux références multilingues	Prise en compte des besoins opérationnels actuels

Titre premier Politique, direction et coordination d'ensemble

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
	4	G(AC)	Transfert de 4 postes d'assistant(e) aux références multilingues	Réorganisation des activités de traduction contractuelle
	(1)	P-5	Transfert de 1 poste de linguiste informaticien(ne) hors classe	Création de l'Équipe technique centrale au titre de l'appui au programme
	(3)	P-3	Transfert de 3 postes de linguiste informaticien(ne)	Création de l'Équipe technique centrale au titre de l'appui au programme
	(1)	G(AC)	Transfert de 1 poste d'assistant(e) au service des séances au sous-programme 1	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
	1	G(AC)	Transfert de 1 poste d'assistant(e) de publication assistée par ordinateur du sous-programme 4	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
New York : sous-programme 4 (Services d'appui aux réunions et de publication)	(8)	G(AC)	Suppression de 8 postes d'assistant(e) de publication assistée par ordinateur	Évolution des méthodes de travail rendue possible par l'utilisation de l'informatique
	(1)	G(AC)	Suppression de 1 poste d'assistant(e) d'édition	Évolution des méthodes de travail rendue possible par l'utilisation de l'informatique
	(1)	P-3	Suppression de 1 poste de fonctionnaire d'administration	Prise en compte des besoins opérationnels de longue date, la suppression venant contrebalancer la création d'un poste de spécialiste des finances et du budget (P-3) et d'un poste d'assistant(e) principal(e) au budget et aux finances [G(1°C)] au Service administratif
	(1)	G(1°C)	Suppression de 1 poste d'assistant(e) principal(e) de publication	Prise en compte des besoins opérationnels de longue date, la suppression venant contrebalancer la création d'un poste de spécialiste des finances et du budget (P-3) et d'un poste d'assistant(e) principal(e) au budget et aux finances [G(1°C)] au Service administratif
	(1)	G(AC)	Transfert de 1 poste de d'assistant(e) de publication assistée par ordinateur au sous-programme 3	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
Genève : sous-programme 2 (Planification et coordination des services de conférence)	(1)	G(AC)	Suppression de 1 poste d'assistant(e) au service des séances	Amélioration de la programmation des activités d'appui aux réunions
	1	P-3	Reclassement de 1 poste de fonctionnaire des services de conférence en poste d'administrateur(trice) chargé(e) de la gestion des séances (P-4)	Accroissement des responsabilités liées à la coordination des services de conférence, la demande ne cessant d'augmenter et les services étant de plus en plus complexes et volumineux et modulés en fonction des besoins particuliers
	(1)	P-4	Transfert de 1 poste de chef du Groupe des travaux contractuels au sous-programme 3	Resserrement de la collaboration entre les sections et renforcement de la capacité de faire face rapidement et efficacement aux variations saisonnières du volume de travail dictées par le calendrier des conférences

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Genève : sous-programme 3 (Services de documentation)	(7)	G(AC)	Transfert de 7 postes d'assistant(e) à la gestion des documents au sous-programme 3	Resserrement de la collaboration entre les sections et renforcement de la capacité de faire face rapidement et efficacement aux variations saisonnières du volume de travail dictées par le calendrier des conférences
	(1)	P-3	Transfert de 1 poste d'interprète au sous-programme 4	Optimisation du ratio entre les postes P-3 et les postes P-4 dans le Service d'interprétation et planification de la relève, les interprètes débutants inscrits sur la liste de réserve ayant plus de chances d'être recrutés
	1	P-4	Transfert de 1 poste de spécialiste des ressources humaines du sous-programme 4	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
	(9)	G(AC)	Suppression de 7 postes d'assistant(e) aux références multilingues, de 1 poste d'assistant(e) à la gestion des documents et de 1 poste d'assistant(e) aux systèmes d'information	Réorganisation des processus d'exécution des tâches, innovations technologiques, modernisation des postes de travail et nouvelle répartition des attributions
	(2)	G(1°C)	Suppression de 1 poste d'assistant(e) principal(e) aux références multilingues et de 1 poste d'assistant(e) d'édition principal(e)	Réorganisation des processus d'exécution des tâches, innovations technologiques, modernisation des postes de travail et nouvelle répartition des attributions
	2	P-3	Reclassement à P-4 de 2 postes d'éditeur(trice)	Renforcement de l'assurance qualité et de la formation en vue de la soumission, dans les délais, de documents techniques destinés à la Commission du droit international et de documents relatifs aux droits de la personne
	8	P-3	Reclassement de 8 postes de traducteur(trice) en postes de réviseur(se) (P-4) (1 de langue anglaise, 1 de langue arabe, 1 de langue chinoise, 2 de langue espagnole, 2 de langue française et 1 de langue russe)	Mise en place, comme suite à la résolution 72/261 de l'Assemblée générale, d'une structure en losange qui facilitera le traitement des documents et permettra de mieux mettre à profit les compétences disponibles en interne
	6	P-4	Reclassement de 6 postes de réviseur(se) en postes de réviseur(se) hors classe (P-5) (1 de langue arabe, 1 de langue chinoise, 1 de langue espagnole, 1 de langue russe et 2 de langue française)	Mise en place, comme suite à la résolution 72/261 de l'Assemblée générale, d'une structure en losange qui facilitera le traitement des documents et permettra de mieux mettre à profit les compétences disponibles en interne
	1	P-4	Reclassement de 1 poste de chef du Groupe des références en poste de chef de la Section des technologies multilingues (P-5)	Création de la Section des technologies multilingues, qui sera composée des huit groupes suivants : le Groupe des travaux contractuels, le Groupe de l'appui linguistique et six Groupes de l'édition et de la publication assistée par ordinateur

Titre premier Politique, direction et coordination d'ensemble

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
	(3)	P-3	Transfert de 3 postes de spécialiste des systèmes d'information à la composante Appui au programme	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
	(2)	G(AC)	Transfert de 2 postes d'assistant(e) aux systèmes d'information à la composante Appui au programme	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
	1	P-4	Transfert de 1 poste de chef du Groupe des travaux contractuels du sous-programme 2	Resserrement de la collaboration entre les sections et renforcement de la capacité de faire face rapidement et efficacement aux variations saisonnières du volume de travail dictées par le calendrier des conférences
	7	G(AC)	Transfert de 7 postes d'assistant(e) à la gestion des documents du sous-programme 2	Resserrement de la collaboration entre les sections et renforcement de la capacité de faire face rapidement et efficacement aux variations saisonnières du volume de travail dictées par le calendrier des conférences
Genève : sous-programme 4 (Services d'appui aux réunions et de publication)	(2)	G(AC)	Suppression de 1 poste d'assistant(e) à la gestion des documents et de 1 poste d'assistant(e) à la distribution des documents	Automatisation croissante des tâches et distribution des documents de conférence sous forme numérique
	(1)	G(AC)	Suppression de 1 poste d'assistant(e) d'administration	Avantages découlant de la mise en service d'Umoja et simplification et automatisation de l'exécution des tâches relatives à l'administration et à la programmation des services d'interprétation
	1	P-3	Création de 1 poste de spécialiste de la gestion des programmes	Gestion de l'augmentation de la charge de travail liée à l'élaboration de contenus multicanaux (produits numériques interactifs, applications, sites Web, éléments de signalisation, emballages, conceptualisation, infographies, stratégie d'image, logos, expositions et installations)
	1	P-2	Création de 1 poste de spécialiste de la gestion des programmes (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Gestion de l'augmentation de la charge de travail liée à l'élaboration de contenus multicanaux (produits numériques interactifs, applications, sites Web, éléments de signalisation, emballages, conceptualisation, infographies, stratégie d'image, logos, expositions et installations)
	(1)	P-4	Transfert de 1 poste de spécialiste des ressources humaines au sous-programme 2	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels

Chapitre 2 Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
	1	P-3	Transfert de 1 poste d'interprète du sous-programme 2	Optimisation du ratio entre les postes P-3 et les postes P-4 dans le Service d'interprétation et planification de la relève, les interprètes débutants inscrits sur la liste de réserve ayant plus de chances d'être recrutés
Vienne : sous-programme 3 (Services de documentation)	5	P-3	Reclassement de 5 postes de traducteur(trice) en postes de réviseur(se) (P-4) (1 de langue arabe, 1 de langue chinoise, 1 de langue espagnole, 1 de langue française et 1 de langue russe)	Mise en place, comme suite à la résolution 72/261 de l'Assemblée générale, d'une structure en losange qui facilitera le traitement des documents et permettra de mieux mettre à profit les compétences disponibles en interne
	1	G(AC)	Transformation de 1 poste d'assistant(e) d'édition et de publication assistée par ordinateur en poste permanent	Régularisation d'un poste existant depuis 20 ans et application de la recommandation du BSCI tendant à ce que les ressources consacrées au personnel temporaire ne servent pas à financer des postes – opérationnels ou autres – occupés à long terme par du personnel essentiel
Vienne : sous-programme 4 (Services d'appui aux réunions et de publication)	2	G(AC)	Reclassement de 2 postes d'assistant(e) graphiste en postes d'assistant(e) graphiste principal(e) [G(1°C)]	Accroissement de la demande de produits interactifs plus accessibles
	5	G(AC)	Transformation de 1 poste d'assistant(e) à la distribution des documents et de 4 postes d'assistant(e) à la gestion des documents en postes permanents	Régularisation de postes existant depuis 20 ans et application de la recommandation du BSCI tendant à ce que les ressources consacrées au personnel temporaire ne servent pas à financer des postes – opérationnels ou autres – occupés à long terme par du personnel essentiel
Nairobi : sous-programme 3 (Services de documentation)	(1)	AL	Suppression de 1 poste d'assistant(e) d'édition et de publication assistée par ordinateur	Réorganisation des processus d'exécution des tâches et incidence des améliorations technologiques sur la gestion des documents
	1	P-4	Reclassement de 1 poste de réviseur(se) en poste de réviseur(se) hors classe (P-5) (de langue espagnole)	Réalisation de la parité des langues
Nairobi : sous-programme 4 (Services d'appui aux réunions et de publication)	(1)	AL	Suppression de 1 poste d'assistant(e) de publication	Recours accru à l'automatisation
	(1)	P-3	Suppression de 1 poste d'interprète	Suppression venant compenser l'augmentation des ressources nécessaires due au reclassement des postes d'interprète ci-après, qui vise à réaliser la parité des langues
	4	P-3	Reclassement de 4 postes d'interprète (1 de langue arabe, 1 de langue chinoise, 1 de langue française et 1 de langue russe) à P-4	Réalisation de la parité des langues dans la Section de l'interprétation
New York : appui au programme, Service administratif	2	P-3	Création de 1 poste de spécialiste des ressources humaines et de 1 poste de spécialiste des finances et du budget	Adaptation des effectifs compte tenu des besoins opérationnels et prise en compte des tâches d'appui administratif relatives à la traduction contractuelle

Titre premier Politique, direction et coordination d'ensemble

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
	1	G(1°C)	Création de 1 poste d'assistant(e) principal(e) au budget et aux finances	Adaptation des effectifs compte tenu des besoins opérationnels et prise en compte des tâches d'appui administratif relatives à la traduction contractuelle
	4	G(AC)	Création de 4 postes d'assistant(e) d'administration	Adaptation des effectifs compte tenu des besoins opérationnels et prise en compte des tâches d'appui administratif relatives à la traduction contractuelle
New York : appui au programme, Section de l'analyse de gestion	(2)	G(AC)	Suppression de 2 postes d'assistant(e) aux systèmes d'information	Réaffectation de ressources visant à recruter des vacataires pour des projets novateurs
	1	G(AC)	Reclassement de 1 poste d'assistant(e) aux systèmes d'information en poste d'assistant(e) principal(e) aux systèmes d'information [G(1°C)]	Réaffectation de ressources visant à recruter des professionnels possédant des compétences techniques particulières (notamment pour la mise au point d'applications permettant l'exécution de tâches déterminées) et à mettre à la disposition des États Membres, avec la souplesse nécessaire, les plateformes informatiques modernes dont ils ont besoin, l'objectif étant de concevoir des solutions informatiques novatrices et de moderniser les plateformes existantes à l'aide des dernières technologies
	1	P-4	Création de 1 poste de spécialiste des systèmes d'information	Renforcement des capacités de la Section de l'analyse de gestion en matière d'informatique et de communications
	1	G(AC)	Création de 1 poste d'assistant(e) aux systèmes d'information	Renforcement des capacités de la Section de l'analyse de gestion en matière d'informatique et de communications
	(1)	G(1°C)	Transfert de 1 poste d'assistant(e) informaticien(ne) principal(e)	Mise en œuvre officielle des aspects de la stratégie Informatique et communications touchant aux services d'assistance informatique et aux services d'infrastructure du Département à New York
	(11)	G(AC)	Transfert de 11 postes d'assistant(e) informaticien(ne)	Mise en œuvre officielle des aspects de la stratégie Informatique et communications touchant aux services d'assistance informatique et aux services d'infrastructure du Département à New York
	1	P-4	Transformation de 1 poste de spécialiste des systèmes d'information en poste permanent	Rattachement hiérarchique relatif à l'Équipe technique centrale
	1	P-5	Transfert de 1 poste de linguiste informaticien(ne) hors classe	Création de l'Équipe technique centrale
	3	P-3	Transfert de 3 postes de linguiste informaticien(ne)	Création de l'Équipe technique centrale

Chapitre 2 Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Genève : appui au programme	3	P-3	Transfert de 3 postes de spécialiste des systèmes d'information du sous-programme 3	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
	2	G(AC)	Transfert de 2 postes d'assistant(e) aux systèmes d'information du sous-programme 3	Adaptation de la structure organisationnelle compte tenu des besoins opérationnels
Vienne : appui au programme	(1)	P-4	Transformation de 1 poste de spécialiste des systèmes d'information en poste permanent	Rattachement hiérarchique relatif à l'Équipe technique centrale

Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; BSCI = Bureau des services de contrôle interne ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; G(1^{re}C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe).